Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, Samedi, 4 Septembre 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

Quebec, Saturday, 4th September, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents, qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre, le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 4665—36-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 4666—36-9-o

Lettres Patentes

"Art Traders Compagnie Limitée — Art Traders Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1937, constituant en corporation: Joseph-Herménégilde Nadeau, importateur et publiciste, Doriva Léonard, médecin, et Roméo Léonard, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire et entreprendre l'importation et l'exportation d'effets, articles, marchandises et objets d'art ou de nouveautés de toute nature, caractère et description; acheter et vendre les dits effets, articles, marchandises et objets d'art ou de nouveautés; faire le commerce général d'importation et d'exportation des objets d'art et des nouveautés de toutes sortes;

2. Faire un commerce mercantile général comme importateur et exportateur d'articles, effets, marchandises et objets d'art ou de nouveautés, soit en gros ou en détail, et ce au moyen de magasins, entrepôts, boutiques ou agences quelconques dans tous les endroits que la compagnie croira profitable et avantageux;

3. Agir comme agents ou à commission ou agents commerciaux pour toutes sortes de produits naturels importés ou produits ouvrés de toute nature et description et acheter et vendre les dits produits à commission, salaire, ou autre considération; agir et faire affaires comme courtiers et agents généraux pour acheter et vendre les produits vendables de toute nature et description, et faire et conclure toutes sortes de contrats légaux en rapport avec ces opérations;

4. Organiser, faire fonctionner et maintenir des agences de nouvelles, de renseignements, de publicité, et de services de dépêches canadiennes ou étrangères; faire le commerce général d'annonces et de publicité dans toutes ses spécialités comme principaux ou agents; acquérir, acheter, vendre, transporter, et exploiter tous privilèges, droits et franchises à cet effet;

5. Faire, exercer et exploiter sous toutes ses

Letters Patent

"Art Traders Compagnie Limitée — Art Traders Company Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1937, incorporating: Joseph Herménégilde Nadeau, importer and publicist, Doriva Léonard, physician, and Roméo Léonard, accountant, all of the City of Montreal, for the following purposes:

1. To enter upon and undertake the importing and exporting of goods, articles, merchandise and works of art or novelties of any kind, character and description; to purchase and sell the said goods, articles, merchandise, works of art and novelties; to carry on generally the importation and exportations of works of art and novelties of all kinds;

2. To carry on a general mercantile business as importers and exporters of all kinds of goods, articles, merchandise and works of art or novelties, whether wholesale or retail, and by means of stores, wharehouses, shops or agencies in all such places as the company may deem to be profitable and advantageous;

3. To act as commission or commercial agents in respect of all kinds of imported natural products or manufactured products of every kind and description and to buy and sell the said products upon a commission, salary or other lawful consideration; to act and carry on business as brokers and agents generally for the buying and selling of all kinds of merchantable products of every kind and description, and to make and enter into every and all kinds of lawful contracts in respect thereof;

4. To organize, operate and maintain news, information and publicity agencies, and Canadian or foreign news services; to carry on a general advertisement and publicity business, in all its branches, as principals or agents; to acquire, purchase, sell, transfer and exploit any privileges, rights and franchises to that effect;

5. To enter into, carry on and engage in, under

formes le commerce industriel de la librairie, de l'imprimerie et de la publicité d'une manière générale ainsi que faire l'exportation et l'importation de toutes marchandises et articles en général;

6. Entreprendre, exercer, maintenir et opérer le commerce en gros ou en détail de l'imprimerie, réglage, gravure, photogravure, lithographie, photographie, librairie, papeterie et toutes autres matières ou entreprises susceptibles se rattachant à l'un ou l'autre des objets ci-dessus;

7. Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, louer, publier, diffuser en gros ou en détail des journaux, revues, volumes, pamphlets, catalogues, périodiques, calendriers, clichés, cartons, étiquettes, mappes, gravures, enseignes, cartes de montre, images, illustrations, et toutes autres nouveautés littéraires, commerciales, scientifiques, techniques et artistiques;

8. Fabriquer, assembler, recommander, vendre, acheter, exporter, importer, manufacturer, tous caractères d'imprimerie, cadres, machines, presses, appareils de centrale mécanique, électrique, thermostat, pour réglementer l'impression des matières imprimés ou à imprimer; faire et entreprendre le commerce de tous les produits manufacturés ou non propres à toute installation d'imprimeur, régleur, relieur, papetier, libraire, lithograveur, photographe et électrograveur;

9. Acquérir par location, achat ou autrement, posséder, détenir, ériger, construire, maintenir, réparer, modifier, exploiter, vendre, administrer, hypothéquer, échanger, ou autrement aliéner utiliser et employer les bâtisses, manufactures, fabriques, garages, entrepôts, magasins, salles d'exposition, ainsi que toutes propriétés personnelles, droits et privilèges nécessaires et avantageux pour le commerce de la compagnie; acheter, louer ou autrement acquérir tous terrains, bâtisses, biens-fonds nécessaires pour l'exercice du dit commerce; vendre, transporter, louer ou autrement disposer de toutes propriétés personnelles, terrains et biens-fonds de la dite compagnie;

10. Acheter, accroître, vendre, louer, établir, construire, entretenir, administrer et gérer des succursales et agences, en tout endroit convenable pour l'exploitation et l'exercice du dit commerce et des affaires de la compagnie; se charger d'agences pour d'autres personnes, sociétés, firmes, corporations et aucun autre commerce que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce et susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou de les rendre plus avantageux ou profitables à la compagnie;

11. Acquérir, et posséder par bail, achat, cession, transport, ou autrement, la totalité ou partie des biens meubles et immeubles, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilège, contrats, patentes, inventions, et autorisations nécessaires et utiles à la compagnie et assumer ou nier les hypothèques et les dettes de toute personne, société, firme, corporation et compagnie quelconque; les payer totalement ou partiellement en bons, obligations ou actions entièrement libérées de la compagnie ou autrement, aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie; se fusionner à toutes telles personnes, sociétés, firmes, corporations et compagnies, prêter de l'argent à telles personnes, sociétés, firmes, corporations et compagnies;

12. Vendre, louer ou échanger l'actif et le passif de la compagnie à toutes personnes, sociétés, firmes, ou corporations et en retirer le prix en argent ou en actions, emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires et

all the forms thereof, the industrial business of stationery, printing and publicity in general, and also to carry on the exportation and importation of all merchandise and goods in general;

6. To undertake, carry on, maintain and operate the wholesale and retail business of printing, ruling, engraving, photo engraving, lithographing, photography, stationery, paper and any matter and undertaking capable of being connected with one or several of the hereinabove objects;

7. To manufacture, produce, purchase, sell, import, export, lease, publish, distribute, wholesale and retail, newspapers, reviews, volumes, pamphlets, periodicals, catalogues, calendars, ready prints, cardboard, labels, maps, engravings, signs, show cards, pictures, illustrations, and other literary, commercial, scientific, technical and artistic novelties;

8. To manufacture, assemble, recommend, sell, purchase, export, import and manufacture any types, frames, machines, presses, mechanical, electrical, thermostotical, control, apparatus for regulating the printing of printed matter, or to be printed; to carry on business and deal in any manufactured products or otherwise, suitable for any printing, ruling, binding, stationery, bookseller, litho-engraving, photography and electro-engraving equipment;

9. To acquire by lease, purchase or otherwise, to own, hold, erect, lease, construct, maintain, repair, improve, operate, sell, manage, hypothecate, exchange or otherwise alienate, use and employ buildings, manufactories, factories, garages, warehouses, stores, show-rooms, as well as any personal properties, rights and privileges necessary and advantageous for the business of the company; to buy lease or otherwise acquire any lands, buildings, real estate necessary for the exercise of the said business; to sell, transfer, lease or otherwise dispose of any personal properties, lands, and real estate of the said company;

10. To purchase, extend, sell, lease, establish, construct, maintain, manage and administer branches and agencies in any place suitable for the operation and exercise of the business and affairs of the company and to take up agencies for other persons, partnerships, firms, corporations and any other business which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its business or capable of enhancing directly or indirectly the value of or rendering advantageous or profitable the property or rights of the said company;

11. To acquire and own by lease, purchase, assignment, transfer or otherwise, the whole or part of the movable and immovable properties, business, industry, custom, properties, franchises, leases, hypothecs, permits, powers, privileges, contracts, patents, inventions, and authorizations necessary and useful to the company, and to take over or disclaim the hypothecs and debts of any person, partnership, firm, corporation and company whatsoever; to pay therefor wholly or partly in bonds, debentures or fully paid up shares of the company, or otherwise, also to sell, lease or otherwise dispose thereof in whole or in part, to amalgamate with any such persons, partnerships, firms, corporations and companies, to lend money to such persons, partnerships, firms, corporations and companies;

12. To sell, lease or exchange the assets and liabilities of the company to any persons, partnerships, firms or corporations and to receive payment therefor in cash or shares, to borrow money and issue bonds, promissory notes and any other

tous autres effets négociables et les garantir pour hypothèques ou par garanties quelconques sur les immeubles appartenant à la compagnie;

13. Poursuivre, contester, appeler, régler, se faire représenter, et généralement faire tous les actes et opérations nécessaires pour conduire l'entreprise à bonne fin;

14. Répartir et émettre comme actions acquittées des parts du capital-actions de la compagnie en compensation ou en paiement ou partie de paiement pour toutes dettes et réclamations valables contre la compagnie pour propriétés ou droits acquis en son nom ou possédés par elle, pour tous services à elle rendus ou à être rendus par toutes personnes ou compagnies;

15. Acquérir et prendre à son nom comme industrie active les affaires de *Art Traders Co.* au No 4505 de la rue Delorimier, à Montréal, la totalité des biens et engagements, les propriétés mobilières et immobilières, et la clientèle, marchandises, accessoires, fixtures et tout ce qui regarde son commerce actuel dont les objets sont les mêmes que ceux ci-devant mentionnés; en assumer le passif et donner pour prix d'achat des actions entièrement libérées de la présente compagnie;

16. Faire tous les actes, contrats, conventions, écrits, documents, ententes, règlements, nécessaires et utiles pour les fins de la compagnie; les signer et généralement faire toutes choses et opérations, et exercer tous droits, pouvoirs et actions quelconques utiles, nécessaires, profitables et avantageux pour atteindre le but et les objets de la dite compagnie à être incorporée, sous le nom de "Art Traders Compagnie Limitée—Art Traders Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dite province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,

4667–o Sous-secrétaire de la Province.

13. To prosecute, contest, appeal, be represented, settle and generally perform all acts and operations necessary for the proper attainment of the objects of the company;

14. To allot and issue, as paid-up stock, shares of the capital stock of the comgany as consideration or payment or part payment for any lawful debts or claims against the company for property or rights acquired in its name or owned by the company, for any services to it rendered or to be rendered by any persons or companies;

15. To acquire and take over in its own name as a going concern the business of the Art Traders Co., No. 4505 Delorimier Street, at Montreal, all the assets and liabilities, the movable and immovable properties and goodwill of the said firm in so far as it concerns its actual business the objects of which are similar to those hereinabove mentioned, to assume the liabilities and pay therefor with fully paid-up shares of the present company;

16. To do all acts, make any contracts, agreements, writings and documents, agreements, settlements whatsoever necessary and useful for the purposes of the company, to sign the same, and generally to do all things and exercise all powers, rights and things whatsoever, useful, advantageous, profitable and necessary for the attainment of the purposes and objects of the said company, under the name of "Art Traders Compagnie Limitée—Art Traders Company Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars $10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars ($10.00 each. The head office of the company will be in the City of Montreal, said Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4668 Under Secretary of the Province.

"Clare Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juillet, 1937, constituant en corporation: Annette Lafleur, Madeleine Forest, Marguerite Déziel, toutes célibataires, secrétaires, de Montréal, dans les buts suivants:

a) Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir absolument comme propriétaire, ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer des obligations, débentures et autres preuves de dettes, stocks, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, de banque, compagnie d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autres, ou corporation, individu ou association; transiger et exercer généralement les affaires de courtage et d'une compagnie financière, agir comme agents et courtiers pour l'achat, vente, amélioration, développement, gérance de toute propriété, industrie et entreprise;

b) Offrir par souscription publique toutes actions, stocks, obligations, débentures et autres preuves de dettes ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation, compagnie, individu ou

"Clare Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1937, incorporating: Annette Lafleur, Madeleine Forest, Marguerite Déziel, all spinsters, secretaries, of Montreal, for the following purposes:

a) To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association; to transact and carry on a general financial company and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

b) To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness, or other securities of any government, corporation, company, individual or asso

association, et consentir des prêts ouavances de fonds sur iceux;

c) Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie.

d) Placer les fonds de la compagnie non immédiatement requis en tels placements qui seront déterminés de temps à autre;

e) De temps à autre demander, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer et jouir de tout statut, ordonnance, ordre, permis, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale, locale ou toute corporation ou autre corps public peuvent avoir le droit de décréter, faire ou octroyer et approprier aucun des stocks, obligations et biens de la compagnie au paiement et acquittement des frais, charges et dépenses encourues;

f) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir toute propriété foncière et personnelle que la compagnie juge nécessaire ou désirable, et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer, faire valoir et autrement trafiquer de la totalité ou de toute partie de la propriété de la Compagnie;

g) Vendre, louer ou autrement disposer de tout ou partie des biens ou de l'entreprise de la Compagnie, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en partie pour des actions, obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

h) Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou entreprendre toute industrie ou transaction que cette compagnie est autorisée d'exercer ou d'entreprendre, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

i) Emettre des actions libérées, obligations, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs en paiement total ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, ou autres droits, bail, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir, et en paiement de services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions libérées, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables à l'industrie de cette compagnie ou s'y rapportant;

j) D'hypothéquer, nantir ou mettre en gage pour garantir le paiement des bons, obligations, débentures et actions débentures que la compagnie peut émettre, les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs qu'elle possède ou possèdera en cette province, séparément ou conjointement et en tout ou en partie;

k) De consentir par l'entremise de leurs officiers autorisés à un ou plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débentures et actions-débentures, tous actes constituant une hypothèque, un gage ou un nantissement sur les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs que la compagnie possède ou possèdera dans la province;

l) Lever, aider à lever des fonds, aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements,

ciation, and to make loans or advances of monies thereon;

c) To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

d) To invest the funds of the company not immediately required, in such investments as may from time to time be determined;

e) From time to time to apply for, purchase, or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right, or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds, and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

f) To purchase, take on lease, or in exchange, hire, and otherwise acquire, any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of the company's property;

g) To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

h) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

i) To issue paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable property, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which the company may lawfully acquire and in payment of services rendered to the company, by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this company;

j) To hypothecate, mortgage or pledge to secure the payment of the bonds, obligations, debentures and debenture stocks which the company may issue, the movable and immovable property, present or future, it now owns or may own in this province, separately or jointly and in whole or in part;

k) To give, through its duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, obligations, debentures, debenture-stocks, all deeds constituting a hypothec, mortgage or pledge on the movable or immovable property, present or future, which the company now owns or may own in the province;

l) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endor-

garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute compagnie ou corporation, individu ou associations avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations commerciales et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, individu ou association ou par aucune autre personne avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations commerciales;

m) S'amalgamer avec toute autre compagnie ou compagnies ayant, en tout ou en partie, des objets semblables à ceux énumérés dans les présentes à tels termes qui peuvent être agréés;

n) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de sa formation ou organisation, ou s'y rapportant, et employer, passer des contrats et pourvoir à la rémunération de courtiers, agents à commission et souscripteurs lors de toute émission d'actions, obligations, débentures, actions-débentures et autres valeurs;

o) Prendre et recevoir en dépôt comme dépositaires pour la garde et l'emmagasinage de bijouteries, argenterie, argent, espèces, lingots, stocks, obligations, garanties, papiers et documents, et en général toute sorte d'objets de valeur quelconque, et de louer des voûtes, coffres de sûreté et autres coffres-forts pour les usages, objets et bénéfices de la dite compagnie; et pour avoir le pouvoir en général de faire exécuter toutes autres affaires et choses y ayant rapport et nécessaires pour promouvoirs ces objets;

p) Construire, maintenir et mettre en opération, ou louer des bâtisses et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage des biens personnels de toute nature et espèce; agir comme agents, consignataires et dépositaires d'iceux et prendre toute sorte de biens personnels en dépôt et en sûreté, aux conditions qui pourront être convenues, et faire des prêts sur iceux;

q) Agir comme agent dans le but d'enregistrer, émettre et contresigner les transferts et certificats de stocks, obligations, débentures ou autres obligations de la *Puissance du Canada* ou aucune province d'icelle, ou de toute corporation, association ou municipalité, et recevoir et administrer le fonds d'amortissement aux conditions qui peuvent être convenues;

r) De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, et pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

s) Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou fondés de pouvoirs;

t) Faire toutes autres choses pouvant être nécessaires ou utiles pour atteindre chacun des objets ci-dessus, sous le nom de "Clare Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Dorion, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

4669

sement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other persons with whom the company may have business relations;

m) To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

n) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of, or incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters, upon any issue of shares, bonds, debentures, debenture-stock, or other securities;

o) To take and receive on deposit as depositaries for the safe keeping and storing of jewellery, silverware, money, specie, ingots, stocks, bonds, securities, papers and documents and generally any kind of objects of value whatever, and lease vaults, safes and other objects of surety for the objects and benefit of the said company; and to have the power in general to have any other matters and things carried out connected therewith and necessary for promoting such objects;

p) To construct, maintain and operate or lease buildings and structures suitable for the reception and storing of personal property of any nature and kind; to act as agents, consignees and depositaries thereof, and take any kind of personal property on deposit and in safe-keeping, on the conditions that may be agreed upon and make loans on same;

q) To act as agent for the purpose of registering, issuing and countersigning the transfers and certificates of stocks, bonds, debentures or other obligations of the Dominion of Canada or any province thereof, or of any corporation, association or municipality, and receive and manage the sinking fund on the conditions that may be agreed upon;

r) To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company with paid up shares or partly in paid up shares and partly in cash;

s) To do all or any of the hereinabove things as principals, agents or attorneys;

t) To do anything else that may be necessary or useful for the attainment of the hereinabove objects, under the name of "Clare Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the town of Dorion, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4670-o

"Duquesne-Quebec Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juillet, 1937, constituant en corporation: Wilbur Ralph Salter, Herbert Gordon Stapells,

"Duquesne-Quebec Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1937, incorporating: Wilbur Ralph Salter, Herbert Cordon Stapells, Solicitors,

avocats, Kathleen Jane Robinson, Georgina Beverly Hayes, Dorothy Bradshaw, toutes trois sténographes et femmes non mariées, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, dans les buts suivants:

(1) Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dit minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des droits brevetés pour les objets ci-dessus mentionés;

(4) Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (Chap. 80) en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

(9) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi, et les payer en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnies y consentent, en actions libérées et en assumer les dettes et charges y afférentes;

(10) Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions sous le nom de "Duquesne-Quebec Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de cinquante mille dollars ($50,000.00), divisé en cinquante mille (50,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Rouyn, comté d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,

4671 Sous-secrétaire de la Province.

Kathleen Jane Robinson, Georgina Beverly Hayes, Dorothy Bradshaw, all three Stenographers and unmarried women, all of the City of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Duquesne-Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into fifty thousand (50,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at the Town of Rouyn, in the County of Abitibi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4672-o Under Secretary of the Province.

"F. Andre Ares & Compagnie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, representé par M. Alfred

"F. Andre Ares & Compagnie Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred

Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'août 1937, constituant en corporation: F. Andre Ares, Agent, P. Guy Duckett, Gérant, Marthe M. Ares, Secrétaire, fille majeure, et Roger Lebeau, Agent, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) S'occuper de la perception et de la collection de tous mauvais crédits, comptes de marchandises, effets commerciaux, reconnaissances de dettes, chèques, billets, traites, lettres de change, consignations, loyers, salaires, commissions, créances hypothécaires, balance de créances hypothécaires, intérêts en icelles, jugements, honoraires professionnels, droits légaux;

(*b*) S'occuper de la perception et de la collection des créances ci-dessus énumérées moyennant commissions reconnues par l'usage et par la loi;

(*c*) S'occuper de la recherche des débiteurs disparus, de recherches judiciaires et de recherches de dettes aux fins desdites collections pour le tout dans le but d'atteindre sur les objectifs énumérés dans le paragraphe "A";

(*d*) Avoir des agents qui s'occuperont de la collection, de la perception et de la sollicitation des comptes; aussi pour de la recherche en général de tous débiteurs disparus pour le bénéfice de la présente compagnie;

(*e*) Faire payer aux clients de la compagnie une souscription annuelle fixe pour couvrir les dépenses extraordinaires causées par la recherche de mauvais débiteurs;

(*f*) Acquérir, vendre ou faire vendres des biens mobiliers ou immobiliers dans le cours ordinaire des affaires lorsque les dites transactions nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la présente compagnie ou les intérêts des clients abonnés ou actionnaires de la présente compagnie;

(*g*) S'occuper de tous genres d'affaires connexes à ceux décrits au paragraphe "A" le tout dans les limites permises par la loi, et administrer toutes compagnies de collection actuellement existantes ou à venir qui confieront leurs intérêts dans la présente compagnie;

(*h*) Contracter de quelque manière que ce soit avec toutes compagnies, corporations, entreprises ou agences aux fins des présentes, et aussi mettre en effet lesdits contrats regardant l'union des intérêts ou l'amalgamation en tout ou en partie ou tout autre arrangement avec toutes compagnies, corporations d'agences aux fins ci-dessus mentionnées;

(*i*) Acquitter sur les premiers argents perçus par la présente compagnie tous les frais, honoraires et déboursés et autres dépenses encourues pour l'organisation de la présente compagnie;

(*j*) L'achat et le recouvrement des créances de toutes sortes dans les limites imposées par la loi;

(*k*) Le recouvrement à commission ou autrement des créances de toutes sortes dans les limites imposées par la loi;

(*l*) L'investigation et l'enquête privée sur le crédit et l'état de fortune, le domicile et l'état civil, de tout individu, compagnies et corporation;

(*m*) La vérification, comptabilité et audition en général; dans les limites imposées par la loi;

(*n*) L'achat, l'exploitation et la vente des fonds de commerce; avoir droit d'agir et de transiger avec les banques et leurs succursales pour les besoins de la compagnie et dans les limites imposées par la loi;

(*o*) Le courtage d'assurances, d'immeubles et de douanes; moyennant commissions, suivant les usages du commerce et dans les limites imposées par la loi;

Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the nineteenth day of August, 1937, incorporating: F. Andre Ares, agent, P. Guy Duckett, manager, Marthe M. Ares, secretary, spinster of the age of majority, and Roger Lebeau, agent, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To undertake the recovery and collection of any bad debts, bills, commercial documents, acknowledgments of debts, cheques, notes, drafts, bills of exchange, consignments, rentals, salaries, commissions, hypothecary claims, balances of hypothecary claims, interests therein, judgments, professional fees, legal rights;

(*b*) To undertake the recovery and collection of debts hereinabove enumerated upon lawfully recognized and usual commissions;

(*c*) To undertake the finding of debtors who have disappeared, judicial researches and discovering of debts for the purposes of the said collections all for the purpose of attaining the objects enumerated in paragraph "A";

(*d*) To engage agents for the collection, recovery and soliciting of accounts; also for the general searching of debtors who have disappeared, for the benefit of the present company;

(*e*) To charge a fixed annual subscription to customers to cover any extraordinary expenses caused in discovering bad debtors;

(*f*) To acquire, sell or cause the sale of moveable or immoveable properties in the ordinary course of business when the said transactions are necessary to safeguard the interests of the present company or the interests of subscribers or shareholders of the present company;

(*g*) To carry on all kinds of business incidental to those described in paragraph "A" the whole within the scope of the powers permitted by law, and to manage any existing or future collection company which may entrust their interests to the present company;

(*h*) To enter into contracts in any manner whatsoever with any companies, corporations, undertakings or agencies for the purposes hereof, and also to carry out the said contracts regarding the union of interests or amalgamation in whole or in part or any other arrangement with any companies, agency, corporations for the aforesaid purposes;

(*i*) To pay out of the first monies collected by the present company any costs, fees and expenditures and other charges incurred for the organization of the present company;

(*j*) The purchase and recovering of credits of all kinds within the limits imposed by law;

(*k*) The recovery on commission or otherwise of credits of all kinds within the limits imposed by law;

(*l*) Private investigation and inquiry into the credit and financial standing, residence and civil status of any individual, companies and corporation;

(*m*) Auditing and accounting in general; within the limits imposed by law;

(*n*) The purchase, handling and sale of stock in trade; to have the right to act and transact with banks and their branches for the needs of the company within the limits imposed by law;

(*o*) Insurance, real estate and customs brokerage; on commission, according to usual business practices and within the limits imposed by law;

(*p*) Et les pouvoirs qui se rattachent à l'exploitation rationnelle des divers objets de la compagnie tel que ci-haut énuméré;

(*q*) Faire des avances au moyen de prêts aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre et détenir telles garanties qui seront de temps à autre jugées convenables pour telles avances d'argent, et garantir toutes obligations de toute personne, de compagnies, sociétés ayant des relations d'affaires avec cette compagnie, le tout, à telles conditions qui seront déterminées par cette compagnie;

(*r*) Conclure tous arrangements avec tout gouvernement fédéral ou provincial, ou avec toutes autorités municipales ou toutes autres corporations qui seront jugés avantageux pour les fins de la compagnie, et généralement pour toutes fins de cette compagnie et accepter de tous gouvernements, autorités ou corporations les droits, privilèges, concessions, subventions, bonis, ou autres bénéfices que cette compagnie croira désirable d'obtenir et parfaire tous arrangements comme susdit;

(*s*) Prendre et obtenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tous argents dus à la compagnie par les acheteurs;

(*t*) Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter des billets promissoires, lettres de change, mandats, chèques et autres effets négociables et transférables;

(*u*) Etablir, maintenir et conduire une agence générale pour la perception de comptes, billets, traites ou autres titres de créance, et exercer le commerce d'une agence générale, financière, commerciales, de rapport, d'ajustement, d'audition et de comptabilité, et agir comme agent généralement pour des personnes, firmes et corporations, pour les fins susmentionnées;

(*v*) Placer et disposer des argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière que les directeurs détermineront, de temps à autre;

(*w*) Vendre, placer, réinvestir et négocier les deniers, propriétés mobilières et immobilières de la compagnie, de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*x*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat;

(*y*) Promouvoir et devenir actionnaires d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures, et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(*z*) Vendre, louer ou aliéner autrement, l'actif, les biens et l'entreprise de la compagnie ou toute partie de l'actif, des biens et de l'entreprise, pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

(*aa*) Se fusionner ou conclure des conventions

(*p*) And the powers attached to the rational operation of the various objects of the company as hereinabove enumerated;

(*q*) To make advances by means of loans to clients and other persons having business dealings with the company, and to take and hold such securities which may from time to time be deemed suitable for such advances of money, and to guarantee any obligations of any person, companies, partnerships having business dealings with the present company, the whole, upon such conditions as may be determined by the present company;

(*r*) To enter into any arrangements with any government, federal or provincial, or with any municipal authorities or any other corporations which may be deemed advantageous for the purposes of the company, and generally for any purposes of the present company and to accept from any governments, authorities or corporations any rights, privileges, concessions, subsidies, bonus, or other benefits which the present company may deem desirable to obtain and to fulfill any arrangements as aforesaid;

(*s*) To take and obtain mortgages, hypothecs, privileges or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company by the purchasers;

(*t*) To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants, cheques and other negotiable and transferable documents;

(*u*) To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts or other evidences of indebtedness, and to carry on the business of a general, financial, commercial, brokerage, adjustment, auditing and accounting agency, and to act as general agents for persons, firms and corporations for the aforesaid purposes;

(*v*) To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in the manner to be determined by the directors, from time to time;

(*w*) To sell, invest, reinvest and deal with monies, moveable and immoveable properties of the company, in such manner as may be determined from time to time;

(*x*) To acquire or undertake the whole or any part whatsoever of the industry, properties and liabilities, or the assets of any person, firm or company carrying on an industry which the present company is authorized to carry on, or possessed of properties suitable for the purposes of the present company, and to issue paid-up shares, bonds, or both in payment of the purchase price thereof;

(*y*) To promote and become shareholders in any company or companies, for the purpose of acquiring the whole or any part whatsoever of the properties and liabilities of the company, or for any other purposes calculated directly or indirectly to benefit the present company, to guarantee the redemption of the capital, the payment of dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities, as well as the performance of contracts by any such company;

(*z*) To sell, lease or otherwise dispose of the assets, properties and undertaking of the company or any part of the assets, properties and undertaking, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

(*aa*) To amalgamate or enter into arrangements

au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et prendre et acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie;

(*bb*) Distribuer tous biens de la compagnie entre ses membres, par voie de dividendes légalement déclarés à même le surplus de la compagnie; ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec;

(*cc*) Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada ou dans tout pays ou état étranger et y désigner des personnes d'après les lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toutes procédures ou poursuites;

(*dd*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie ou individu pour les payer;

(*ee*) Dans le cas de toute liquidation, dissolution, faillite, ou ventilation de la compagnie, volontairement ou involontairement, aucun de tous surplus des biens valables pour distribution entre les actionnaires seront payés et distribués comme suit:

(1) En remboursement à cinquante-cinq dollars ($55.00) par action privilégiée, plus les dividendes accumulés, à la date de ladite liquidation dissolution, faillite ou ventilation et, s'ils ne sont pas suffisants, alors proportionnellement entre les porteurs desdites actions privilégiées;

(2) Tous les biens restants seront distribués également entre les porteurs des actions ordinaires, sous le nom de "F. Andre Ares & Compagnie Limitée".

(*a*) Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en trois mille huit-cents (3,800) actions sans valeur au pair ou nominale, et les détenteurs de ces actions communes sans valeur au pair auront seuls le privilège de voter aux assemblées générales ou spéciales des actionnaires et lesdits détenteurs seront seuls éligibles aux charges de la compagnie;

(*b*) Aussi mille six-cents (1,600) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune portant un dividende cumulatif de 8% payable annuellement en deux versements semi-annuels aux dates fixées par le bureau des directeurs de la compagnie;

(*c*) Au cas où quatre (4) dividendes semi-annuels n'auraient pas été versés les parts privilégiées auront immédiatement et exclusivement droit de voter aux assemblées générales ou spéciales des actionnaires et donneront seules l'éligibilité aux charges de la compagnie tant que les dividendes arriérés n'auront pas été acquittés;

(*d*) Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt-sept mille dollars ($27,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à 57 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4673-o Sous-secrétaire de la Province.

for the sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession of for other purposes, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any industry or transaction which the present company is authorized to carry on or engage in, or calculated to enhance the value of the properties or securities of the company, and to take and otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell the same, with or without warranty;

(*bb*) To distribute any assets of the company among its members, by way of dividends lawfully declared out of the surplus of the company; or in the manner prescribed by article 81 of the Quebec Companies' Act;

(*cc*) To cause the company to be registered, licensed or recognized in any province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*dd*) To pay all expenses incidental to or connected with the formation and incorporation of the company or the raising of its share-capital, or to enter into contracts with any other company or individual for the payment of the same;

(*ee*) In the case of any liquidation, dissolution, insolvency, or winding-up of the company, voluntary or forced, any surplus assets available for distribution among the shareholders shall be paid and distributed as follows:

(1) By redeeming at fifty five dollars ($55.00) per preferred share, plus accrued dividends, at the date of the said liquidation, dissolution, insolvency or winding-up and, if not sufficient, then proportionally among the holders of the said preferred shares;

(2) All the remaining assets shall be distributed equally among the holders of common shares, under the name of "F. Andre Ares & Company Limitée".

(*a*) The amount of the capital stock of the company will be divided into three thousand eight hundred (3,800) shares without par or nominal value, and the holders of the said common shares without par or nominal value shall alone be entitled to vote at the general or special meetings of shareholders and the said shareholders only shall be eligible to office in the company;

(*b*) Also one thousand six hundred (1,600) preferred shares of a par value of fifty dollars ($50.00) each bearing a cumulative dividend of 8% payable annually in two semi-annual instalments on dates to be fixed by the board of directors of the company;

(*c*) In the case where four (4) semi-annual dividends have not been paid the preferred shares shall have an immediate and exclusive right to vote at the general or special meetings of shareholders and the holders thereof shall alone be eligible for office in the company so long as the arrears of dividends have not been paid;

(*d*) The amount with which the company shall commence its operations shall be twenty seven thousand dollars ($27,000.00).

The head office of the company will be at 57 Saint James Street, West, Montreal, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4674 Under Secretary of the Province.

"Graceline Frocks Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Henri Weinfield, avocat et conseil en Loi du Roi, Mortimer Weinfield, avocat, tous deux de la cité de Westmount, et Charles Gavsie, avocat de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des confections pour dames, marchandises sèches, habits, vêtements et mercerie pour dames et messieurs de toute nature et description et le matériel brut utilisé en iceux ou pour iceux, et en faire le commerce en général comme mandants ou agents, en gros ou en détail;

(*b*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque des commerces, biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(*c*) Faire le commerce d'appareils et machineries pour la fabrication d'habits, vêtements et merceries de toute description, de meubles, étiquettes d'emballage et dispositifs d'annonce utilisés ou utiles pour la mise sur le marché de l'un quelconque des articles précités;

(*d*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre), que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que les opérations précitées, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*e*) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir les biens, droits ou information ainsi acquis;

(*f*) Se fusionner, ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*g*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*h*) Conclure des conventions avec les autorités

"Graceline Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the nineteenth day of August, 1937, incorporating: Henri Weinfield, Advocate and King's Counsel, Mortimer Weinfield, advocate, both of the City of Westmount, and Charles Gavsie, Advocate, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, drygoods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail;

(*b*) To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

(*c*) To deal in apparatus and machinery for the manufacture of clothing, wearing apparel, and furnishings of all descriptions, and in fixtures, packing labels, and advertising devices used or useful in the marketing of any of the above articles;

(*d*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

(*e*) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purpose of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*f*) To amalgamate or enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engages in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(*g*) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or the carrying of any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*h*) To enter into any arrangements with any

municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*i*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et à cet effet d'accorder des pensions et allocations, faire des conventions en vue d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autre objets d'utilité publique et générale;

(*j*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*k*) Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, cultiver telles propriétés immobilières, et vendre ou disposer autrement les produits de telles propriétés;

(*l*) Acheter, ériger, construire et exploiter des moulins, usines, édifices, entrepôts, machineries et outillages pour les fins du dit commerce, et agir comme agent pour des manufacturiers et négociants d'aucun des matériaux et marchandises mentionnés dans les présentes ou d'une nature semblable;

(*m*) Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(*n*) Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilité ou obligations envers la compagnie, en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

(*o*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*p*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*q*) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*r*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may thing it desirable to obtain and to carry and exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*i*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make arrangements towards insurance, and to subscribe or guarantee money for the charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

(*j*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*k*) To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise, to farm such real estate and to sell or dispose of the products thereof;

(*l*) To purchase, erect, construct and operate mills, factories, buildings, warehouses, machinery and plants for the purpose of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein mentioned or of a similar nature;

(*m*) To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*n*) To take, acquire, and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal for debts, liabilities or obligations to the company, in connection with objects and purposes of this company;

(*o*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*p*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and, in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*q*) To promote the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*r*) To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*s*) Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

(*t*) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

(*u*) Etablir des agences et succursales;

(*v*) Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

(*w*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

(*x*) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(*y*) Emprunter aucune et toute sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie;

(*z*) Hypothéquer, charger, gager, nantir ou autrement donner comme garantie chacun ou tous biens de la compagnie de quelque nature, sorte et description que ce soit;

(*aa*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

(*bb*) Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou toute partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

En général faire chacune ou toutes les choses, ci-dessus, dans les présentes énoncées et telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et fins de la corporation comme mandants, commissionnaires, agent, procureur, entrepreneur, bailleur, locataire ou autre, soit seule ou conjointement avec toute personne, firme association ou corporation, et faire les dits actes et choses et exercer chacun et tous tels pouvoirs de la même manière qu'une personne naturelle pourrait ou devrait légalement le faire, avec tous les droits autorisés ou permis à une corporation en vertu de toutes les lois qui peuvent être présentement ou pourront être dans la suite applicables ou disponibles à la corporation;

Les articles précédents seront chacun interprétés comme fins, objets et pouvoirs et les choses exprimées dans chaque article, seront, excepté tel qu'autrement expressément pourvu, en aucune manière limités par induction ou déduction des termes de tout autre article, mais seront considérées comme fins, objets et pouvoirs indépendants, et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux, ou des pouvoirs généraux de la corporation, présentement ou dans la suite, conférés par les lois de la province

(*s*) To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company, in payment or part payment of any real or personal property purchased, or otherwise acquired by the company;

(*t*) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie, or otherwise, as may be received, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and, in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, of or in any other company, belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

(*u*) To establish agencies and branches;

(*v*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

(*w*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works or art, or interest, by publication of books and periodicals;

(*x*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*y*) To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the Company;

(*z*) To hypothecate, charge, mortgage, pledge, or otherwise give as security any or all of the assets of the company of whatsoever nature, kind and description;

(*aa*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(*bb*) To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

In general to do any or all the things herein before set forth and such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and purposes of the corporation as principal, factor, agent, attorney, contractor, lessor, lessee or otherwise, either alone or in conjunction with any person, firm, association, or corporation, and to do such acts and things and to exercise any and all such powers to the same extent, as a natural person might or could lawfully do, to the full extent authorized or permitted to a corporation under any laws that may be now or hereafter applicable or available to the corporation;

The foregoing clauses are each to be construed as purposes, objects and powers, and the matters expressed in each clause, shall except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to or inference from the terms of any other clause, but are to be regarded as independent purposes, objects and powers, and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms, or the general powers of the corporation, now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor in the expression of one thing to be

de Québec, ni l'expression d'une chose sera-t-elle censée en exclure une autre, quoiqu'elle fut de nature semblable non exprimée;

Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Graceline Frocks Inc.", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4675 Sous-secrétaire de la Province.

deemed to exclude another although it be of like nature, not expressed;

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers, or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Graceline Frocks Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4676-o Under Secretary of the Province.

"Lamaque Mining Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juillet 1937, constituant en corporation: Adrian Knatchbull-Hugessen, Avocat et Conseil en loi du Roi, John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts, Avocats, Frank Wright, Commis et Béatrice Napier, Fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter et acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif, propriétés et commerce de la compagnie "Lamaque Gold Mines Limited" et en particulier, sans limiter la généralité de ce qui précède, et sujet aux lois actuellement en vigueur, acheter et acquérir de la dite compagnie "Lamaque Gold Mines Limited" tous ses droits dans tout pouvoir ou force hydraulique, chute d'eau rapides, terrains, forêts ou mines formant une partie du domaine public de la Province de Québec, avec ensemble les bâtisses et autres travaux et constructions appartenant à la dite compagnie situés sur les immeubles ou terrains affectés par les droits à être ainsi achetés ou acquis;

2. Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et aliéner toutes mines, terrains miniers, minéraux, droits de mines ou permis miniers et tout intérêt en iceux et y faire des recherches et les explorer, les travailler, les exercer, les développer et les faire valoir;

3. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais

"Lamaque Mining Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1937, incorporating: Adrian Knatchbull-Hugessen, Advocate and King's Counsel, John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts, Advocates, Frank Wright, Clerk, and Beatrice Napier, Spinster, Stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase and acquire all or any part of the assets, properties and business of Lamaque Gold Mines Limited and in particular, without limiting the generality of the foregoing, and subject to the laws actually in force, to purchase and acquire from the said Lamaque Gold Mines Limited all its rights in any hydraulic power or force, waterfall, rapids, lands, forests or mines forming part of the public domain of the Province of Quebec, together with the buildings and other works or constructions belonging to the said company situate on the real estate or lands affected by the rights to be so purchased or acquired;

2. To purchase, take on lease, or otherwise acquire, and to alienate, any mines, mining lands, minerals, mining rights and licenses and any interest therein, and to prospect for, explore, work, exercise, develop and turn to account the same;

3. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, crushed or treated in any manner; to render such minerals

quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

4. Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, matériels, machineries, outillages, commodités, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations minières ou requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

5. Pour les fins de la compagnie;

(*a*) Effectuer tout contrat en rapport avec les terrains boisés, permis forestiers et droits de coupe, et couper, donner une valeur marchande, manipuler, manufactuer, faire le commerce et passer des contrats en rapport avec le bois de charpente et de construction de toutes sortes et tous les produits d'iceux;

(*b*) Acquérir, louer, passer des contrats, améliorer, entretenir, utiliser, exploiter, vendre, donner à bail et faire le commerce de logements, habitations et hôtels;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, exploiter, faire le commerce ou passer des contrats en rapport avec tous embranchements de chemin de fer, voies d'évitement de chemin de fer, navires, bateaux ou vaisseaux de toute description, quais, facilités d'accostage, cales, charroyage, matériels, entrepôt, outillage de remorquage, de renflouage et de sauvetage ou tout intérêt en l'un quelconque d'iceux, les dits embranchements et voies d'évitement de chemin de fer seront construits et ou exploités sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, et pour les seules fins de son commerce et de son industrie;

(*d*) Acheter ou autrement acquérir, construire, entretenir et exploiter sur les propriétés de la compagnie, ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

6. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroitre directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie et les vendre, transporter soit absolument ou en fiducie, revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

8. Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables, ou autres experts ou agents;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

10. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisiton semblera de nature à profiter directement ou indirectement

merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof;

4. To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations or required by workmen and others employed by the Company;

5. For the purposes of the Company;

(*a*) To deal in any contract with reference to timber lands, timber licenses and timber rights, and to cut, render merchantable, handle, manufacture, deal in and contract with reference to timber and lumber of all kinds and all products thereof;

(*b*) To acquire, lease, contract, improve, maintain, use, operate, sell, let and deal in dwelling-houses, lodging houses and hotels;

(*c*) To purchase or otherwise acquire, lease, construct, improve, own, use, operate, deal in or contract with reference to branch railways, railway sidings, ships, boats, or vessels of any description, wharves and wharfage facilities, docks, cartage, plant, warehouse and towing, wrecking and salvage plant, or interest in any of the same, the said branch railways, railway sidings to be constructed and/or operated upon the property of the Company, or on that under its control, and for the sole purposes of its business and trade;

(*d*) To purchase or otherwise acquire, build, maintain and exploit upon the property of the Company, or upon that under its control, telegraph and telephone, lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

6. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company and to sell, transfer, either absolutely or in trust, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

8. To take part in the management supervision and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the Company, or in which the Company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or Company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant

à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignement acquis de cette manière;

11. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute telle personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats, ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

12. Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, obligatoires, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

15. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, obligations et biens quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

16. Prêter de l'argent à toute autre compagnie, scoiété, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie se propose de faire des affaires ou à aucune autre compagnie dont aucune des actions sont détenues par la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, société, firme ou personne;

17. Placer et attribuer les deniers disponibles de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

18. Rénumérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou dans ou au sujet de son commerce et de ses opérations;

19. Emettre et répartir, comme entièrement libérées, les actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement intégral ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures ou autres biens ou droits, qu'elle peut

licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

11. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, or otherwise acquire, shares and securities of any such company; and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

13. To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

14. To sell or dispose of the undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of this Company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

17. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

18. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital stock, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or in or about its business and affairs;

19. To issue and allot, as fully paid up, stock of the Company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures, or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers

légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, et, avec l'approbation des actionnaires, de tous services rendus ou qui lui seront rendus;

20. Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garantie d'obligatinos, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

21. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

22. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux énumérés dans les présentes moyennant les termes qui seront convenus;

23. Distribuer en espèce ou autrement, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagement de cette compagnie. La dite distribution pourra être faite soit par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

24. Établir et supporter et aider à l'établissement au maintien d'associations, institutions, caisses, fiducies et commodités susceptibles de bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou aux personnes à charge ou parents de telles personnes, et accorder des pensions et allocations, et faire des paiements d'assurances et souscrire ou garantir l'argent pour des fins de charité et de bienfaisance, ou pour toute exhibition ou pour tous objets publics, généraux ou utiles;

25. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

26. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation et l'organisation de la compagnie, ou que la compagnie considère comme préliminaires;

27. Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et opposer toutes procédures ou demandes qui paraîtront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

28. Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie et faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

29. Faire toutes les choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

30. La compagnie aura le pouvoir, en ce qui concerne toutes actions entièrement libérées de son capital-actions, d'émettre, sous son sceau

herein granted, and, with the approval of the shareholders, of any services rendered or to be rendered to it;

20. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the Company may have business, relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal all or any part of the property and rights of the Company;

22. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

23. To distribute in specie or otherwise, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company. The said distribution may be made either by dividends legally declared out of the net profits of the Company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies Act;

24. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

25. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

26. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

27. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

28. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

29. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

30. The Company will have the power, with respect to any fully paid-up shares of its capital stock, to issue, under its common seal, share

ordinaire, des certificats d'actions au porteur (share warrants) conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi des Compagnies de Québec;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que la compagnie peut tenir les assemblées de ses actionnaires, sauf les assemblées annuelles et les assemblées convoquées pour l'élection des directeurs, et peut tenir des assemblées de ses directeurs, à tout endroit autre qu'au bureau-chef, soit dans ou en dehors de la Province de Québec, sous le nom de "Lamaque Mining Company Limited", avec un capital total de un million cinq cent mille dollars ($1,500,000.00), divisé en un million cinq cent mille (1,500,000) actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la Ville de Bourlamaque, dans la province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,

4677 Sous-secrétaire de la Province.

warrants according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies Act,

And it is hereby ordained and declared that the company may hold meetings of its shareholders, with the exception of annual meetings and meetings called for the purpose of electing directors, and may hold meetings of its directors, at any place other than the head office, either within or without the Province of Quebec, under the name of "Lamaque Mining Company Limited", with a total capital stock of One million five hundred thousand dollars ($1,500,000) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares of the par value of One dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at the Town of Bourlamaque in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4678-o Under Secretary of the Province.

"Mason Engineering Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juillet, 1937, constituant en corporation: Albert Louis Gareau, journaliste, Joseph-Alfred Girard, comptable, et Russell Smith, ingénieur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

2. Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils, mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes et de téléphones, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, aqueducs, chemins, embranchements et voies d'évitement, pour son propre usage et celui de ses employés, manufactures, bâtisses, moulins, entrepôts, magasins et autres travaux nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils entièrement ou partiellement confectionnés avec des minéraux ou des métaux;

6. Construire, acquérir, posséder, affréter, louer et employer les vaisseaux nécessaires ou utiles pour ses opérations et pour le transport de ses produits;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute autre compagnie, en paiement des ac-

"Mason Engineering Corporation"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of July, 1937 incorporating: Albert Louis Gareau, journaliste, Joseph Alfred Girard, accountant and Russell Smith, engineer all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, water works, roads, railroad branches and sidings for its own use and for that of its employees, factories, buildings, mills, warehouses, stores and any other works necessary or useful to its operations;

5. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus wholly or partly made of minerals or metals;

6. Build, acquire, possess, charter, lease and employ the vessels necessary or useful to its operations and for the transport of its products;

7. Draw, make, accept endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and any other negotiable or transferable instruments;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any other company in payment for this company's shares,

tions, obligations, débentures, minéraux, terrains, marchandises ou travaux de cette compagnie;

9. Emettre, livrer et répartir, comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de tous services rendus, toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

10. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant une industrie ou un commerce qu'elle-même peut exercer en vertu de sa charte, et les payer, en tout ou en partie, au moyen d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs et assumer les dettes et charges de ces dites compagnies ou personnes;

11. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privileges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

12. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes conformément aux lois des pays étrangers pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

13. Promouvoir toute autre ou toutes autres compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

14. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneur ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

15. Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute dette, ou l'exécution de tout contrat, dette, ou obligation de la compagnie;

16. Hypothéquer, nantir ou engager tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, pour garantir toutes obligations, débentures, actions-débentures, que cette compagnie est autorisée à émettre en vertu de la loi;

17. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de parts dans le capital de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduire de ses affaires;

18. Placer les argents disponibles de la compagnie de telle manière qui sera déterminée de temps à autre;

19. Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Mason Engineering Corporation".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quatre-vingt-dix mille dollars ($90,000.00) divisé en quatre cent cinquante (450) actions ordinaires, d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, et quatre cent cinquante (450) actions privilégiées, d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune;

bonds, debentures, minerals, lands, merchandise or works;

9. Issue, hand over and allot as fully paid up, shares, debentures, debenture stock, or other securities of the company, either in payment or part payment for any services rendered, property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

10. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under its charter and pay for the same, in whole or in part, with paid-up shares, bonds, debentures or other securities and undertake the debts and charges of said companies or persons;

11. Enter into arrangement with any authority municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's object or any ot them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

12. Procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

13. Promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

14. Do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

15. Hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company to secure the payment of loans or the payment of performance of any debt, contract or obligation of the company;

16. Hypothecate, pledge or mortgage any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture-stock which the company is by law entitled to issue;

17. Remunerate any person or company for service rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture-stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

18. Invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

19. Do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mason Engineering Corporation"

The amount of the capital stock of the company will be of ninety thousand dollars ($90,000.00) divided into four hundred and fifty (450) common shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and into four hundred and fifty (450) preferred shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

Les privilèges attachés aux dites actions privilégiées sont les suivants:

a) Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir et recevront, de préférence et en priorité sur aucun paiement de dividendes sur les actions ordinaires de la compagnie, à même les argents de la compagnie, des dividendes cumulatifs privilégiés sur la valeur au pair de leurs actions, au taux de sept pour cent par année;

b) Les dites actions n'auront pas droit de vote, ni à l'élection des directeurs, sauf toutefois, le droit de voter sur une résolution concernant la liquidation de la compagnie;

c) Les dites actions seront rachetables à 105% de leur valeur, au gré de la compagnie, en aucun temps, deux ans après leur émission, sur un avis de trente jours donné par malle recommandée.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce cinquième jour de juillet, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4679 Sous-secrétaire de la province.

The privileges attached to the said preferred shares are the following:

(*a*) The holders of the preferred shares shall be entitled to and shall receive in preference to and with priority over any payment of dividends upon the common shares of the company out of the moneys of the company cumulative preferential dividends on the par value of their shares at the rate of seven per cent per annum;

(*b*) The said shares shall not be entitled to any voting right nor to the election of directors, except only the right to vote upon a resolution respecting the liquidation of the company;

(*c*) The said shares shall be redeemable at 105% of their par value at the option of the company at any time after two years following their issue, on a thirty days' notice by registered mail.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4680 Under Secretary of the Province.

"Pain Lauzon Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'août 1937, constituant en corporation: Léonard Lauzon, boulanger, Dame Paula Ryan, ménagère, épouse du dit Léonard Lauzon, avec qui elle est mariée sous le régime de la séparation de biens et avec qui elle demeure, et de ce dernier dûment autorisée à l'effet des présentes, et demoiselle Yvonne Lauzon, comptable, célibataire majeure, tous de la Cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, produire et trafiquer toutes classes de farine, tous grains, blé, avoine, seigle, orge, son, gru et tous autres grains et céréales et produits agricoles quelconques, des confiseries de toutes sortes, bonbons, chocolats, gelées, fruits confits, conserves, fruits séchés ou glacés, gommes à mâcher, essences, pâtisseries, pains, biscuits, gâteaux, sirops, breuvages froids, cordiaux et tous autres produits similaires ou susceptibles de se rattacher à l'un ou à l'autre des objets ci-dessus, engrais, provisions en général; moudre tous grains quelconques; faire, exercer, maintenir et opérer tous commerces quelconques de tous effets et articles ci-dessus énumérés, tant en gros qu'en détail, comme mandants et comme agents;

2. Exercer toute autre industrie similaire, manufacturière ou autre, connexe à l'industrie précitée ou que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que l'industrie ci-dessus, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des droits ou biens de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Manufacturer et fabriquer toutes sortes de boîtes et de récipients en carton ou en tout autre matériel employé ou à être employé pour telle fabrication;

4. Agir comme courtiers, agents commerciaux et à commission pour la vente, l'achat de tels produits;

5. Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de tout individu, société ou compagnie, la totalité ou partie des biens et affaires de tout commerce, en tout ou en partie, semblable à celui de cette compagnie, avec ou sans les ter-

"Pain Lauzon Ltée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1937, incorporating: Léonard Lauzon, baker, Dame Paula Ryan, housewife, wife of the said Léonard Lauzon, to whom she is married, being separate as to property, and with whom she lives, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, and Miss Yvonne Lauzon, accountant, spinster of age, all of the City of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, sell, manufacture, import, export, produce, trade, undertake, deal in, maintain and carry on a wholesale and retail business in all grades of flour, any grain, wheat, oats, rye, barley, bran, meal, and any other grain and cereals and agricultural products whatsoever, all kinds of confectionery, candies, chocolates, jellies, candied fruit, canned goods, dried or jellied fruit, chewing-gum, extracts, pastry, bread, biscuits, cakes, syrups, cold beverages, cordials and any other products, either similar or incidental to one or another of the above objects, fertilizers, provisions in general, to grind grain of any kind; to engage in, carry on, maintain and operate any businesses whatsoever dealing in any of the wares and articles hereinabove mentioned, both wholesale and retail, as principals and as agents;

2. To carry on any other similar business (whether manufacturing or otherwise) allied to the above business or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To manufacture and make all kinds of boxes and containers, whether in cardboard or on any other material used or to be used for such manufacture;

4. To act as brokers, commercial and commission agents, for the sale and purchase of such products;

5. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, the whole or part of the property and affairs of any business in whole or in part similar to that of the present company, with or without the

rains et les bâtisses destinés à son exploitation et tout son actif généralement, et les payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie;

6. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets d'inventions, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

7. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

8. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et généralement toute sorte de publicité;

9. Posséder, prendre à bail, détenir ou autrement acquérir, gager ou hypothéquer, vendre, transporter, louer, modifier, échanger ou autrement céder ou disposer de biens de toutes sortes, réels, personnels, mobiliers ou immobiliers, ou aucun droit ou intérêt de toute nature quelconque en iceux;

10. Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:—

a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b) Emettre des obligations ou toutes valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c) Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, nantir, ou mettre en gage les biens mobiliers, immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12, ch. 227, S.R.Q., 1925, ou de toute autre manière;

d) Hypothéauer ou nantir les biens immobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations contenues dans cette clause et les restrictions d'icelles ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

11. Acquérir, détenir, vendre et transporter toutes créances mobilières et immobilières, actions, débentures et aussi toutes actions et débentures de toute compagnie ou corporation;

lands and buildings intended for its exploitation and all its assets in general, and to pay therefor in cash or in paid up shares of the company;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the present company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

7. To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

8. To adopt such means of making known objects of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and generally by any kind of publicity;

9. To own, take on lease, hold, or otherwise acquire, mortgage or hypothecate, sell, convey, lease, modify, exchange or otherwise alienate or dispose of property of all kinds, real, personal, moveable or immoveable, or any right or interest therein of any nature whatsoever;

10. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

If authorized by By-Law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented by a general meeting called for considering the By-Laws, the Directors may from time to time;

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum or sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with Articles 11 and 12 of Chap. 227, R.S.Q., 1925, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the moveable property of the company or pledge or otherwise affect the immoveable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures or other securities, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company, on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

11. To acquire, hold, sell and transfer movable and immovable claims, shares, debentures and also any shares and debentures of any company or corporation;

12. Faire des prêts ou avances de deniers à toute compagnie, firme, individu, ou garantir leur contrat, ou les indemniser, ou se porter garants pour eux ou leur aider autrement, et placer toute partie des fonds de cette compagnie sur toute propriété mobilière ou immobilière et dans toutes autres entreprises ou valeurs que cette compagnie jugera convenables, de temps à autre;

13. Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être utiles et avantageuses pour donner effet à tous et chacun des objets pour lesquels la compagnie est constituée, par les obligations de leur compagnie, sous le nom de "Pain Lauzon Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

4681-o

12. To lend money or advance moneys to, or guarantee the contracts of or indemnify or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any part of the moneys of this company, or in upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may deem expedient, from time to time;

13. And without any limitation as to the generality of the foregoing powers, to do and perform any acts and things which may be useful or advantageous for the carrying out of all or any of the company's incorporation purposes, by the obligation of the company, under the name of "Pain Lauzon Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of August 1937.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4682

"Val Dupuis Trading Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1937, constituant en corporation: May Thibault Dupuis, veuve, Saint-Roch-des-Aulnaies, Blanche-Gagnon Dupuis, épouse séparée de bien par contrat de mariage de Lucien Dupuis, et le dit Lucien Dupuis tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, marchand, tous deux de Val d'Or, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, commerçants, marchands et détaillants de toutes sortes épiceries, lingerie, viandes, des métaux, du bois, des merceries, des machineries, du charbon, du ciment, du caoutchouc, des produits alimentaires et autres articles ou sous produits se rapportant directement ou indirectement à aucun des dits commerces;

2. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger en gros et en détail, comme principal ou comme agents, de la céramique, du ciment, des tuiles, vitres, chaux, asphalte, plâtre, sable, amiante, peinture et autres produits du même genre;

3. Acquérir, louer, vendre, la totalité ou aucune partie du commerce, biens, obligations, de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens nécessaires aux fins de la compagnie, et acquérir la clientèle de tout commerce, constitué en corporation ou non, et payer les dits biens, commerce, obligations et clientèle soit en argent soit avec des actions de la compagnie;

4. Faire généralement le commerce d'immeubles et exercer les opérations d'agents d'immeubles;

5. Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce, de tels immeubles ou toute portion d'iceux, louer, développer, diviser, améliorer, disposer de telles propriétés, cultiver des propriétés immobilières, les vendre ou en disposer, ainsi que de leurs produits pour développer et mettre à profit les biens possédés par la compagnie;

6. Acheter, prendre à bail ou en échange, ou

"Val Dupuis Trading Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1937, incorporating: May Thibault Dupuis, widow, Saint Roch des Aulnaies, Blanche Gagnon Dupuis, wife separate as to property by marriage contract, of Lucien Dupuis, and the said Lucien Dupuis both personally and to authorize his said wife, merchant, both of Val d'Or, for the following purposes:

1. To carry on the trade and business of manufacturers, importers, exporters, traders, merchants and retailers of all kinds of groceries, lingerie, meats, metals, wood, drygoods, machinery, coal, cement, rubber, food products and other articles or by-products directly or indirectly incidental to any of the said business;

2. To manufacture, import, export, purchase, sell, exchange wholesale and retail, as principal or as agents, ceramic, cement, tiles, glass, lime, asphalt, plaster, sand, asbestos, paint and other products of a like nature;

3. To acquire, lease, sell the whole or any part of the business, properties, bonds of any person or company carrying on a business which the present company is authorized to carry on or possessed of properties necessary for the purposes of the company, and to acquire the custom of any business, incorporated or otherwise, and to pay for the said properties, business, bonds and custom either in cash or with shares of the company;

4. Generally to carry on the real estate business and to act as real estate agents;

5. To purchase, lease or otherwise acquire, own immovables, sell, hypothecate, alienate, exchange, dispose of or otherwise deal with such immovables or any part thereof, to lease, develop, divide, improve, dispose of such properties, to cultivate immovable properties, to sell or dispose of the same, as well as of their produce to develop and turn to account the properties owned by the company;

6. To purchase, take on lease or in exchange,

autrement acquérir tous biens réels ou personnels et les vendre, les aménager, les administrer, les développer, les louer, les aliéner, les faire valoir ou autrement les négocier pour développer et mettre à profit les biens possédés par la compagnie;

7. Acquérir, mettre en valeur, vendre, louer les droits de mines, des carrières, des sablières;

8. Acheter, vendre, manufacturer et préparer le fer, l'acier et le bois, sous toutes leurs formes, acquérir, posséder, exploiter, des concessions forestières et des scieries;

9. Entreprendre, construire, acheter, ériger, louer, exploiter pour la compagnie ou pour d'autres personnes, des magasins, entrepôts, hôtels, clubs, tavernes, maisons, garages et généralement toutes espèces de bâtisses, et agir pour d'autres personnes aux fins d'administrer des propriétés du genre de celles ci-dessus mentionnées ou d'une nature semblable;

10. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales, ou autres corps légalement constitués, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

11. Acheter, vendre ou exploiter terres et terrains boisés, forêts, scieries, droits de coupe, droits d'exploitation et faire le commerce des produits nécessaires dans ces genres d'opérations;

12. Se fusionner, conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer, d'exploiter, de faire une entreprise, d'entreprendre une industrie, de faire une transaction que la compagnie a l'autorisation de faire, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des intérêts, des actions et des valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, ou revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

13. Prêter de l'argent aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par telles personnes;

14. Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

15. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable;

16. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement du capital-actions de la compagnie, ou autres valeurs de la compagnie, ou autres services rendus à la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

17. Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement de toutes propriétés réelles et personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

or otherwise acquire any real or personal property, to sell, manage, develop, lease, alienate, turn to account or otherwise deal with the same for the purpose of developing and rendering profitable the properties owned by the company;

7. To acquire, turn to account, sell, lease mining rights, quarries, sand pits;

8. To purchase, sell, manufacture and prepare iron, steel and lumber in all their forms, to acquire, own, operate timber limits and saw-mills;

9. To undertake, construct, purchase, erect, lease, operate for the company or for others, stores, warehouses, hotels, clubs, taverne, houses, garages and generally all kinds of buildings, and to act for others for the purpose of managing properties similar to those hereinabove mentioned or of a like nature;

10. To enter into arrangements with authorities, municipal, local or other lawfully incorporated bodies, which may seem advantageous for the purposes of the company, and to obtain from these said authorities any rights, privileges and concessions which the present company may deem desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with the said agreements, rights, privileges and concessions;

11. To purchase, sell or operate lands, timber limits, forests, saw-mills, timber licenses, operating rights, and to deal in the products necessary for these types of operations;

12. To amalgamate, enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, or for other similar purposes, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any enterprise, undertaking, industry or transaction which the company is authorized to carry on, or any industry or transaction which may be conducted so as to directly or indirectly benefit the present company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist the said persons or companies, and to take or otherwise acquire interests, shares and securities of any such company and to sell, hold, or re-sell with or without warranty or otherwise dispose thereof;

13. To lend money to customers or others having business dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by such persons;

14. To take, acquire and hold any security of any nature whatsoever, real or personal, for debts, liabilities or obligations towards the company, incurred or to be incurred in connection with the objects and purposes of the present company;

15. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part whatsoever of the said undertaking for such consideration as the company may deem expedient;

16. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the capital stock of the company, or other securities of the company, or for other services rendered to the company, in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its operations;

17. To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the company, in payment of any property, real or personal, purchased or otherwise acquired by the company;

18. Acheter ou autrement acquérir de Lucien Dupuis de Saint-Georges-de-Beauce tout l'actif de ce dernier pouvant servir aux fins de la présente compagnie et à son développement, payer le dit actif en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie;

19. Exercer tout autre commerce qui est allié au commerce susdit et que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec le dit commerce;

20. Placer le surplus des fonds de la compagnie de toute manière quelconque que les directeurs de la compagnie détermineront de temps en temps dans le meilleur intérêt de la compagnie;

21. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Val Dupuis Trading Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4683-o Sous-secrétaire de la Province.

18. To purchase or otherwise acquire from Lucien Dupuis of Saint Georges de Beauce, any assets of the latter which may be useful for the purposes of the present company and to its development, to pay for the said assets in fully paid-up shares of the capital stock of the company;

19. To carry on any other business which is allied to the aforesaid business and which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with the said business;

20. To invest the surplus funds of the company in any manner whatsoever which the directors of the company may decide from time to time in the best interest of the company;

21. To do all or any of the hereinabove enumerated things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Val Dupuis Trading Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4684 Under Secretary of the Province.

"Amity Gold Mines (Quebec) Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Percy Edwin Frederick Smily, et Geoffrey Walters Adams, avocats, et William Edward Percival DeRoche, avocat, tous de la cité de Toronto, dans le comté de York et la province d'Ontario, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec (chap. 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

"Amity Gold Mines (Quebec) Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August 1937, incorporating: Percy Edwin Frederick Smily, and Geoffrey Walters Adams, Barristers, and William Edward Percival De Roche, Solicitor, all of the City of Toronto, in the County of York, and Province of Ontario, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein provided;

6. To manufacture, buy and sell all kings of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations et autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis.

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Amity Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à la Ville d'Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4685 Sous-secrétaire de la Province.

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Amity Gold Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company will be at the Town of Amos, in the District of Abitibi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4686-o Under Secretary of the Province.

"Beattie Gold Mines (Quebec) Limited". (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformement à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Thayer Lindsley, Harold Simonds Munroe, Harold Whittingham, tous trois Ingénieurs-miniers, Alex Fasken, John Wellington Picup, tous deux avocats, Alfred Gould Fulton, Secrétaire de bureau, tous de la Cité de Toronto, Hugh Park, Gérant de mine, de la Ville de Cobalt, tous de la province d'Ontairo, dans les buts suivants;

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire les opérations par lesquelles ont peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des droits brevetés d'invention, ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électrqiues et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utlies pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés

"Beattie Gold Mines (Quebec) Limited". (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr, Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventeenth day of August, 1937, incorporating: Thayer Lindsley, Harold Simonds Munroe, Harold Whittingham, all three Mining Engineers, Alex. Fasken, John Wellington Picup, both Solicitors, Alfred Gould Fulton, Office Secretary, all of the City of Toronto, Hugh Park, Mine Manager, of the Town of Cobalt, all of the Province of Ontario, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rock and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose, thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the foresaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, building, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in

dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chapitre 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie, ou par ses ouvriers ou employés;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits.

8. Emettre, recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie en actions libérées, si telles personnes ou compagnies y consentent, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

11. Emettre des actions de sorte que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie, sous le nom de "Beattie Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de cinq millions de dollars ($5,000,000.00) divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Duparquet, dans le canton de Duparquet, dans le district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4687 Sous-secrétaire de la Province.

"Bloumaque Mining Co. Ltd".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août, 1937, constituant en corporation: George Gordon Hyde et John Gerard Ahern, tous deux conseils en Loi de Sa Majesté, avocats, de la province de Québec, Guy Perron, avocat, et John Richard Hyde, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais, par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder, aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées,

sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the compnay or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights, of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. To issue shares so that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company, under the name of "Beattie Gold Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of five million dollars ($5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Duparquet, in the Township of Duparquet, in the District of Pontiac.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4688–o Under Secretary of the Province.

"Bloumaque Mining Co. Ltd".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteetnh day of August, 1937, incorporating: George Gordon Hyde and John Gerard Ahern, both of His Majesty's Counsel, learned in the law for the Province of Quebec, Guy Perron, Advocate, and John Richard Hyde, Student-at-Law, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams,

digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations, qui sont un accessoire à ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Bloumaque Mining Co. Ltd" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4689 Sous-secrétaire de la Province.

flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainments of the objects for which it was incorporated.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Bloumaque Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company, will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4690-o Under Secretary of the Province

"Builders & Realtors Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juillet, 1937, constituant en corporation Mesdemoiselles Adelaide McDerby, Gilberte Dube, toutes deux filles majeures, et Edouard Legault, Comptable, tous de Montréal, Qué., dans les buts suivants:

1. Exercer le négoce et le commerce de constructeurs, contracteurs et marchands de matériaux de construction; agir comme tels; aussi exercer tout autre négoce ou commerce connexe;

2. Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de ville, édifices, fermes, terrains miniers ou fruitiers, sites de ville, terres à pâturages, terres à bois et immeubles et biens immobiliers de toute description, et aucun intérêt et droits en iceux, légaux ou équitables ou autrement quelconque, prendre, bâtir, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement négocier et disposer de tels terrains, terres, sites, immeubles et biens immobiliers ou aucun intérêt en iceux et négocier la totalité ou aucune portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les sub-

"Builders & Realtors Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-third day of July, 1937, incorporating Misses Adelaide McDerby, Gilberte Dube, both Spinsters of the full age of majority, and Edouard Legault, Accountant, all of Montreal, Que., for the following purposes:

1. To carry on business and trade as builders and contractors and dealers in building materials; to act as such; also to carry on any other incidental business or trade;

2. To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, buildings, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever, to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange ,improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out

divisant en lots à bâtir, et les disposant généralement en lots, rues et emplacements pour fins résidentielles ou autrement;

3. Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement disposer des biens mobiliers ou immobiliers appartenant à la dite compagnie; transférer tels biens à un créancier hypothécaire ou gagiste pour le montant dû à tel créancier hypothécaire ou gagiste, par voie de *Dation en paiement*, et négocier pour l'achat, vente, échange ou location d'immeubles et biens immobiliers et généralement exercer le commerce d'agents en immeuble dans toutes ses spécialités;

4. (*a*) Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains, ou intérêts en iceux, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun d'iceux et vendre, louer ou échanger, hypothéquer ou autrement aliéner la totalité ou toute portion des dites propriétés immobilières, et tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou qui seront à l'avenir érigés sur icelles, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires;

(*b*) Prendre ou détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou structures ainsi vendus, et vendre, hypothéquer ou autrement disposer des dites hypothèques;

(*c*) Améliorer, modifier et gérer les dits terrains et édifices;

(*d*) Garantir et autrement aider à la réalisation des contrats ou gages de toutes personnes, firmes ou corporations avec qui ou avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires et assumer et se charger de tels gages ou contrats en défaut;

(*e*) Préparer des sites à bâtir et construire, reconstruire, modifier, améliorer, décorer, fournir et maintenir des bureaux, plains-pieds, maisons, usines, entrepôts et terrains, et consolider, unir ou subdiviser des propriétés; et

(*f*) Exercer les opérations d'agents d'immeuble;

5. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges, droits privilégiés, charges et toutes autres sortes de garantie pour garantir le paiement de tout argent dû à la compagnie ou toutes avances ou prêts faits par la compagnie;

6. Agir comme agents et courtiers pour la transaction d'aucun commerce, administration de successions, vente de propriété, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers pour aucun individu, corporation, firme ou cour de justice, et prendre, recevoir, détenir, transférer et transporter tous biens, immobiliers ou mobiliers, meubles et immeubles, qui pourraient être accordés, transportés ou confiés à la présente Compagnie aux fins sus-énoncées;

7. Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurances, et représenter aucune ou toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans toute spécialité dudit commerce et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour services rendus;

8. Entreprendre et exécuter tous travaux de construction maritime et terrestre, de réparation, d'agrandissement, de démolition et d'aménagement et autres travaux, sans aucune restriction et ceci, dans toutes leurs spécialités;

9. Exécuter toutes sortes de travuax de génie (pourvu qu'ils ne soient pas dérogatoires aux privilèges accordés par la loi aux ingénieurs civils);

10. Exécuter l'industrie de contracteurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés; construire, exécuter,

into lots, street and building sites for residential purposes or otherwise;

3. To buy, sell, exchange, lease or otherwise dispose of moveable or immoveable property belonging to the said company; to transfer such property to a mortgage creditor or pledge for the amount due such mortgage creditor or pledgee, by way of *Dation en Paiement*, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

4. (*a*) To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

(*b*) To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages;

(*c*) To improve, alter and manage the said lands and buildings;

(*d*) To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom or which the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default;

(*e*) To prepare building sites and to construct, reconstruct, alter, improve, decorate, furnish and maintain offices, flats, houses, factories, warehouses and lands, and to consolidate, connect or subdivide properties; and

(*f*) To carry on the business of a real estate agent;

5. To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances or loans made by the company;

6. To act as agents and brokers for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firms, or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, moveable or immoveable, which may be granted, conveyed or committed to this company for the purposes aforesaid;

7. To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

8. To undertake and perform any marine or land building, repair, extension, demolishing and equipment works and others without any restriction and such, in all the specialties thereof;

9. To carry on all kinds of engineering works (provided the same be not derogatory to the privileges granted by law to Civil Engineers);

10. To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works, to construct, execute,

exercer, équiper, améliorer, travailler, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris les travaux publics et les commodités de toutes sortes, expression (dont le sens général ne doit pas être limité en aucune façon par ce qui suit) qui comprend chemins, pontons, travaux d'irrigation, de réclamation, d'amélioration, d'égout, de drainage, d'approvisionnement sanitaire, hydraulique, de gaz, de téléphone, souterrain, fabriques de ciment, passages souterrains et hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, usines de force motrice, d'éclairage et de chauffage électrique, ponts, terrains d'amusements, parcs, jardins, lieux de culte, magasins, boulangeries, boutiques, constructions industrielles et tous les autres travaux ou commodités d'utilité publique ou privées et comme tels contracteurs généraux pour construire, équiper, améliorer et développer des chemins de fer;

11. Soumissionner, obtenir, acheter ou acquérir autrement et exécuter tout contrat, acheter ou autrement acquérir des concessions, droits ou privilèges et de les exploiter, et pour telles fins donner des garanties en argent ou autrement et de faire le dépôt de chaque sorte;

12. Procurer à ses clients, utiliser les services professionnels d'ingénieurs, architectes, arpenteurs, et autres, pourvu que ceci ne soit pas dérogatoire aux privilèges accordés par la loi;

13. Acquérir de telle manière, et posséder toutes les machines, mécanismes et équipements nécessaires et utiles; avoir des usines et matériaux capables de servir aux usages de la compagnie et avantageux à l'exercice de ses pouvoirs;

14. Installer et opérer des moulins, outillages, machinerie et équipement de toute sorte, nécessaires et appropriés à l'accomplissement convenable des affaires de la compagnie;

15. Construire, acheter, louer ou autrement acquérir des bassins, cales, jetées, quais, embarcadères, entrepôts, élévateurs ou toutes autres édifices et constructions susceptibles de servir aux besoins de la compagnie;

16. Bâtir, maintenir et exploiter, sur sa propre propriété ou sous son contrôle, des embranchements de chemin de fer et voies d'évitement pour les seuls besoins de son commerce et industrie, des routes ou tout autre moyen de transportation, et leurs outillages nécessaires, des lignes de transmission de télégraphe et de téléphone, digues, barrages, biez, canaux, pouvoirs d'eau, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, routes, fabriques, bâtisses, moulins, entrepôts et magasins nécessaires et utiles à ses opérations, *le tout en conformité avec les dispositions de la loi;*

17. Construire, acquérir, posséder, fréter et employer les vaisseaux nécessaires pour ses opérations et le transport de ses produits le tout en conformité avec les dispositions de la loi;

18. Exercer le commerce, en gros et en détail, des matériaux de construction de toutes sortes et autres marchandises, les importer et agir comme manufacturiers et organiser des usines pour la fabrication de tout matériel et choses susceptibles de servir à l'industrie de la construction ou autrement;

19. Demander, acheter ou autrement acquérir toutes marques de fabrique, noms de commerce, brevets, licences, concessions et autres privilèges similaires accordant tout droit exclusif ou non ou limité ou non, ou tout secret ou autre information en ce qui regarde ou de se servir de toute invention, formule, recette ou procédé, qui peuvent être susceptibles de servir à toutes les fins de la compagnie ou dont l'acquisition peut sembler s'adapter, directement ou indirectement, au

carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage and control all description of works, including public works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes roads, highways, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, pontoons, irrigations, reclamation, improvement, sewerages, drainage, sanitary, water, gas, telephonic works, tunnels, cement mills, subways and hotels, warehouses, markets and public buildings, electric powers, heat and light supply works, bridges, pleasure grounds, parks, gardens, places of workship, stores, bakeries, shops, industrial constructions and all other works or conveniences of public or private utility and as such general contractors to construct, equip, improve and develop railways;

11. To tender, obtain, purchase or otherwise acquire and perform any contracts, to purchase or otherwise acquire concessions, rights or privileges and to exploit the same, and for such purposes to furnish security in cash or otherwise and to make deposit of every kind;

12. To procure to its customers, and to utilize the professional services of engineers, architects, surveyors, and others, provided the same be not derogatory to the privileges granted by the law;

13. To acquire in such manner, and to hold any necessary or useful machines, machinery and equipment; to have work-shops and plants capable of being used for the purposes of the company and conducive to the exercising of its powers;

14. To install and operate mills, plants, machinery and equipment of every kind, necessary or appropriate for the proper carrying on of the company's business;

15. To construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, warehouses, elevators or all other buildings and structures capable of being used in connection with the purposes of the company;

16. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, railway branches and sidings for the sole purposes of its commerce and industry, roads or any other means of transportation, and the necessary equipment thereof, telegraph and telephone transmission lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations, the whole in conformity with the provisions of the law;

17. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and the transport of its products; the whole in conformity with the provisions of the law;

18. To deal, wholesale and retail, in building materials of every kind, and other goods, to import the same and act as manufacturers and organize factories for the manufacturing of any materials and things capable of being used in the building trade or otherwise;

19. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, receipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop

bénéfice de la compagnie, et servir, exercer développer ou accorder des licences s'y rapportant, ou autrement mettre en valeur la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

20. S'occuper de l'industrie du transport sur mer, sur terre ou par air dans les limites fixées par la loi et le tout conformément aux dispositions de la loi, et pour telles fins et sous les mêmes réserves, organiser les services de transport sur mer, sur terre et dans les airs et acquérir, posséder ou louer ou fréter tout moyen de transport, vaisseaux ou équipement nécessaires requis ou pouvant être utiles pour les fins ci-haut mentionnées;

21. Agir comme importateurs et exportateurs; soit pour son propre usage ou pour la vente de matériaux de construction ou tout autre matériel, marchandises, articles ou machineries qui peuvent être vendus ou peuvent être utiles ou nécessaires en rapport avec ses opérations;

22. Exploiter des carrières de pierre, granit, marbre, grenat et de tout autre minerai; exploiter des dunes ou sablières, faire le commerce, soit comme principal ou agent, des dits minerais, pierre, granit, sable, mortier et autres produits employés dans la construction, et pour telles fins acheter, vendre, travailler, polir, extraire, façonner tels minerais, pierre, granit et autre;

23. Exploiter des mines et carrières de toute nature et description, transiger sous quelque soit le titre tous ces produits, sous-produits et dérivatifs, les manufacturer, exporter et commercer, et ceci du matériel brut jusqu'au produit ouvré;

24. Exploiter des carrières en général, et miner creuser, draguer, pomper, extraire, charrier, manufacturer, produire, traiter préparer pour le marché ou pour l'usage, acheter, vendre et autrement faire le commerce du sable, gravier, pierre, ciment, terre glaise, matériaux de construction et généralement faire le commerce du sable et gravier dans toutes ses branches;

25. Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autrement des gisements de sable et de gravier, carrières, bancs de sable, lots riverains, mines, droits miniers, terres, manufactures, cours, usines et tout intérêt s'y rattachant; et les exploiter, travailler, exercer, développer et exploiter et vendre, louer, en autoriser l'exploitation moyennant un droit régalien ou en disposer autrement ou en faire le commerce;

26. Exercer l'industrie de contracteurs et charretiers à la fois comme officiers et agents, pour transporter et transmettre les effets, marchandises, produits et toute autre chose de toute description par voiture à traction mécanique, animale ou autre et de maintenir un service de taxis ou autres et faire toutes sortes d'autres actes pour les mener à bonne fin.

27. Faire le commerce ou exploiter des garages, négocier des automobiles, camions, équipement et accessoires d'automobiles, réparations de toute description, gazoline et autres fournitures et emmagasiner, entreposer et posséder autrement des automobiles, camions ou autres marchandises de toute description;

28. Maintenir des écuries pour l'accommodation des chevaux et l'emmagasinement et l'entreposage des voitures de toute description, et faire le commerce des chevaux, voitures, grain, foin et autre nourriture et toutes les autres sortes de marchandises en rapport avec le soin et les exigences des chevaux;

29. Faire l'exploitation comme gardiens de quais, débardeurs, chargeurs et déchargeurs, agents pour transférer ou expédier toutes sortes d'effets, articles et marchandises, de ou aux chemins de fer, bâtiment à vapeur ou autres vais-

or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

20. To engage in marine, land and aerial transportation within the limits fixed upon by law and in conformity with the provisions thereof, and for such purposes and under the same restrictions, to organize land, marine and aerial transportation services and to acquire, own or lease or charter any transportations, vessels or equipment necessary required or deemed useful for the above purposes;

21. To act as importers and exporters; either for its own use or for the sale of building materials or of any other materials, merchandise, goods or machinery which may be sold or might be useful or be necessary in connection with its business;

22. To operate stone, granite, marble, garnet and any other mineral quarries whatever; to exploit dunes or sand pits, to deal either as principal or agent in the said minerals, stone, granite, sand, mortar and other products employed in construction, and for such purposes to purchase, sell, work, polish, dig for, fashion any such minerals, stone, granite and others;

23. To operate mines and quarries of every nature and description, and to deal under any title whatever in any of their products, by-products and derivatives, to manufacture, export and trade in same, and such from the raw material to the finished product;

24. To operate quarries in general, and mine, dig for, dredge, pump, quarry, raise, manufacture, produce, treat, prepare for market or for use, buy, sell and otherwise deal in and deal with sand, gravel, stone, cement, earth, clay, building materials, and generally to carry on a sand and gravel business in all its branches;

25. To acquire by purchase, lease, concession, exchange or otherwise sand and gravel beds, quarries, sand banks, water lots, mines, mining rights, lands, manufactories, yards, workshops, and any interest therein; and to explore, work, exercise, develop and operate and sell, lease, authorize the exploitation thereof for a royalty or otherwise dispose of or deal with the same;

26. To carry on business as contractors and carters both as principals and agents, for the transportation and transmission of goods, merchandise, wares and all other things of every description by vehicle, motor driven, horse driven or otherwise and to maintain suitable taxi or other services and to do all such other acts for the performance of same;

27. To carry on the trade or business of garage operators, dealers in automobiles, trucks, auto equipment and accessories, repairs of every description, gasolene and other supplies and to store, warehouse or otherwise hold automobiles, trucks or other merchandise of every description;

28. To operate stables for the accommodation of horses and the storage and housing of vehicles of any description, and to deal in horses, vehicles, grain, hay and other feeds and all other articles or merchandise in connection with the care and requirements of horses;

29. To carry on business as wharfingers, stevedores, loaders and unloaders, transfer or forwarding agents of every description of goods, wares and merchandise, from or to railways, steamships or other vessels, trucks or other vehicles, and to

seaux, camions ou autres voitures, et faire tous tels actes qui peuvent favoriser la compagnie;

30. Acquérir, construire, opérer, conduire et gérer, vendre, louer ou en disposer autrement, ou mettre en valeur des entrepôts ou magasins; émettre des certificats ou mandats, négociables ou autrement, aux personnes entreposant des marchandises chez la compagnie et faire des avances ou prêts sur la garantie de telles marchandises ou autrement;

31. Exercer le commerce d'emballeurs et layetiers de toutes sortes de marchandises ou autres choses, et manufacturer et faire le commerce de tous les matériaux ou objets nécessaires favorisant l'accomplissement de tel commerce;

32. Agir comme marchand général et fournir la pension et logement, vêtement et approvisionnement général et toutes fournitures à ceux engagés aux travaux de la compagnie ou dans les environs ou passer des contrats avec d'autres pour les mêmes fins;

33. Demander, obtenir, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autres corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et effecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

34. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie ou toutes obligations, débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

35. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonis, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lequel ou lesquelles la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

36. Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

37. Investir et réinvestir de temps à autre et de la manière et dans les produits, actions et valeurs qui seront de temps à autre déterminés, et changer et varier ces placements, et particulièrement, mais sans limiter la généralité des termes susdits, acheter, détenir, vendre, négocier et faire le commerce de l'or et de l'argent, des actions, titres, bons, débentures et autres valeurs et tout droit ou intérêt en iceux ou y relatifs;

38. Exercer toute autre industire qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

39. Acheter ou autrement acquérir et assumer tout ou aucune partie d'aucun commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, avec ensemble les édifices, machinerie, fonds de commerce, clientèle et biens en général assumer en tout ou en partie les obligations de tel commerce et les payer totalement ou partiellement en obligations, débentures ou actions entièrement

do all such acts as may be conducive to the benefit of the company;

30. To acquire, construct, operate, conduct and manage, sell, lease or otherwise dispose of, or turn to account warehouse or storage plants; to issue certificates or warrants, negotiable or otherwise, to persons warehousing goods with the company and to make advances or loans upon the security of such goods or otherwise;

31. To carry on business as packers and craters of every description of merchandise or things, and to manufacture and deal in all materials or articles necessary and conducive to the carrying on of such business;

32. To act as general storekeepers and to provide board and lodging, clothing and provisions generally and all supplies to those engaged in or about any of the company's works or to contrac for the providing of same;

33. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights, or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

34. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

35. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, and other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

36. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

37. To invest and re-invest from time to time, in such manner and in such commodities, shares and securities, as may from time to time be determined, and to vary and change investments, and in particular but without limiting the generallity of the foregoing, to buy, hold, sell, deal in and deal with gold and silver and with shares, stocks, bonds, debentures and other securities and any rights or interest therein or thereto;

38. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

39. To purchase, or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of

acquittées et non-sujettes à appel de la compagnie; et les vendre, les louer, totalement ou partiellement, ou autrement en disposer;

40. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

41. Conclure tous arrangements pour le partage des profits ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, et faire des avances, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir ou autrement les négocier;

42. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la compagnie;

43. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

44. Louer, vendre, la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

45. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions ou faire des contrats avec tout individu ou toute compagnie pour les payer;

46. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie pour tels montants, à tels taux d'intérêt et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables, obliger la compagnie à rembourser les montants ainsi empruntés et l'intérêt sur iceux et à la réalisation des termes et conditions et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour tels montants et à tel prix qui seront jugés convenables;

47. Hypothéquer, nantir, céder, transférer ou engager toute propriété mobilière ou immobilière appartenant à la compagnie comme garantie de tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie et hypothéquer, gager, céder, transférer ou nantir toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie dans le but de garantir toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre;

48. Exercer tout autre commerce ou exploiter toute autre activité que les directeurs trouveront incidents ou avantageux à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre

the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

40. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

41. To enter into any arrangement for sharing of profits of union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

42. To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

43. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

44. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

45. To pay all or any expense of, incident to or incured in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or individual to pay the same;

46. To borrow money on the credit of the company in such sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be deemed proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

47. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, belonging to the company for the purpose of securing any money borrowed for the purpose of the Company and to hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property moveable or immoveable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue;

48. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render

profitable aucun des biens et droits de la compagnie;

49. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

50. Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

51. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions, obligations ou débentures de la compagnie, sous le nom de "Builders & Realtors Limited", avec un capital-total de quatre mille dollars ($4,000.00), divisé en quarante (40) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la Cité de Montréal, dans le district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de juillet, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4691 Sous-secrétaire de la Province.

profitable any of the company's property and rights;

49. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and limited to the name of the company, and to clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

50. And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interest therein or which are or might be adverses to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

51. Any invitation to the public to subscribe for any shares, bonds or debentures of the company is prohibited, under the name of "Builders & Realtors Limited", with a total capital stock of four thousand dollars ($4,000.00), divided into forty (40) shares of one hundred dollars ($100.00) each share.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI

4692-o Under Secretary of the Province.

"Maniwaki Molybdenum Mines Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Joseph-Ernest Perrault, comptable, dame Margaret McCracken, fille majeure, sténographe, Samuel J. Smiley, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux, huiles et charbon;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

"Maniwaki Molybdenum Mines Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of August, 1937, incorporating: Joseph Ernest Perrault, Accountant, Dame Margaret McCracken, Spinster of age, stenographer, Samuel J. Smiley, Advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquérir, louer, posséder, et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriété, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe, et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aquedues, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec (Chap. 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils, et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contracts ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

11. Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils ont convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de, "Maniwaki Molybdenum Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de cent quarante-neuf mille neuf cent dollars ($149,900.00), divisé en quatorze mille neuf cent quatre-vingt dix (14,990) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la Cité et District de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4693 Sous-secrétaire de la Province.

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in Section 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servant or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessel necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies, carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of prices paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Maniwaki Molybdenum Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of one hundred and forty-nine thousand nine hundred dollars ($149,900.00), divided into fourteen thousand nine hundred and ninety (14,990) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4694–o Under Secretary of the Province.

"Super Realties Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juillet 1937, constituant en corporation: Harry Batshaw et Nathaniel Lewis Levy, avocats, Lazarus Cohen, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, échange ou autrement, prendre à bail et posséder et accorder des baux, exploiter et utiliser et autrement négocier, et céder, disposer et faire le commerce d'immeubles et tous droits et intérêts en iceux et terrains et édifices de toutes sortes, et biens et droits mobi-

"Super Realties Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty-seventh day of July, 1937, incorporating: Harry Batshaw and Nathaniel Lewis Levy, advocates, Lazarus Cohen, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, exchange or otherwise, to take on lease and to own and grant leases of, operate and use and otherwise deal with, and to alienate, dispose of and deal in real estate and all rights and interests therein and lands and buildings of any kind, and moveable and immove-

liers et immobiliers de toute nature et description, et construire, améliorer, réparer et autrement négocier, directement ou indirectement, des édifices et maisons résidentielles, industrielles, commerciales et autres, maisons-appartements, plains pieds, magasins, entrepôts, systèmes de chauffage et autres constructions de toutes sortes, et exercer un commerce général d'immeuble et les opérations d'agents et courtiers en immeuble généralement, entrepreneurs, constructeurs, administrateurs, entreposeurs et autres commerces similaires;

(*b*) Acquérir la totalité ou aucune partie des biens, droits, actif et clientèle, soit en assumant ou non les obligations appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise possédant des biens qui sembleront convenables ou désirables pour la compagnie ou susceptibles d'être conduites et administrées de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, ou appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise endettées envers la compagnie ou transigeant aucun commerce similaire à celui exercé par la compagnie ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent ou en actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel ou valeurs de cette compagnie ou autrement;

(*c*) Placer de l'argent à intérêt, sur la garantie de biens, mobiliers ou immobiliers, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et à tels termes et sujets à telles conditions qui seront jugés convenables;

(*d*) Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des biens de toutes sortes, aux termes qui pourront être convenus;

(*e*) Prendre part à l'administration, la surveillance ou le contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise et, à cette fin, nommer et rémunérer tous comptables, évaluateurs, ingénieurs, ou autres experts ou agents;

(*f*) Transiger et faire des opérations d'agences de toutes sortes et particulièrement agir comme agents pour placer, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent, pour le transfert d'obligations, débentures, actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente et l'amélioration, le développement et l'administration de propriétés, y compris des opérations et entreprises commerciales, et généralement transiger et entreprendre toutes sortes d'opérations d'agences, soit en rapport avec des affaires commerciales, industrielles ou financières;

(*g*) Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(*h*) Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une indus-

able properties and rights of every kind and description, and to construct, improve, repair and otherwise deal with, directly or indirectly, residential, industrial, commercial and other buildings and houses, apartment buildings, flats, stores, warehouses, heating plants and other constructions of all kinds, and to carry on a general real estate business and the businesses generally of real estate agents and brokers, contractors, builders, managers, warehousemen and other similar business;

(*b*) To acquire the whole or any part of the property, rights, assets and goodwill, either with or without assuming the liabilities, belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise possessed of property which may seem suitable or desirable for the company or capable of being conducted and managed so as directly or indirectly to benefit the company, or belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise, indebted to the company or transacting any business similar to that transacted by the company or having objects altogether or in any part similar to the company or carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise;

(*c*) To invest money at interest on the security of property, moveable or immoveable, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may be deemed expedient;

(*d*) To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

(*e*) To take part in the management, supervision of control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose, to appoint and remunerate any accountants, valuators, engineers or other experts or agents;

(*f*) To transact and carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

(*g*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, receipt or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*h*) To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on or proposing to carry on business similar to that

trie semblable à celle de la compagnie ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*i*) Se fusionner ou faire des arrangements d'exploitation conjointe avec toute personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et gérer, exploiter, et conduire les propriétés, entreprises et affaires de tel commerce et l'acquérir ainsi que sa clientèle, droit, passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

(*j*) Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel ou comme partiellement libérées, les actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés immobilières et / ou propriétés mobilières et / ou de toutes valeurs, droits, ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tous services rendus à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

(*k*) Vendre, louer, ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débentures et valeurs de toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

(*l*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'association, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires), ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(*m*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

(*n*) Faire des avances de fonds à toute compagnie dont les actions du capital-actions, les bons ou autres obligations sont détenus en totalité ou en partie par cette compagnie, garantir ses obligations ou contrats ou lui aider autrement de toute manière; et faire tous actes ou choses pour conserver, améliorer ou augmenter la valeur de toutes telles actions, bons ou obligations, et similairement avancer des deniers à toute personne, firme ou compagnie ayant des engagements commerciaux avec la compagnie ou endettées envers elle, ou garantir leurs contrats ou leur aider autrement;

(*o*) Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie et placer et disposer des fonds ou biens qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, comme il sera jugé à propos;

(*p*) Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides ou

of the company or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*i*) To amalgamate or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings, and affairs of any such business and to acquire the same, including its good-will, rights, liabilities and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

(*j*) To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any immovable properties and / or moveable properties and / or of any securities, rights or things that it can acquire or in payment or part payment for any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of its business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(*k*) To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and or its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company;

(*l*) To establish, support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibitions or for any public, general or useful objects;

(*m*) To purchase, take on lease or exchange, hire, or otherwise acquire any moveable or immoveable property or properties and rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

(*n*) To make advances or to guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock, bonds, or other obligations are held in whole or in part by this company, and to do any act or thing for the preservation, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or obligations; and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company having business engagements with the company or indebted to it;

(*o*) To lend money to persons or companies having dealings with the company and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company as may be deemed expedient;

(*p*) To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges,

autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et avantages et s'y conformer; et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

(*q*) Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

(*r*) Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie ou autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

(*s*) Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

(*t*) Acheter, vendre, échanger et négocier, importer, exporter, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de commodités, à l'état brut ou manufacturées, et sans limiter la généralité des objets susdits, exercer les opérations de manufacturiers d'habit, vêtements et fournitures de toutes sortes et description, en gros ou en détail;

(*u*) Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surveillants ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires ou agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et faire toutes les autres choses qui s'y rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Et il est de plus ordonné qu'il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire pour les actions de la compagnie, sous le nom de "Super Realties Incorporated", avec un capital-total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

4695

concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such country, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

(*q*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the companys property, rights or products;

(*r*) Subject to provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company, and in particuler any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

(*s*) To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

(*t*) To buy, sell, exchange and deal, import, export, manufacture and trade in all kinds of commodities, raw and manufactured, and without limiting the generality of the foregoing to carry on the business of manufacturers of clothing, wearing apparel and furnishings of all kinds and descriptions, whether wholesale or retail;

(*u*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise and by or through trustees or agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects;

And it is further ordained that any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden, under the name of "Super Realties Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventy day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4696–o

"The Charlevoix Radium & General Mining Co., Ltd."
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1937, constituant en cor-

"The Charlevoix Radium & General Mining Co., Ltd."
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August 1937, incorporating; J. Léo

poration: J. Léo Royer, courtier, Jules Royer, avocat, de Québec, et Albert Dumontier, avocat de Lévis, P. Q., dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même, en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'action libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoires de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'auront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie, pour ses actions, sous le nom de "The Charlevoix Radium & General Mining Co., Ltd." (No personal liability), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la Compagnie, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4697-o Sous-secrétaire de la Province.

Royer, broker, Jules Royer, advocate, of Quebec, and Albert Dumontier, advocate of Lévis, P. Q., for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights or invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraphs and telephone lines, embankments dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, chartered and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under the present Act, and pay for the same, in whole or in part if such person or company consents thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company, for its shares, under the name of "The Charlevoix Radium & General Mining Co. Ltd" (No personal liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company, will be in Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4698 Under Secretary of the Province.

"A. E. Charron Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'aout, 1937, constituant en cor-

"A. E. Charron Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1937, incorporating:Lovell Caverhill

poration: Lovell Caverhill Carroll, Hyman Baker, avocats, et Alcide Edmond Charron, marchand de pneus, tous de Montreal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce dans toutes choses se rapportant à l'entretien des automobiles, aéroplanes et tous autres véhicules ou modes de transport de toute nature quelconque, y compris les opérations de marchands de pneus, vulcanisateurs, réparations générales, graissage, lavage, huilage, et nettoyage de toutes sortes, la vente de la gasoline, l'huile et pièces de rechange, stationnement et emmagasinage dans des édifices ou sur des terrains vacants;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'accessoires d'automobiles, pièces, outils, huiles combustibles, dispositifs pour véhicules-moteurs, vêtements, tapis, robes, livres de renseignements pour les routes, cartes, nécessaires de voyage pour automobilistes, et toutes sortes de machinerie, outillage, ustensiles, appareils, lubrifiants, solutions, essences et accessoires, soit incidents à la construction des automobiles ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec iceux ou dans leur fabrication, leur entretien ou leur mise en opération respectivement;

Construire, ériger et entretenir des réservoirs, pompes et tous autres accessoires pour faciliter l'emmagasinage et la vente de la gasoline, des lubrifiants et de l'essence de toute et de chaque variété et toutes les autres choses susceptibles d'être utilisées pour ces fins ou en rapport avec iceux;

Acheter, vendre, louer et autrement acquérir, exploiter et administrer des garages et postes de gazoline pour les automobiles;

Emmagasiner et entretenir les automobiles et exploiter et administrer des lieux de stationnement pour les dites automobiles; et réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs et tous accessoires s'y rapportant;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, vulcaniser, réparer et généralement faire le commerce du caoutchouc et articles et effets de toutes sortes de lesquels le caoutchouc est partie constituante, avec ensemble les différents materiels qui entrent dans la fabrication des dits articles et effets;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils et dispositifs mécaniques et électriques pour l'économie du combustible;

Etablir des dépôts et agences, promouvoir des expériences d'endurance pour les moteurs et les accessoires s'y rapportant, y compris les pneus, carburateurs et dispositifs pour l'économie du combustible, et offrir pour les concours et distribuer des prix en rapport avec iceux;

Exercer les opérations généralement de marchands et distributeurs d'instruments, dispositifs et accessoires de radio;

Acquérir tous droits, privilèges, intérêts, agences ou autres biens ou choses d'une valeur quelconque et sujet aux dispositions de la Loi des compagnies, les payer en tout ou en partie en deniers ou en actions entièrement ou partiellement libérées, et en débentures, bons ou autres obligations ou valeurs de la compagnie, soit souscrites ou non;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie pour les fins de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée; et sans restreindre la généralité de ce qui précède et conformément aux dispositions de la Loi des com-

Caroll, Hyman Baker, Advocates, and Alcide Edmond Charron, Tire Dealer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in all matters appertaining to the servicing of automobiles, aeroplanes, and all other vehicles or modes of conveyance of any kind whatsoever, including carrying on the business of tire dealers, vulcanizers, general repairs, greasing, washing, oiling and cleaning of any kind, sale of gasoline and oils, parts, parking and storage in buildings or open lots;

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange, and generally deal in all kinds of automobile accessories, parts, tools, oil, fuel, supplies for motor vehicles, wearing apparel, rugs, robes, route books, maps, travelling conveniences for motorists, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, solutions, motor fuel and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith or in the manufacture, maintenance or workings thereof respectively;

To construct, build and maintain reservoirs, pumps and all other appliances to facilitate the storage and sale of gasoline lubricants and motor fuel of all and any variety and all other things capable of being used for such purposes or in connection therewith;

To buy, sell, lease and otherwise, acquire, operate, and manage garages and filling stations for motor vehicles;

To store and care for motor vehicles and to operate and manage parking spaces for the same; and to repair, reconstruct and otherwise deal with automobiles, motor vehicles and any appliances in connection therewith;

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange, vulcanize, repair and generally deal in rubber and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices;

To establish depots and agencies, to promote trial tests for motors and appliances in connection therewith, including tires, carburators and fuel-saving devices, and to offer for competition and distribution prizes in connection therewith;

To carry on business generally as dealers and distributors of radio instruments, appurtenances and supplies;

To acquire any rights, privileges, interests, agencies or other property or things of value of any kind, and subject to the provisions of The Companies' Act, to pay for the same, either wholly or in part in cash or fully or partly paid up shares or debentures, bonds or other obligations or securities of the Company, whether subscribed for or not;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required for the purposes of the Company in such manner, as, from time to time, may be determined; and without restricting the generality of the foregoing and.

pagnies, placer les deniers de la compagnie dans toutes actions, bons, débentures ou autres valeurs ou obligations de toute compagnie, corporation, gouvernement, municipalité ou autorité quelconque, soit domestiques ou étrangères;

Emprunter des deniers, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures et titres de créance de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, gage ou autrement, sans limite tant qu'au montant, et les garantir par hypothèque, nantissement ou autrement;

Prendre ou détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat de tous terrains, édifices ou bâtiments vendus de cette manière et vendre ou autrement aliéner les dites hypothèques;

Garantir ou autrement contribuer à l'exécution des contrats ou hypothèques de toutes personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et assumer et se charger des dits gages ou contrats en défaut;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne pour services rendus à la compagnie de la manière que la compagnie croira convenable et plus particulièrement par l'émission et la répartition d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées; et

Pour les fins précitées, acquérir et se charger comme entreprise en exploitation du commerce, de la clientèle et de la totalité ou de l'un quelconque des biens et engagements de Aleide Edward Charron, exerçant présentement le commerce de marchand d'accessoires d'automobile dans la dite cité de Montréal, et conformément aux dispositions de la Loi des compagnies, les payer par l'émission d'actions libérées du capital-actions de la compagnie, ou autrement;

Exercer toute autre entreprise, manufacturière ou autre, qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre, en tout ou partie, l'industrie, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir des brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention pouvant paraître susceptible d'être utilisé pour quelqu'une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur, ou d'accorder des permis à cet égard;

Conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou faisant ou sur le point d'exercer ou de faire un commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à faire, ou une industrie ou une transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirecte-

subject to the provisions of The Companies' Act, to invest the moneys of the Company in any shares, bonds, debentures or other securities or obligations of any company, corporation, government, municipality or authority whatsoever, whether domestic or foreign;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge, or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of the said mortgages;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom or which the Company may have dealings, and to assume and take over such mortgages of contracts on default;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person for services rendered to the Company in such manner as the Company may deem expedient and, more particularly, by the issue and allotment of shares, bonds or other securities of the Company, wholly or partly paid-up; and

For the purposes aforesaid, to acquire and take over as a going concern the business and good-will and all or any of the assets and liabilities of Aleide Edward Charron, presently carrying on the business of motor accessory dealer in the said City of Montreal, and, subject to the provisions of the Companies' Act, to pay for the same by the issue of paid-up shares in the capital stock of the Company, or otherwise;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or, the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit the company

ment à la compagnie ou de prêter des fonds à cette personne ou compagnie, de garantir ses contrats, ou d'autrement l'aider, et de prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareille compagnie, et de les vendre, détenir ou revendre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des arrangements avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent propres aux fins de la compagnie, ou à l'une quelconque de ces fins, et d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et d'exécuter, exercer et observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

Établir et supporter ou aider l'établissement et au maintien d'associations, institutions, fonds, fiducies et choses de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie, ou de ses prédécesseurs en affaires, ou aux personnes à la charge ou parentes de ces personnes, et d'accorder des pensions et allocations, et d'effectuer des paiements dans un but d'assurance, et de souscrire ou garantir des fonds pour tout objet public, général ou utile;

Favoriser toutes compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou partie des biens et obligations de la compagnie, ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier les machines, le matériel et le fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler les chemins, voies, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts ateliers, magasins et autres travaux et commodités qui peuvent sembler de nature à favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et de contribuer à leur construction, amélioration, entretien, mise en service, administration, exécution ou direction, de la subventionner, ou autrement les aider ou y prendre part;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie, et de garantir l'exécution des contrats par ces personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner en tout ou partie l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et d'exercer, exécuter et utiliser tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou une corporation ou un autre corps public peut avoir la faculté d'accorder et de payer, d'aider et de contribuer à les mettre en vigueur, et d'affecter les actions, obligations et fonds de la compagnie

and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise aquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to these of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any ot them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests, and contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, assets to

pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens réels ou personnels achetés ou autrement acquis par la compagnie;

Etablir des agences et succursales;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et d'y désigner des personnes, en conformité des lois de ce pays étranger, pour représenter cette compagnie et recevoir la signification de toute assignation ou poursuite pour la compagnie et en son nom;

Rémunérer toute personne ou compagnie des services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prélever et contribuer à prélever des fonds pour toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et l'aider au moyen de gratification, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, et de garantir l'exécution des contrats par cette compagnie, corporation, ou par cette personne ou ces personnes;

Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par voie de publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'oeuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tout ou partie des biens et droits de toute compagnie;

Réaliser tout ou partie des objets de la compagnie à titre de commettants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule, ou conjointement avec d'autres;

Accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie;

Le nombre des directeurs sera de trois (3), jusqu'à ce qu'il soit changé par règlement, sous le nom de "A. E. Charron Limited", avec un capital total de trente mille dollars ($30,000.00), divisé en trois cents (300) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, monnaie courante du Canada;

La compagnie aura le droit, en rapport avec toutes actions entièrement libérées, d'émettre sous son sceau, un certificat énonçant que le porteur du certificat a droit à l'action ou aux actions qui y sont spécifiées, et pourra pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement de dividendes futures sur l'action ou sur les actions comprises dans le certificat ci-après désigné comme un certificat d'action au porteur (share warrant), le tout de la manière qui pourra être pourvue en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et des réglementations qui y sont mentionnées.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4699 Sous-secrétaire de la Province.

---

defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To establish agencies and branches;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service, for and on behalf of the company, of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company in or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation as by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of work of art or interest, by publication of books and periodicals;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of any company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The number of Directors shall be three (3), until changed by by-law, under the name of "A. E. Charron Limited", with a total capital stock of Thirty thousand dollars ($30,000.00), divided into Three hundred (300) common shares, each of a par value of One hundred dollars ($100.00), current money of Canada.

The Company shall have the right with respect to any fully-paid up shares, to issue under its seal, a warrant stating that the bearer of the warrant is entitled to the share or shares therein specified, and may provide, by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares included in the warrant hereafter termed a share warrant, the whole as may be provided under the Quebec Companies' Act, and the regulations referred to therein;

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4700-o Under Secretary of the Province.

"Dunlop (Quebec) Mines Limited".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août, 1937, constituant en corporation: William Bernard McHenry, et Nicholas Anthony Scandiffio, avocats, Edward MacDonald Hobson, inspecteur d'assurance, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manières que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder, aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, force hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, chapitre 80, et ses amendements, en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir, détenir et aliéner les actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux, ou pour de l'argent comptant;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits des personnes ou compagnies exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ses amendements, et les payer en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnies y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoires à ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Dunlop (Quebec) Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

"Dunlop (Quebec) Mines Limited".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1937, incorporating: William Bernard McHenry, and Nicholas Anthony Scandiffio, Barristers, Edward MacDonald Hobson, Insurance Inspector, all of the city of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein,mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-power, electric and other powers, water-works, roads, factories, building, mills, warehouses and stores, necessary or useful for its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) and the amendments thereto, in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works; or for cash;

9. To acqtuire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under the Quebec Mining Companies' Act, and amendments, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those hereinbefore mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which the company was incorporated.

The shareholders shall incur no personal responsibility in the excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Dunlop (Quebec) Mines Limited" (No Personal Liability) with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4701 Sous-secrétaire de la Province.

"Maytime Frock Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Louis Feigenbaum, avocats, et Lazarus Cohen, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des confections pour dames, marchandises sèches, habits, vêtements et mercerie pour dames et messieurs de toute sorte et description et le matériel brut utilisé en iceux ou en rapport avec iceux, et en faire le commerce généralement comme mandants ou agents, en gros ou en détail;

(*b*) Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations exerçant un commerce semblable ou en partie semblable à celui de cette compagnie;

(*c*) Prendre, acquérir et détenir les valeurs de toute nature ou sorte, réelles ou personnelles, pour les dettes, engagements ou obligations de la compagnie encourus ou qui seront encourus en rapport avec les fins de la compagnie;

(*d*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(e) Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs, de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation ou de la conduite de ses opérations, sous le nom de "Maytime Frock Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4703 Sous-secrétaire de la Province.

"Metropole Club Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août, 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Leblanc, vendeur, Willie Lafrance, et Gustave Lapierre, agents, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Former une association ou un club pour la récréation et le divertissement du corps et de l'esprit et avec le pouvoir d'obtenir un permis pour la vente du vin, de la bière et des liqueurs alcooliques conformément aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques et tous amendements qui peuvent être faits à la dite Loi; se charger

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4702–o Under Secretary of the Province.

"Maytime Frock Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1937, incorporating: Philip Meyerovitch, Louis Feigenbaum, advocates, and Lazarus Cohen, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To manufacture, produce, buy, sell, import, and export ladies' wear, drygoods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material use therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail;

(*b*) To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations carrying on business similar in whole or in part to that of this company.

(*c*) To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the Company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the Company;

(*d*) To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(*e*) With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities, of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business, under the name of "Maytime Frock Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4704–o Under Secretary of the Province.

"Metropole Club Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Arthur Leblanc, Salesman, Willie Lafrance, and Gustave Lapierre, Agents, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

a) To form an association or Club for the recreation and amusement of both body and mind and with power to obtain any license for the sale of wine, beer and alcoholic liquor pursuant to the provisions of the Alcoholic Liquor Act and any amendments which may be made to the said Act; to take over as a going

comme entreprise en exploitation de tout autre club ayant des objets semblables à ceux de ce club;

b) Construire, acheter, louer, hypothéquer les immeubles qui peuvent être requis pour les fins du club;

c) Tirer, accepter, endosser, escompter des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

d) Imposer une contribution d'initiation, une souscription mensuelle ou autre aux membres et aussi avoir le pouvoir d'emprunter des deniers des membres ou de toute autre personne moyennant telle garantie et en vertu des termes qui pourront être conclus de temps à autres;

e) Acquérir toutes propriétés personnelles que le dit club trouvera désirable de posséder, et revendre les dites propriétés personnelles qui ne seront plus requises pour ses objets. Aussi conclure toutes négociations et conventions avec les conseils municipaux comme autorités dans le but d'obtenir tous privilèges comme contrats qui pourrait promouvoir les intérêts du club;

f) Organiser et entretenir un restaurant, une salle à manger et de rafraichissements pour les membres du club et leurs amis;

g) De plus avoir le pouvoir de construire, promouvoir et diriger des allées de quilles, salles de billard, piscines, combats de lutte et de boxe, jeux de cartes, d'échecs et de dames et jeux de tennis sur table;

h) Faire toutes choses utiles ou nécessaires ou censées convenables pour la réalisation d'un ou de plusieurs objets ci-dessus énumérés ou qui peuvent être de temps à autre jugées utiles, nécessaires ou convenables pour le bénéfice ou la protection de la compagnie soit comme propriétaire ou intéressée dans toute propriété;

i) Faire toutes ou l'une quelconque des choses autorisées par les présentes soit seule ou conjointement avec d'autres;

j) Les pouvoirs mentionnés dans l'un quelconque des paragraphes précédents ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Metropole Club Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de quarante mille dollars ($40,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la province.

4705

concern any other club having objects similar to those of this club;

b) To build, purchase, lease, hypothecate real estate that may be required for the purposes of the club;

c) To draw, accept, endorse, discount promissory notes, bills of exchange, and other negotiable instruments;

d) To charge initiation fees, monthly subscription or otherwise to members, and also to have power to borrow money from members or any other person on such security and under such terms that may from time to time be arranged;

e) To acquire any personal property which the said Club may find it desirable to own, and to re-sell such personal property that they may not require for their purposes. Also to enter into negotiations and arrangements with municipal councils as authorities as for the purpose of securing any privileges as contract that may promote the interests of the Club;

f) To maintain and conduct a restaurant, dining room, and refreshment booth for the members of the Club and their friends;

g) To further have power to build, promote and conduct bowling alleys, billiards halls, swimming pools, wrestling and boxing matches, game of cards, game of chess and checkers and game of table tennis;

h) To do all things useful or necessary as deemed suitable for the attainment of one or more of the objects herein enumerated of which may be from time to time deemed useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company either as proprietor of or interested in any property;

i) To do all or any of the things herein authorized either alone or in conjunction with others;

j) The powers mentioned in any of the foregoing paragraphs shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Metropole Club Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is Forty thousand dollars ($40,000.00).

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Uuder Secretary of the Province.

4706–o

"Roybell Mines Limited".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Francis Curzon Dobell, Segfried Hinson Read Bush, Anthony Peter Vanier, avocats, Claudia Blanche Turner et Isabel May Bush, sténographes, filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre

"Roybell Mines Limited".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1937, incorporating: Francis Curzon Dobell, Segfried Hinson Read Bush, Anthony Peter Vanier, Advocates, Claudia Blanche Turner and Isabel May Bush, Stenographers, Spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec. for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined,

manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, les vendre ou autrement en disposer:

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, force hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les article 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, de marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou, par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiements de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou cette compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation:

Il est ordonné et déclaré que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Roybell Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar $(1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4707 Sous-secrétaire de la province.

dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephones lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works,

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated.

It is ordained and declared that the shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Roybell Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company, will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4708-o Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Gatineau Power Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 46 et 47, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour d'août, 1937, à la compagnie "Gatineau Power Company" ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Supplementary Letters Patent

"Gatineau Power Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 46 and 47, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1937, to the company "Gatineau Power Company", ratifying a by-law of the company, as follows, to wit:

1. Que le capital-actions autorisé de cette compagnie consistant en deux cent cinquante mille (250,000) actions privilégiées cumulatives à 6% d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et cinq cent mille (500,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinq dollars ($5.00) chacune, la totalité desquelles actions privilégiées et ordinaires étant actuellement en cours et entièrement libérées, soit converti et changé en cent vingt et un mille neuf cent soixante (121,960) actions privilégiées cumulatives à 5% d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et neuf cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre (998,304) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera la somme de $27,500,000.00.

2. Que concurremment avec la dite conversion et le dit changement le capital-actions autorisé de cette compagnie soit et il est par les présentes augmenté par la création de deux millions mille six cent quatre-vingt-seize (2,001,696) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, de sorte que le capital-actions autorisé de la compagnie après la mise en vigueur du règlement précité consistera en cent vingt et un mille neuf cent soixante (121,960) actions privilégiées cumulatives à 5% d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune (ci-après, dans les présentes, désignées "actions privilégiées") et trois millions (3,000,000) d'actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair (ci-après, dans les présentes, désignées comme "actions ordinaires"); et que le capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera la somme de trente-six millions cinq cent vingt-cinq mille quatre cent dollars ($36,525,400.00); sujet à l'augmentation du dit capital-action en vertu des dispositions des présentes et de la Loi des compagnies de Québec et de ses amendements; et que les actions ordinaires pourront être émises et réparties pour la considération, moyennant les termes et conditions, et à telles périodes de la manière que les directeurs pourront déterminer par résolution.

3. Que les actions privilégiées et les actions ordinaires porteront et seront sujettes respectivement aux droits, priorités, privilèges, restrictions, limitations, termes et conditions qui suivent, à savoir:

(*a*) Les porteurs d'actions privilégiées enregistrées auront droit de recevoir à même les surplus ou à même les revenus ou profits de la compagnie, lorsque et de la manière déclarés par les directeurs de la compagnie, des dividendes au taux de cinq pour cent (5%) par année et pas davantage sur le montant dans le temps versé sur icelles, les dits dividendes commençant à courir à compter du 1er janvier, 1938, et seront cumulatifs de la dite date, qu'ils aient été gagnés ou non, et seront payables lorsque et de la manière déclarés, en versements trimestriels les premiers jours d'avril, juillet, octobre et janvier de chaque année, le premier versement des dits dividendes étant celui se rapportant au trimestre finissant le 31 mars, 1938, lequel deviendra payable, s'il est déclaré, le premier jour d'avril 1938, et aussi longtemps qu'il y aura des actions privilégiées en cours, les dividendes ne seront pas payés ou déclarés sur les actions ordinaires avant le premier jour de janvier, 1938, et les dividendes ne seront pas déclarés ou payés sur les actions ordinaires à compter de ou après le premier jour de janvier, 1938, à moins que tous les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées en rapport avec tous les trimestres précédents et en rapport avec le trimestre alors en cours auront été ou seront payés ou déclarés et mis de côté et la balance de crédit

1. That the authorized capital stock of this Company consisting of Two hundred and fifty thousand (250,000) 6% Cumulative Preferred Shares of the par value of One hundred dollars ($100) each and Five hundred thousand (500,000) Common Shares of the par value of Five dollars ($5.) each, all of which Preferred and Common Shares are presently outstanding and fully paid, be converted and changed into One hundred and twenty-one thousand nine hundred and sixty (121,960) 5% Cumulative Preferred Shares of the par value of One hundred dollars ($100) each and Nine hundred and ninety-eight thousand three hundred and four (998,304) Common Shares without nominal or par value, and the capital with which the Company shall carry on business shall be the sum of $27,500,000.00.

2. That concurrently with the said conversion and change the authorized capital stock of this Company be and it is hereby increased by the creation of Two million and one thousand six hundred and ninety-six (2,001,696) Common Shares without nominal or par value so that the authorized capital stock of the Company after giving effect to the foregoing shall consist of One hundred and twenty-one thousand nine hundred and sixty (121,960) 5% Cumulative Preferred Shares of the par value of One hundred dollars ($100) each (hereinafter referred to as "preferred shares") and Three million (3,000,000) Common Shares without nominal or par value (hereinafter referred to as "Common Shares"); and that the capital with which the Company shall carry on business shall be the sum of Thirty-six million five hundred and twenty-five thousand four hundred dollars ($36,525,400.); subject to the increase of such capital stock under the provisions hereof and of the Quebec Companies' Act and amendments; and that the common shares may be issued and allotted for such consideration, upon such terms and conditions, and at such times and in such manner as the Directors may by resolution determine.

3. That the preferred shares and common shares shall respectively carry and be subject to the following rights, priorities, privileges, restrictions, limitations, terms and conditions, that is to say:

(*a*) The holders of record of the preferred shares shall be entitled to receive, out of the surplus or out of the earnings or profits of the Company, when and as declared by the directors of the Company, dividends at the rate of five per cent. (5%) per annum and no more on the amount for the time being paid up thereon, such dividends to accrue only from and after January 1, 1938, and be cumulative from said date whether or not earned, and to be payable, as and when so declared, in quarterly instalments on the first days of April, July, October and January in each year, the first instalment of such dividends, being that in respect of the quarter ending on March 31, 1938, to become payable, if so declared, on the first day of April, 1938; and, so long as there are any preferred shares outstanding, dividends shall not be declared or paid upon the common shares prior to the first day of January, 1938, and dividends shall not be declared or paid upon the common shares on or after said first day of January, 1938, unless all cumulative dividends upon the preferred shares in respect of all previous quarters and in respect of the then current quarter shall have been or shall be paid or declared and set apart and the credit remaining to surplus availiable for dividends after payment of dividends on the common shares would be at

du surplus disponible pour les dividendes après le paiement des dividendes sur les actions ordinaires serait au moins égale aux exigences d'une année de dividendes sur toutes les actions privilégiées en cours.

(*b*) La compagnie aura le droit à son gré en aucun temps et de temps à autre et sans avis de racheter la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées en achetant les dites actions sur le marché ou par contrat privé au plus bas prix pour lequel, dans l'opinion des directeurs, les dites actions peuvent être obtenues, mais à un prix n'excédant pas le prix de rachat d'icelles ci-après dans les présentes spécifié. A compter de la date du dit achat de toutes telles actions privilégiées, elles seront considérées comme ayant été rachetées et ne seront pas ré-émises.

(*c*) La compagnie pourra aussi, sur résolution des directeurs en aucun temps racheter la totalité ou de temps à autre racheter les actions privilégiées alors en cours, en donnant avis de la manière ci-après, dans les présentes mentionnée en payant le prix de rachat, viz: cent dix dollars ($110.) avec en plus un montant égal au total des dividendes cumulatifs à la date du rachat alors impayés, qu'ils aient été gagnés ou déclarés ou non. Si moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours sont rachetées le dit rachat sera fait par tirage au sort moyennant les réglementations raisonnables qui pourront être prescrites par résolution des directeurs. La compagnie devra, au moins soixante jours avant la date fixée pour le rachat, donner avis par écrit à chaque personne, qui à la date du dit avis est enregistrée comme porteur de toutes actions privilégiées à être ainsi rachetées, de l'intention de la compagnie de les racheter. Le dit avis sera donné en l'expédiant par la malle par lettre recommandée affranchie adressée au porteur enregistré à la dernière adresse du dit porteur telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie, ou dans le cas ou l'adresse du dit porteur ne serait pas inscrite, alors à la dernière adresse connue du dit porteur. Le dit avis énoncera le nombre d'actions privilégiées à être ainsi rachetées détenues par la personne à laquelle il est adressé. Le dit avis énoncera aussi la date à laquelle le dit rachat aura lieu, et, à la date ou après la date ainsi mentionnée pour le rachat, la compagnie paiera ou fera payer aux porteurs enregistrés des actions privilégiées à être ainsi rachetées, le prix de rachat sur présentation et remise, au bureau-chef de la compagnie ou à tout autre endroit qui sera désigné dans le dit avis, des certificats pour les dites actions ainsi appelées pour rachat. Les certificats pour les dites actions seront alors annulés et le rachat des dites actions représentées par iceux sera alors complété. Si moins que la totalité des actions privilégiées représentées par un certificat quelconque doivent être rachetées un nouveau certificat pour la balance sera émis. A compter de la date mentionnée dans tout tel avis les actions privilégiées appelées pour rachat cesseront d'avoir droit aux dividendes et les porteurs d'icelles n'auront pas droit d'exercer aucun des droits d'actionnaires en rapport avec icelles à moins que le paiement du prix de rachat n'aurait pas été fait par la compagnie sur présentation et remise des certificats conformément aux dispositions précédentes; pourvu, cependant, que la compagnie ait le droit d'inclure dans le dit avis un état que les deniers requis pour le paiement du prix de rachat seront déposés à une date mentionnée, antérieure ou à la date du rachat, à une banque à charte spécifiée ou une compagnie de fiducie (qui aura un bureau dans la cité de Montréal, Québec,

least equal to one year's dividend requirements on all preferred shares then outstanding.

(*b*) The Company shall have the right at its option at any time and from time to time and without notice to redeem all or any part of the preferred shares by purchasing any of such shares in the open market or by private contract at the lowest price for which, in the opinion of the directors, such shares are obtainable but at not exceeding the redemption price thereof hereinafter specified. From and after the date of such purchase of any such preferred shares they shall be regarded as having been redeemed and shall not be re-issued.

(*c*) The Company may also on resolution of the directors at any time redeem all or from time to time redeem any of the preferred shares then outstanding, upon giving notice as hereinafter provided on payment of the redemption price, viz: one hundred and ten dollars ($110) plus an amount equal to the full cumulative dividends to the redemption date then remaining unpaid, whether or not earned or declared. If less than all the outstanding preferred shares are to be redeemed such redemption shall be made by lot under such reasonable regulations as may be prescribed by resolution of the directors. The Company shall, at least sixty days prior to the date fixed for redemption, give notice in writing to each person who at the date of the giving of such notice is the registered holder of any of the preferred shares so to be redeemed of the intention of the Company to redeem the same. Such notice shall be given by posting the same in a prepaid registered letter addressed to the registered holder at the last address of such holder appearing on the books of the Company, or in the event of the address of any such holder not so appearing then to the last known address of such holder. Such notice shall set out the number of preferred shares so to be redeemed held by the person to whom it is addressed. Such notice shall also set out the date on which such redemption is to take place, and, on or at any time after the date so specified for redemption, the Company shall pay or cause to be paid to the registered holders of preferred shares so to be redeemed the redemption price on presentation and surrender, at the head office of the Company, or at such other place as may be designated in such notice, of the certificates for such shares so called for redemption. The certificates for such shares shall thereupon be cancelled and the redemption of the shares thereby represented shall thereupon be completed. If less than all of the preferred shares represented by any certificate is to be redeemed a new certificate for the remainder shall be issued. From and after the date specified in any such notice the preferred shares called for redemption shall cease to be entitled to dividends and the holders thereof shall not be entitled to exercise any of the rights of shareholders in respect thereof unless payment of the redemption price shall not be made by the Company upon presentation and surrender of the certificates in accordance with the foregoing provisions; provided, however, that the Company may include in such notice a statement that the money required for the payment of the redemption price will be deposited at a specified date, prior to or on the date of redemption, with a specified chartered bank or trust company (which shall have on office in the City of Montreal,

et qui aura un capital et des surplus d'au moins $1,000,000) en fiducie pour le bénéfice des porteurs des actions privilégiées ainsi appelées pour rachat, et après avis donné de la manière précitée, à compter de tel dépôt, tous les droits des porteurs d'actions privilégiées ainsi appelées pour rachat comme actionnaires de la compagnie cesseront et prendront fin, et les porteurs des dites actions privilégiées devront se faire payer le prix de rachat seulement à même les fonds ainsi déposés, et dans aucun cas par la compagnie, à moins que les fonds ainsi déposés ne soient pas disponibles à la date du rachat. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit à aucun intérêt accordé par le dit dépositaire sur les fonds ainsi déposés, mais le dit intérêt sera payé à la compagnie.

(*d*) Dans le cas de toute liquidation, faillite, dissolution, ventilation ou réorganisation par fusion, ou autrement, de la compagnie, soit volontaire ou involontaire, aucun et tous les biens disponibles pour distribution aux actionnaires privilégiés et ordinaires seront payés et distribués dans l'ordre suivant de priorité:

Premièrement: En remboursant en entier le capital versé sur les actions privilégiées, avec ensemble une prime de dix pour cent (10%) sur icelles, et un montant égal au total des dividendes cumulatifs jusqu'à la date du dit remboursement alors en souffrance, qu'ils aient été gagnés ou déclarés ou non, et s'il y en a pas suffisamment, alors proportionnellement aux porteurs des actions privilégiées;

Deuxièmement: Toute la balance des dits biens sera distribuée proportionnellement en proportion des actions qu'ils détiennent entre les porteurs des actions ordinaires.

(*e*) Sauf tel que prévu ci-après dans ce paragraphe et dans le paragraphe (*g*) de ces dispositions, les porteurs d'actions privilégiées n'auront aucun droit de vote quelconque et n'auront pas droit de recevoir avis ni d'assister à toute assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la compagnie. Si et lorsque et aussi longtemps que les dividendes cumulatifs courus, à compter du 1er janvier, 1938, et ayant une valeur globale d'au moins cinq pour cent (5%) sur le montant versé sur les actions privilégiées dans le temps en cours, sont en souffrance, les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir avis de toutes les assemblées des actionnaires et auront droit de donner un vote pour chaque action privilégiée entièrement libérée détenue par eux respectivement sur toutes choses soumises au vote aux dites assemblées.

(*f*) Les actions privilégiées ne seront pas susceptibles d'être annulées ou réduites en raison de perte ou de dépréciation des biens de la compagnie.

(*g*) Les dispositions précédentes concernant les actions privilégiées ou une partie quelconque d'icelles pourront, sujet aux autres dispositions de ce paragraphe (*g*), être révoquées, changées, modifiées, amendées ou amplifiées par un règlement de la compagnie sanctionné et approuvé par le vote favorable des porteurs d'au moins les deux-tiers en valeur des actions privilégiées alors émises et en cours à une assemblée générale spéciale des porteurs des dites actions privilégiées dûment convoquée dans le but de considérer le dit règlement et dans la suite confirmé par lettres patentes supplémentaires;

Pourvu que nulle telle sanction ou approbation des porteurs d'actions privilégiées ne soit requise pour édicter tout règlement tous ou règlements de la compagnie pour augmenter le capital-actions autorisé de la compagnie jusqu'à concur-

Quebec, and shall have a capital and surplus of at least $1,000,000) in trust for the benefit of the holders of the preferred shares so called for redemption, and notice having been given as aforesaid, from and after such deposit, all rights of the holders of the preferred shares so called for redemption as shareholders of the Company shall cease and determine, and the holders of such preferred shares shall look for payment of the redemption price only to the funds so deposited, and in no event to the Company, unless the funds so deposited shall not be available on the redemption date. The holders of such preferred shares shall not be entitled to any interest allowed by such depositary on funds so deposited, but any such interest shall be paid to the Company.

(*d*) In the event of any liquidation, bankruptcy, dissolution, winding-up or reorganization by amalgamation or otherwise of the Company, whether voluntary or involuntary, any and all assets available for distribution to the preferred and common shareholders shall be paid and distributed in the following order of priority:

First: In repayment in full of the capital paid upon the preferred shares, together with a premium of ten per cent (10%) thereon, and an amount equal to full cumulative dividends to the date of such repayment then remaining, whether or not earned or declared, and if not sufficient, then ratably to the holders of the preferred shares;

Second: All the remainder of such assets shall be distributed ratably in proportion to their holdings among the holders of the common shares.

(*e*) Save as hereinafter in this paragraph and in paragraph (*g*) of these provisions provided, the holders of the preferred shares shall have no voting rights whatsoever and shall not be entitled to notice of or to attend any general or special meeting of shareholders of the Company. If and whenever and so long as cumulative dividends accruing from and after January 1, 1938, and aggregating at least five per cent. (5%) on the amount paid up on the preferred shares for the time being outstanding shall be in arrears, the holders of such preferred shares shall be entitled to notice of all shareholders' meetings and shall be entitled to cast one vote for each fully paid preferred share held by them respectively upon all matters submitted to a vote thereat.

(*f*) The preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the Company's assets.

(*g*) The foregoing provisions respecting the preferred shares or any part thereof may, subject to the further provisions of this pragraph (*g*), be repealed, altered, modified, amended or amplified by a by-law of the Company sanctioned and approved by the favorable vote of the holders of at least two-thirds in value of the preferred shares then issued and outstanding at a special general meeting of the holders of such preferred shares duly called for the purpose of considering such by-law and thereafter confirmed by Supplementary Letters Patent;

Provided that no such sanction or approval by holders of preferred shares shall be required for the making of any by-law or by-laws of the Company for increasing the authorized capital stock of the Company to the extent of not more

rence de pas plus d'un montant global de cent vingt-huit mille quarante (128,040) actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune ayant droit à tel taux de dividende et à tel prix de rachat que les directeurs déclareront, par résolution, dans leur opinion, être dans l'intérêt de la compagnie et ayant rang tant qu'au capital et dividende, dans une liquidation ou autre disposition, *pari passu* avec les actions privilégiées et aussi portant et étant sujettes à tels autres droits, priorités, privilèges, restrictions, limitations, termes et conditions qui seront énoncés dans le dit règlement ou les dits règlements;

Pourvu de plus que les dites cent vingt-huit mille quarante (128,040) actions privilégiées additionnelles ou une partie quelconque d'icelles pourront être émises de temps à autre seulement si, pour douze mois consécutifs des quinze mois précédant immédiatement le mois dans lequel les actions additionnelles seront émises, les revenus nets (tel que ci-après, dans les présentes définis) de la compagnie tel que certifiés par le trésorier de la compagnie et dans l'opinion des directeurs, auront été au moins égal à un montant une fois et demie le montant requis pour le paiement des dividendes pour une année sur le total de toutes les actions privilégiées qui seront en cours après l'émission des dites actions additionnelles. Pour les fins précitées les "revenus nets" de la compagnie seront établis en déduisant du total des revenus de la compagnie pour la période en question (*i*) toutes les dépenses d'opération de la compagnie pour la dite période, y compris tous les salaires et autres dépenses d'administration, l'entretien courant et les réparations courantes, loyers, taxes (excepté les taxes sur les profits et le revenu) et les charges d'assurance (*ii*) les charges d'intérêt pour la dite période sur toutes les créances de la compagnie en cours à la fin de la dite période autres que (*x*) les créances qui seront acquittées avec le produit des actions privilégiées additionnelles qui seront émises et (*y*) les créances dont l'intérêt est payable seulement à même le revenu calculé après la déduction des charges d'intérêt sur les obligations de la corporation portant intérêt (*iii*) les réserves et charges de la compagnie pour la dite période pour la dépréciation et l'amortissement faites à même le revenu.

Pourvu de plus que rien de contenu ci-dessus dans les présentes ne sera interprété de manière à faire supposer qu'un porteur d'actions privilégiées ait droit comme tel, à moins que dans le temps il ait droit de voter en vertu des dispositions du paragraphe (*e*) de ces dispositions, de voter, ou que le vote des porteurs d'actions privilégiées soit requis pour, l'approbation de tout règlement de la compagnie concernant l'exercice de tous ou de chacun des pouvoirs mentionnés dans l'article 67 de la Loi des compagnies de Québec, ou pour l'approbation de tout règlement de la compagnie convertissant une partie quelconque des actions ordinaires en toute autre classe ou classes d'actions, si le dit règlement ne révoque, ne change, ne modifie, n'amende ou n'amplifie pas les dispositions précédentes concernant les actions privilégiées, ou pour l'approbation de tout règlement subdivisant ou fusionnant les actions ordinaires ou l'une quelconque d'icelles.

(*h*) A toutes assemblées des actionnaires de la compagnie les porteurs d'actions ordinaires auront droit de donner un vote pour chaque action ordinaire détenue par eux respectivement.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4711 Sous secrétaire de la Province.

than an aggregate of one hundred and twenty-eight thousand and forty (128,040) additional shares of preferred stock of the par value of one hundred dollars ($100) each carrying such dividend rate and redemption price as the directors shall by resolution declare, in their judgment, to be advisable in the interests of the Company and ranking as the capital and dividends, on liquidation and otherwise, *pari passu* with the preferred shares and also carrying and subject to such other rights, priorities, privileges, restrictions, limitations, terms and conditions as shall be set out in such by-law or by-laws;

Provided further that said One hundred and twenty-eight thousand and forty (128,020) additional shares of preferred stock or any part thereof may be issued from time to time only if, for twelve consecutive months out of the fifteen months next preceding the month in which the additional shares are to be issued, the net earnings (as hereinafter defined) of the Company as certified by the Treasurer of the Company and in the judgment of the Directors, shall have been at least equal to an amount one and one half times the amount required for the payment of dividends for one year on the total of all shares of preferred stock to be outstanding after the issue of such additional shares. For the purposes of the foregoing "net earnings" of the Company shall be ascertained by deducting from the total revenues of the Company for the period in question (*i*) all operating expenses of the Company for such period, including therein all salaries and other administration expenses, current maintenance and repairs, rentals, taxes (except profits and income taxes) and insurance charges (*ii*) interest charges for such period on all indebtedness of the Company outstanding at the end of such period other than (*x*) indebtedness to be retired with the proceeds of the additional shares of preferred stock to be issued and (*y*) indebtedness the interest on which is payable only out of income calculated after the deduction of interest charges on firm interest bearing obligations, and (*iii*) reserves and charges of the Company for such period for depreciation and amortization made against earnings.

Provided further that nothing hereinbefore contained shall be construed to imply that any holder of preferred shares shall be entitled as such, unless at that time entitled to vote under the provisions of paragraph (*e*) of these provisions, to vote for, or that the vote of holders of the preferred shares shall be required for, the approval of any by-law of the Company relating to the exercise of all or any of the powers referred to in Section 67 of the Quebec Companies' Act, or for the approval of any by-law of the Company converting any of the common shares into any other class or classes of shares, if such by-law does not repeal, alter, modify, amend or amplify the foregoing provisions regarding the preferred shares, or for the approval of any by-law subdividing or consolidating the common shares or any of them.

(*h*) At all meetings of shareholders of the Company the holders of the common shares shall be entitled to cast one vote for each common shares held by them respectively.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4712-o Under Secretary of the Province.

"Constant Manufacturing Co.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huitième jour d'août, 1937, changeant le nom de la compagnie "Pekar-Constant, Manufacturing Co.", en celui de "Constant Manufacturing Co."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,
4709-o Sous-secrétaire de la Province.

"Constant Manufacturing Co.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, Articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S.Q., 1925, bearing date the eighteenth day of August, 1937, changing the name of the company "Pekar-Constant Manufacturing Co." to that of "Constant Manufacturing Co.".

Dated at the Office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of August 1937.

JEAN BRUCHESI,
4710 Under Secretary of the Province.

"Laboratoires St-Hubert Limitée. St. Hubert Laboratories Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivant s'il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'août 1937, changeant le nom de la compagnie "Laboratoires St-Laurent Limitée—St. Lawrence Laboratories Limited" en celui de "Laboratoires St-Hubert Limitée—St. Hubert Laboratories Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,
4713-o Sous secretaire de la Province.

"Laboratoires St-Hubert Limitée. St. Hubert Laboratories Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1937, changing the name of the company "Laboratoires St-Laurent Limitée—St. Lawrence Laboratories Limited", to that of "Laboratoires St-Hubert Limitée—St. Hubert Laboratories Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,
4714 Under Secretary of the Province.

Vente pour taxes municipales

CITÉ DE SOREL

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à dix heures de l'avant-midi, mardi, le septième jour de septembre prochain, en la salle publique de l'hôtel de ville de la cité de Sorel pour satisfaire au paiement des taxes municipales, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente.

Sale for municipal taxes

CITY OF SOREL

Public notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter described will be sold at public auction, at ten o'clock in the morning, Tuesday, the seventh day of September next, at the public hall of the City-Hall of the City of Sorel, to satisfy to the payment of municipal taxes with interests and costs incurred, unless the said taxes, interests and cost be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Nos. du cadastre Cadastral Nos.	Montant dû Amount due
Bélisle, Albert	159	$ 143.20
Blanchard, Hector	989	146.30
Chevrette, Norman	834	191.15
Cournoyer, Damase	87	112.95
Dufault, Albert	p. 542	218.80
Ethier, Pierre Paul	p. 328, p. 322	201.50
Ferland, Noel	p. 646	360.25
Guévremont, Auguste	p. 328	181.80
Joubert, Alexandre	p. 74	273.75
Laforest, Jean-Baptiste	p. 1109	144.30
Lamothe, Ovide, père, Sr. (succ.-Estate)	p. 21, p. 1030	364.25
Lamothe, Ovide, fils-Jr	p. 1131, p. 1132	141.40
Magnan, Adélard	p. 156	133.40
Rabouin, Oliva, Vve. de (widow of) M. Marineau	p. 68	94.80
Mongeau, Delphis	p. 302, 30 de (of) 280	155.05
Niquette, Georges	2 de (of) 37	97.80
Plante, Georges, (Succ.-Estate)	p. 23	106.80
Roy, Joseph	p. 38, p. 39	97.75
Salvail, Omer	p. 44	94.25
Paul, Eliza, vve. de (widow of) J. A. Mathieu	537, 550	490.90

Donné à Sorel, en l'hôtel de ville, ce 27 juillet, 1937.

Le greffier de la cité,
4455—34-3-o A. O. CARTIER.

Given at Sorel, in the City-Hall, this 27th July, 1937.

A. O. CARTIER,
4456—34-3-o City Clerk.

Canada
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

L. DESILETS, *Assistant-Procureur-Général-Suppléant.*

ATTENDU que la Loi des cités et villes décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger par lettres patentes, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU que le conseil de la municipalité du village St-Joseph de Grantham, dans le district électoral de Drummond, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 5 octobre 1936, Nous a présenté une requête demandant que le territoire de la dite municipalité du village St-Joseph de Grantham soit érigé, par Nos lettres patentes, en municipalité de ville, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que la dite requête contient toutes les énonciations requises par la Loi des cités et villes, et que les formalités prescrites par cette loi ont été rmplies;

ATTENDU que la population de la municipalité du village St-Joseph de Grantham établie par le recensement fait conformément à la loi, est de quatre mille sept cent cinquante et une âmes.

A CES CAUSES de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 14 août 1937, Nous avons érigé et par les présentes érigeons la municipalité du village St-Joseph de Grantham, dans le district électoral de Drummond, en municipalité de ville, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes;

Le nom de la municipalité présentement érigée est "ville Saint-Joseph de Grantham".

La "ville Saint-Joseph de Grantham" comprendra un territoire situé dans le canton de Grantham, dans le comté de Drummond, et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: Partant du point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des lots numéros 153 et 156 du 3ième rang, du cadastre officiel du canton de Grantham, avec la ligne nord-est du chemin de front du 3ième rang divisant les 2ième et 3ième rangs du dit canton de Grantham; de là, en référence au cadastre officiel du dit canton de Grantham, passant successivement par les lignes suivantes; la dite ligne nord-est du chemin du 3ième rang en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots originaires 141 et 144, le dit prolongement, la dite ligne et son prolongement à travers le numéro 142A (emprise du chemin de fer Pacifique Canadien) jusqu'à la ligne est du lot de subdivision 141-1, cette dernière ligne, les lignes nord des lots de subdivision 141-2, 144-12, 144-13, 144-15, 144-32, 144-39 et 144-52, la

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

L. DESILETS *Acting-Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the Cities' and Towns' Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may erect by Letters Patent, after the compliance of the formalities prescribed, the territory of a Village Municipality into a Town Municipality, if it contains a population of no less than two thousand souls;

WHEREAS the Council of the Municipality of the Village of St-Joseph de Grantham, in the electoral district of Drummond, pursuant to a resolution duly adopted at its meeting of October 5, 1936, has presented a petition unto Us requesting that the territory of the said Village of the Municipality of St-Joseph de Grantham be erected, by Our Letters Patent, into a Town Municipality, pursuant to the provisions of the Cities' and Towns' Act;

WHEREAS the said petition contains all the allegations required by the Cities' and Towns' Act, and that the formalities prescribed by the said Act have been fulfilled;

WHEREAS the population of the Municipality of the Village of St-Joseph de Grantham established by the census made in conformity with the Law, is four thousand seven hundred and fifty one souls;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated August 14, 1937, We have erected and do hereby erect the Municipality of the Village of St-Joseph de Grantham, in the electoral district of Drummond, into a Town Municipality, pursuant to the provisions of the Cities' and Towns' Act;

The name of the Municipality presently erected is "Town of Saint-Joseph de Grantham".

The "Town of Saint-Joseph de Grantham" shall consist of a territory situate in the township of Grantham, in the county of Drummond, and whereof the limits are described as follows; namely: Starting at the point of intersection of the prolongation of the divisional line of lots numbers 153 and 156 of the 3rd range, of the official cadastre of the township of Grantham, with the northeast line of the front road of the 3rd range dividing the 2nd and 3rd ranges of the said township of Grantham; thence, with reference to the official cadastre of the said township of Grantham, passing successively by the following lines: the said northeast line of the road of the 3rd range running southeasterly to the prolongation of the divisional line of original lots 141 and 144, the said prolongation, the said line and its prolongation across number 142A (right of way of the Canadian Pacific Railway) to the east line of subdivision lot 141-1, this latter line, the north lines of subdivision lots 141-2, 144-12, 144-13, 144-15, 144-32, 144-39 and 144-52, the

ligne est du lot de subdivision 144-57 (une rue), les lignes sud-est des lots de subdivision 144-358, 144-359 et 144-360, les lignes sud-est et sud-ouest du lot de subdivision 144-361, les lignes sud-est et sud-ouest du lot de subdivision 144-362 (une rue), les lignes sud-ouest des lots de subdivision 144-372, 144-371, 144-370, 145-268, 145-269, 145-270, 145-280, 145-281, 145-282 et le prolongement de cette dernière jusqu'à la ligne séparative des lots originaires numéro 145 et 147, cette dernière ligne en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot de subdivision 147-22, le dit prolongement, la dite ligne et les lignes sud-ouest des lots de subdivision 147-21, 147-20 et 147-19, les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot de subdivision 147-18 jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot de subdivision 147-92, le dit prolongement et la dite ligne sud-ouest du lot de subdivision 147-92 jusqu'à son point d'intersection avec la ligne sud-est du lot numéro 142B (emprise du chemin de fer Pacifique Canadien), de ce point une ligne droite traversant le dit lot numéro 142B jusqu'au point d'intersection de la ligne nord-ouest du dit lot numéro 142B avec la ligne sud-ouest du lot de subdivision 149-10, de ce dernier point les lignes sud-ouest des lots de subdivision 149-10, 149-9, 149-8, 149-7, 149-6, 149-5, 149-4, 149-3, 149-2, et 149-1, jusqu'au sommet de l'angle sud du lot originaire 150, la ligne sud-ouest du dit lot originaire 150 et son prolongement à travers les lots 152 (emprise du chemin de fer Canadien National) et 153 jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 153 et 156, enfin cette dernière ligne en allant vers le nord-est et son prolongement jusqu'au point de départ; la dite "Ville Saint-Joseph de Grantham" comprendra tous les lots originaires et leurs subdivisions, les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, cours d'eau ou parties d'iceux comprises dans les limites ci-dessus décrites.

La "Ville Saint-Joseph de Grantham" sera divisée en deux quartiers désignés et décrits comme suit:

QUARTIER No. 1.

Comprenant toute la partie de la "Ville Saint-Joseph de Grantham" située au nord-ouest de la délimitation suivante, à savoir: Partant du point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des lots originaires 147 et 148 du cadastre officiel du canton de Grantham avec la ligne nord-est du chemin de front du 3ième rang; de là, en allant vers le sud-ouest le dit prolongement et la dite ligne se prolongeant entre les lots originaires 147 et 149 jusqu'à la ligne sud-est du lot No 142B (emprise du chemin de fer Pacifique Canadien), de ce point une ligne droite traversant le dit lot No 142B jusqu'au point d'intersection de la ligne nord-ouest du dit lot No 142B avec la ligne sud-ouest du lot de subdivision 149-10.

QUARTIER No 2.

Comprenant toute la partie de la "Ville Saint-Joseph de Grantham" située au sud-est de la délimitation ci-dessus décrite pour le quartier numéro 1.

Le conseil de la dite municipalité sera composé d'un maire et de six échevins, trois échevins représentant chaque quartier.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concer-

east line of subdivision lot 144-57 (a street), the southeast lines of subdivision lots 144-358, 144-359 and 144-360, the southeast and southwest lines of subdivision lot 144-361, the southeast and southwest lines of subdivision lot 144-362 (a street), the southwest lines of subdivision lots 144-372, 144-371, 144-370, 145-268, 145-269, 145-270, 145-280, 145-281, 145-282 and the prolongation of the latter to the divisional line of original lots number 145 and 147, this latter line running southwesterly to the prolongation of the southwest line of subdivision lot 147-22, the said prolongation, the said line and the southwest lines of subdivision lots 147-21, 147-20 and 147-19, the southwest and northwest lines of subdivision lot 147-18 to the prolongation of the southwest line of subdivision lot 147-92, the said prolongation and the said wouthwest line of subdivision lot 147-92 to its point of intersection with the southeast line of lot number 142B (the right of way of the Canadian Pacific Railway), from this point a straight line crossing said lot number 142B to the point of intersection of the northwest line of said lot number 142B with the southwest line of subdivision lot 149-10, from this latter point the southwest lines of subdivision lots 149-10, 149-9, 149-8, 149-7, 149-6, 149-5, 149-4, 149-3, 149-2, and 149-1, to the summit of the south corner of original lot 150, the southwest line of said original lot 150 and its prolongation across lots 152 (the right of way of the Canadian National Railway) and 153 to the divisional line of original lots 153 and 156, finally this latter line running northeasterly and its prolongation to the point of departure; the said "Town of Saint-Joseph de Grantham" shall comprise all the original lots and their subdivisions, roads, streets, lanes, railway rights of way, water courses or parts thereof comprised within the hereinabove described limits.

The "Town of Saint-Joseph de Grantham" shall be divided into two Wards designated and described as follows:

WARD No. 1.

Comprising all that part of the "Town of Saint-Joseph de Grantham" situate northwest of the following boundary, namely: Starting at the point of intersection of the prolongation of the divisional line of original lots 147 and 148 of the official cadastre of the township of Grantham with the northeast line of the front road of the 3rd range; thence running southwesterly the said prolongation and the said line extending between original lots 147 and 149 to the southeast line of lot No. 142B (right of way of the Canadian Pacific Railway), from this point a straight line crossing the said lot No. 142B to the point of intersection of the northwest line of said lot No. 142B with the southwest line of subdivision lot 149-10.

WARD No. 2.

Comprising all that part of the "Town of Saint-Joseph de Grantham" situate southeast of the hereinabove described boundary for Ward No. 1,

The Council of the said Municipality shall be composed of a mayor and six aldermen, three aldermen representing each Ward.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are

ner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-NEUVIEME jour d'AOUT, en l'année mil neuf cent trente-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

4609-o

Canada
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DESILETS, *Assistant-Procureur-Général-Suppléant.*

CONCERNANT la mise en vigueur de la "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Edouard-de Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce". (1 George VI, chapitre 15).

ATTENDU que l'article 4 de la Loi 1 George VI, chapitre 15, décrète que la dite Loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de l'entrée en vigueur de la dite Loi;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du vingt-sept août, 1937, et conformément aux dispositions de l'article 4 de la dite Loi, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la Loi 1 George VI, chapitre 15, intitulée "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Edouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce", soit mise en vigueur à compter du premier septembre, 1937.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce vingt-septième jour d'août,

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this NINETEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty seven and in the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4610

Canada
Province of Quebec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

L. DESILETS, *Acting-Assistant-Attorney-General.*

CONCERNING the putting into force of the "Act to detach certain territory from the municipality of Saint-Edouard-de-Frampton and to annex it to the municipality of Saint-Joseph-de-Beauce" (1 George VI, chapter 15.)

WHEREAS article 4 of the Act 1 George VI, chapter 15 enacts that the said Act shall come into force on such date as it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the coming into force of the said Act;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated August twenty-seventh, 1937, and in conformity with the provisions of article 4 of the said Act, We have enacted an ordered, and do hereby enact and order that the Act 1 George VI, chapter 15, intituled "An Act to detach certain territory from the municipality of Saint-Edouard-de Frampton and to annex it to the municipality of Saint-Joseph-de-Beauce", be put into force on and from the first of September, 1937.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of August,

en l'année mil neuf cent trente-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,

4741-o Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ES.L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

Concernant l'abrogation partielle de la loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière (23 George V, chapitre 26):

L. DÉSILETS, *Assistant-Procureur-Général-Suppléant.*

ATTENDU que l'article 2 de la loi relative au classement et à la vente des produits agricoles, (25-26 George V, chapitre 30) décrète ce qui suit:

"La loi relative aux animaux de ferme et leurs produits (17 George V, chapitre 25, tel modifié par la Loi 18 George V, chapitre 31), et la loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière (23 George V, chapitre 26) de même que les proclamations émanées en vertu desdites lois pourront être révoquées et abrogées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, dans la mesure qu'il jugera nécessaire, et à la date qu'il lui plaira de fixer."

ATTENDU qu'il y a lieu de révoquer et d'abroger une partie de la loi 23, George V, chapitre 26, intitulée "Loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière", savoir, les dispositions se rapportant aux plantes-racines potagères et aux fruits, ainsi que les proclamations émanées en vertu de la dite loi, mettant en vigueur, dans la Province de Québec, des règlements adoptés par les autorités fédérales, et se rapportant aux plantes-racines potagères et aux fruits;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux dispositions de la section 2 de la loi relative au classement et à la vente des produits agricoles, (25-26 George V, chapitre 30) nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, la partie de ladite loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière (23 George V, chapitre 26), se rapportant aux plantes-racines potagères et aux fruits, ainsi que les proclamations émanées en vertu de cette même loi, proclamations mettant en vigueur, dans la Province de Quebec, des règlements adoptés par les autorités fédérales, et se rapportant aux plantes-racines potagères et aux fruits, soient révoquées et annulées.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN:

in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty seven and in the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

4742 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

Respecting the partial repealing of the Act respecting root-vegetables, fruits and the dairy industry (23 George V, Chapter 26).

L. DÉSILETS, *Acting-Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS Article 2 of the Act respecting the grading and sale of agricultural products, (25-26 George V, Chapter 30), enacts as follows:

"The Act respecting Live Stock and Live Stock Products (17 George V, Chapter 25, as amended by the act 18 George V, Chapter 31) and the Act respecting root-vegetables, fruits and the dairy industry (23 George V, Chapter 26) and the proclamations issued in virtue of the said Acts, may be cancelled and repealed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, to the extent that he may deem necessary and on such date as he may be pleased to fix."

WHEREAS it is expedient to cancel and repeal part of the Act 23 George V, Chapter 26, intituled: "An Act respecting root-vegetables, fruits and the dairy industry", to wit: the provisions respecting root-vegetables and fruits and also the proclamations issued in virtue of the said Acts putting into force in the Province of Quebec, the regulations adopted by the Federal authorities and respecting root-vegetables and fruits;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council and pursuant to the provisions of section 2 of the Act respecting the grading and sale of agricultural products, (25-26 George V, Chapter 30), We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that from and after the date of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the part of said Act respecting root-vegetables, fruits and the dairy industry (23 George V, Chapter 26), respecting root-vegetables and fruits, and also the proclamations issued in virtue of said Act, proclamations putting into force, in the Province of Quebec, the regulations adopted by the Federal authorities, and respecting root-vegetables and fruits, be repealed and cancelled.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WIT-

Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. Esioff-Léon Patenaude, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT, en l'année mil neuf cent trente-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

4743-o

NESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY-FIFTH day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-seven, and in the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4744

Bureaux-chefs

CANTIN, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que par Lettres Patentes Supplémentaires émises suivant la Loi des Compagnies de Québec, en date du vingt-trois juillet mil neuf cent trente-sept (1937) le nom de la Compagnie "Les Constructeurs de Québec, Ltée", constituée en corporation par Lettres Patentes émises suivant la Loi des Compagnies de Québec en date du neuf juin mil neuf cent trente-six (1936) et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, district de Québec, a été changé en celui de "Cantin, Limitée" et que la dite Compagnie a établi son bureau au numéro 187 de la rue Saint-Cyrille.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16ième jour d'août, mil neuf cent trente-sept.

Le Président,
HERCULE DANSEREAU.

4717-o

KEYROC (QUEBEC) GOLD MINING COMPANY LIMITED—(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est par le présent donné que la Compagnie "Keyroc (Quebec) Gold Mining Company Limited (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par Lettres Patentes en vertu de la loi des Compagnies Minières de Québec en date le sixième jour de juillet 1937, a établi son Bureau-Chef dans la ville de Rouyn, province de Québec, et que l'assignation à Arthur S. Polley, à Rouyn, de tout bref, bref de sommation, protêt, avis ou autre document sera considérée comme assignation légale à la Compagnie.

Daté à Montréal, ce 14ième jour de juillet, 1937.

Le directeur,
RAYMOND CARON.

4719

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la compagnie T. Douglas Morgan Incorporated, constituée en corporation par Lettres Patentes de la Province en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 18ème jour de janvier, 1937, a établi son bureau-chef à 606, rue Cathcart, Montréal.

Daté à Montréal, ce 30ème jour d'août, 1937.

Le président,
J. F. PRICE.

4731

Chief Offices

CANTIN, LIMITÉE

Notice is hereby given that by Supplementary Letters Patent issued under the Companies' Act of the Province of Quebec, on the twenty-third day of July, Nineteen hundred and thirty-seven (1937) the name of the Company "Les Constructeurs de Québec, Ltée" a company having its head office in the City of Quebec, District of Quebec, has been changed to "Cantin, Limitée", which Company has established its office at No. 187 Saint Cyrille Street.

From and after the date of this notice the said office will be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 16th day of August, Nineteen hundred and thirty-seven.

HERCULE DANSEREAU,
President.

4718-o

KEYROC (QUEBEC) GOLD MINING COMPANY LIMITED—(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Keyroc (Quebec) Gold Mining Company, Limited (No Personal Liability), incorporated by Letters Patent under the Quebec Mining Companies' Act dated the sixth day of July, 1937, has established its Head Office in the town of Rouyn, Province of Quebec and that service upon Arthur S. Polley, at Rouyn of any writ, summons, protest, notice or other document shall be deemed to be sufficient service thereof upon the Company.

Dated at Montreal, this 14th day of July, 1937.

RAYMOND CARON,
Director.

4720-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that T. Douglas Morgan Incorporated, incorporated by Provincial Letters Patent under the Quebec Companies' Act, on the 18th day of January, 1937, has established its Head Office at 606 Cathcart Street, Montreal.

Dated at Montreal, this 30th day of August, 1937.

J. F. PRICE,
President.

4732-o

LAURIN EXPRESS LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que, conformément au règlement numéro 23 des règlements de la compagnie, tel qu'adopté et publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 23 février 1935, Laurin Express Limitée, incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 22 avril 1930 et ayant son bureau-chef en la Cité de Montreal, a établi son bureau au numéro 1205 est de la rue Dorchester, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le bureau-chef de la compagnie sera considéré comme étant à cette adresse.

Daté à Montréal, le 14 mai 1937.

Le secrétaire,
4749-o PAUL GALT MICHAUD.

LAURIN EXPRESS LIMITÉE

Notice is hereby given that, pursuant to By-law number 23 of the By-laws of the company, as adopted and published in the *Quebec Official Gazette* of February 23rd, "Laurin Express Limitée", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, on April 22nd, 1930, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 1205 Dorchester Street East, Montreal.

From and after the date of the present notice, the head office of the company shall be considered as being at the said address.

Dated at Montreal, May 14th, 1937.

PAUL GALT MICHAUD,
4750 Secretary.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, No. 3418.—Dame Eveline Dupont, épouse commune en biens de M. Omer Bernard, cultivateur de la paroisse de St-Dominique, district de St-Hyacinthe, Demanderesse vs Omer Bernard, de la paroisse de St-Dominique, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17 août, 1937.

St-Hyacinthe, ce 31 août, 1937.

Le procureur de la demanderesse,
4729-o GAETAN SYLVESTRE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe, Superior Court, No. 3418.—Dame Eveline Dupont, wife common as to property of Mr. Omer Bernard, farmer, of the Parish of St-Dominique, District of St-Hyacinthe, plaintiff; vs Omer Bernard, of the Parish of St. Dominique, said District, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 17th of August, 1937.

St. Hyacinthe, August 31st, 1937.

GAETAN SYLVESTRE,
4730 Attorney for Plaintiff.

Chartes:—Abandon de

"CENTURY MOTORS LIMITED"

Avis est par les présentes donné que conformément à une résolution des directeurs de la compagnie "Century Motors Ltd., ayant son bureau principal en la cité de Sherbrooke, approuvée unanimement par les actionnaires de la dite compagnie le quinzième jour de juin, 1937, cette dernière s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour lui demander la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi.

Sherbrooke, le 25 août, 1937.

Le procureur de la Compagnie,
4721 CHAS. A. WHITE.

Charters:—Surrender of

CENTURY MOTORS LIMITED

Notice is hereby given that pursuant to a resolution of the Directors of Century Motors Ltd., having its head office in the city of Sherbrooke, unanimously approved by the Shareholders of the said company on the 15th day of June, 1937, the latter will apply to the Lieutenant Governor in Council for leave to surrender its Charter according to law.

Sherbrooke, August 25, 1937.

CHAS. A. WHITE,
4722-o Attorney for the Company.

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie la "Caisse Populaire de Waterloo" a passé une résolution, en date du douzième jour de juin 1937, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la Liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que Messieurs J. H. Poirier, Damien Jolin, Philippe Jolin, tous trois de la Ville de Waterloo, P. Qué., ont été nommés liquidateurs de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,
4723-o Sous-secrétaire de la Province.

Winding up Notice

"Notice is hereby given that the company "Caisse Populaire de Waterloo" has passed a resolution, dated the twelfth day of June 1937, declaring that the affairs of the company shall be voluntarily wound up, that the company shall be dissolved, under the provisions of the Act respecting the voluntary winding up of joint stock companies, and that Messrs. J. H. Poirier, Damien Jolin, Philippe Jolin, all three of the Town of Waterloo, P. Que., have been named liquidators of the said company.

JEAN BRUCHESI,
4724 Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

Québec, 25 août, 1937.

No 1019-37.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Basile station, comté de Portneuf, la partie du lot No 11 du cadastre officiel de St-Basile appartenant à Monsieur Rodolphe Chevalier et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de St-Basile, même comté. 4639-35-2-o

Department of Education

Quebec, August 25, 1937.

No. 1019-37.

Application is made to detach from the school municipality of St- Basile station, county of Portneuf, the part of lot No. 11 of the official cadastre of St. Basile belonging to Mr. Rodolphe Chevalier and to annex the same to the school municipality of the village of St. Basile, same county. 4640-35-2.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Charles-Eugène Gosselin, notaire, demeurant et pratiquant à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire L.-R. Guilbault, en son vivant pratiquant à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Québec, le 18 août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4475—34-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Charles-Eugène Gosselin, notary, residing and practising in Plessisville, judicial district of Arthabaska, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary L. R. Guilbault, in his lifetime practising in Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Quebec, August 18th, 1937

JEAN BRUCHESI,

4476—34-5 Under secretary of the Province.

Avis divers

Avis est donné par les présentes que la St-Regis Paper Co. of Canada Limited, demande la permission au Département des Terres & Forêts de construire un barrage sur la branche ouest de la rivière Godbout pour élever le niveau du lac Aux Sables de 10' au-dessus du niveau des eaux basses. Ce barrage sera construit en bois et sera muni d'une passe migratoire pour le saumon.

Les plans et devis de ce barrage seront déposés au bureau d'enregistrement à Tadoussac et sont visibles à cet endroit.

Québec, 18 août, 1937.

L'ingénieur de la compagnie.

4485—34-4-o ZACHEE LANGLAIS.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the St. Regis Paper Co. of Canada Limited, makes application for leave from the Department of Lands & Forests to construct a dam on the west branch of the Godbout river to raise the level of the lake "Aux Sables" 10' higher than the low water level. This dam will be built in wood and will be supplied with a migratory passageway for salmon.

The plans and specifications for the said dam shall be filed in the Registry office at Tadoussac and may be seen at this place.

Quebec, August 18, 1937.

ZACHEE LANGLAIS,

4486—34-4 Company Engineer.

"GASPE FISH TRANSPORTATION LTD.—TRANSPORT DU POISSON DE GASPE LTEE"

Règlement augmentant à cinq le nombre des Directeurs

Il est proposé par Monsieur J. F. Champoux, secondé par Monsieur J. E. Plante et unanimement résolu que la charte de la compagnie soit amendée de manière à ce que le bureau de direction puisse être composé de cinq directeurs.

Matane, ce quinzième jour de juillet, 1937.

Le secrétaire,

4715-o J. C. BEAUDET.

"GASPE FISH TRANSPORTATION LTD.—TRANSPORT DU POISSON DE GASPE LTEE."

A by-law increasing to five the number of Directors

It is moved by Mr. J. F. Champoux, seconded by Mr. J. E. Plante and unanimously resolved that the charter of the company be amended in such a way that the Board of Directors may be composed of five directors.

Matane; this fifteenth day of July, 1937.

J. C. BEAUDET,

4716 Secretary.

La formation d'une société sous le nom de "The Montreal and District Shoe Repair Employees Union", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le

The formation of an association under the name of "The Montreal and District Shoe Repair Employees Union", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized

secrétaire de la province, en date du vingt-cinquième jour d'août 1937.

Le siège principal de la société sera dans les cité et district de Montréal, au numéro 4256 rue St-Dominique.

JEAN BRUCHESI,
4727-o Sous-secrétaire de la Province.

"RAVARY LIMITEE—(RAVARY LIMITED)"

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires "Ravary Limitée (Ravary Limited)"

Règlement No 21

La Compagnie Ravary Limitée (Ravary Limited) décrète ce qui suit:

"Que le nombre des directeurs de cette dite Compagnie soit et est par les présentes diminué à trois.

Montréal, 22 octobre, 1935.

Le secrétaire
4725-o ROMUALD MANSEAU.

by the Provincial Secretary, dated the twenty-fifth day of August 1937.

The principal place of business of the association will be in the city and district of Montreal, at number 4256 St. Dominique street.

JEAN BRUCHESI,
4728 Under Secretary of the Province.

"RAVARY LIMITEE—(RAVARY LIMITED)"

Extract from the minutes of a special general meeting of the shareholders of "Ravary Limitée—(Ravary Limited)".

By-Law No. 21

The company Ravary Limitée (Ravary Limited) enacts the following:

That the number of directors of the said Company be and is hereby reduced to three.

Montreal, October 22, 1935.

ROMUALD MANSEAU,
4726 Secretary.

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. D-159.462.

Avis public est par les présentes donné que la Cour Supérieure a, par jugement, en date du 12 août, 1937, dans une cause dans laquelle Dame Clarice Monat, épouse commune en biens de Joseph Robert, ce dernier tant en qualité de chef de la communauté que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de Saint-Césaire, district de St-Hyacinthe, et Laura Robert, épouse commune en biens de J. Dollard Brisson, ce dernier tant en sa qualité de chef de la communauté que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de Sainte-Brigide, district d'Iberville, sont demandeurs vs Roméo Auclair, parfumeur, Dame Blanche Auclair, veuve de Ernest Brault, en son vivant des cité et district de Montréal, Laura Auclair, fille majeure et usant de ses droits, Dame Arthémise Monat, épouse séparée de biens de Théophile Auclair, ce dernier pour autoriser ou assister son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Richard Robert, cultivateur, de Saskatoon, Province de Saskatchewan, Raymond Robert, boulanger, de Morinville, Province d'Alberta, Adélard Monat, de l'Etat de Massachusetts, Etats-Unis de l'Amérique, Demoiselle Jeanne Monat, fille majeure, de New York, Etats-Unis, de l'Amérique, Armand Auclair, comptable, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Dame Blanche Auclair et Laura Auclair, sont défenderesses en reprise d'instance. Ordonne la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un lot ayant front sur l'Avenue Laurier, en la Cité d'Outremont, connu et désigné sous le numéro trente-trois (33-39), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la Paroisse de Montréal, ayant vingt-six pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, et plus ou moins, mesure anglaise, moins la partie de ce lot, un pied de large sur toute la profondeur de ce lot qui est contigu au lot No. quarante (40), sujet au droit de passage dans la ruelle en arrière dudit lot qui est commune avec les lots voisins. Avec les maisons portant les numéros civiques 1135 à 1139 Avenue Laurier, Ouest, et les autres bâtisses

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-159.462:

Notice is hereby given that Superior Court, has, by judgment rendered August 12th, 1937, in case, in which, Dame Clarice Monat, wife common as to property of Joseph Robert, this last in his quality of head of the community, and to authorize his said wife for these presents, both of the Saint-Cesaire, district of St-Hyacinthe, and Laura Robert, wife common as to property of J. Dollard Brisson, this last in his quality of head of the community and to authorize his said wife for these presents, both of the Saint Brigide, district of Iberville, are plaintiffs vs Roméo Auclair, perfumer, Dame Blanche Auclair, widow of Ernest Brault, in his lifetime of the city and district of Montreal, Laura Auclair, spinster of full age, Dame Arthemise Monat, wife separated as to property of Theophile Auclair, this last to authorize his wife for these presents all of the city and district of Montreal, Richard Robert, farmer, of Saskatoon, Province of Saskatchewan, Raymond Robert, baker, of Morinville, Province of Alberta, Adélard Monat, of the State of Massachusetts, United States of America, Miss Jeanne Monat, spinster of New York, United States of America, Armand Auclair, accountant, of city and district of Montreal, are defendants and Dame Blanche Auclair and Laura Auclair, are defendants en reprise d'instance. Ordered the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit;

"A lot having front on Laurier Avenue, in the City of Outremont, known and designated under number thirty-three (33-39) of the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, having twenty-six feet wide by eighty-six feet deep, English measure, and more or less, less that part of this lot, one foot wide on all the deepness of this lot adjoining lot number forty, subject to the right of way on the rear of said lot where a common lane is established, part on this lot and part on the neighbouring lots. With house bearing Nos. 1135 to 1139 of Laurier Avenue West and other buildings thereon

ci-dessus érigées et les fixtures électriques des trois logements.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le MARDI CINQUIEME jour d'Octobre, 1937, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à la Chambre No. 31 où toutes autres chambres que l'hon. Juge Président pourra référer, au Palais de Justice en la Cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire, de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication.

Et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forclose du droit de le faire. Un dépôt de $1,500 sera exigé de tous enchérisseurs.

Montréal, le 4 septembre, 1937.

Les procureurs des Demandeurs,
4745—36-2-o NADEAU & LALANDE.

erected and the electric fixtures of the three tenements."

The immoveable hereinabove designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on TUESDAY FIFTH day of OCTOBER 1937, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in the room No. 31 or in all others rooms, that the Hon. Judge, President could refer; at the Court House, in the City of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation shall be filed at the said prothonotary's office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of $1,500.00 will be required of all bidders.

Montreal, September 4th, 1937.

NADEAU & LALANDE,
4746—36-2-o Attorneys of Plaintiffs.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: DAME M. L. MC-ARTHUR, d'Arthabaska, veuve de feu L. O. Pepin, en son vivant, marchand d'Arthabaska, demanderesse; vs MAURICE ST-HILAIRE, autrefois de la paroisse de St-Patrick de Tingwick, et maintenant du village d'Asbestos, défendeur. No 1892.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée au cadastre officiel du canton de Tingwick sous le No. 580. Contenant environ 4 arpents de largeur sur la profondeur du rang. Avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St. Patrick de Tingwick le QUATRIEME jour d'OCTOBRE, 1937, à DIX heures de l'avant midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 30 août, 1937. 4733-36-2-o
[Première publication, le 4 séptembre, 1937]

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: DAME M. L. MC-ARTHUR, of Arthabaska, widow of late L. O. Pepin in his lifetime merchant of Arthabaska, plaintiff; vs MAURICE ST-HILAIRE, heretofore of the parish of St-Patrick de Tingwick, and now of village of Asbestos, defendant. No. 1892.

As belonging to the defendant:

A piece of land known and designated to the official plan of Canton de Tingwick under No. 580. Containing about 4 arpents on the depth of the range. With buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Patrick de Tingwick on the FOURTH day of OCTOBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, August 30th, 1937 4734-36-2-o
[First publication, September 4th., 1937]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 7474 ISIDORE ROBITAILLE, ET AL, demandeurs; vs NAPOLEON LEDUC, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un emplacement connu et désigné comme étant la partie non subdivisée du lot numéro quatre (4) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 7474 ISIDORE ROBITAILLE, ET AL, plaintiffs; vs NAPOLEON LEDUC, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

An emplacement known and designated as being the unsubdivided part of lot number four (4) on the official plan and book of reference of

de Salaberry-de-Valleyfield—avec les bâtisses dessus construites; à distraire cependant du dit emplacement un terrain ou emplacement faisant partie de cette partie non subdivisée du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro quatre (Pt. No 4) mesurant le dit terrain cinquante pieds de largeur sur la rue Salaberry par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: En front, par la rue Salaberry, à l'arrière et d'un côté par des parties du dit lot numéro quatre, et de l'autre côté par la propriété d'Edouard Hébert, étant le lot numéro neuf de la subdivision numéro cinq, avec une maison en brique dessus construite.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dit district, MERCREDI, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1937 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée.)

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-B. DE REPENTIGNY.
Salaberry-de-Valleyfield, ce 9 août, 1937.
[Deuxième publication, 4 septembre, 1937]
4383-33-2-o

the town of Salaberry de Valleyfield—with the buildings thereon erected; to be deducted however from the said emplacement a lot of land or emplacement forming part of the said unsubdivided part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, under number four (Pt. No. 4) measuring the said lot of land fifty feet in width on Salaberry Street by ninety feet in depth—English measure, and bounded as follows: In front by Salaberry Street, in rear and on one side by parts of said lot number four, and on the other side by the property of Edouard Hébert, being lot number nine of subdivision number five, with a brick house thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Salaberry de Valleyfield, said district, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, 1937, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

J. B. DE REPENTIGNY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, August 9th, 1937.
[Second publication, September 4th, 1937]
4384-33-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

CANADA, Province de Québec, No. 845 } HENRI CODERRE, demandeur, vs EUGENE BIGRAS, *et al.*, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

Un terrain sis et situé dans le Canton de Roxton, District de Bedford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit Canton sous le Numéro six cent huit (608), avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Paroisse de St-Jean-Baptiste de Roxton, à Roxton-Falls, dit District, le SIXIEME jour d'OCTOBRE, 1937, à DIX heures de l'avant midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, "W. FREDERIC KAY."
Sweetsburg, Que., ce 31 août, 1937. 4735-36-2-o
[Première publication, le 4 septembre, 1937]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

CANADA, Province of Quebec, No. 845. } HENRI CODERRE, plaintiff, vs EUGENE BIGRAS, *et al*, defendants.

As belonging to the defendants:

A lot of land being and situate in the Township of Roxton, District of Bedford, known and designated on the official plan and book of reference for the said Township under number six hundred and eight (608)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of St-Jean-Baptiste de Roxton, at Roxton-Falls, said District, on the SIXTH day of OCTOBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., August 31st, 1937 4736-36-2
[First publication, September 4th., 1937]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure District of Quebec.

Montréal à savoir: 2199A } LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUEBEC, Requérante vs MADAME JEAN KATHLEEN BOOTH, de la Cité de Montréal, épouse séparée de biens de Georges William Parsons, et faisant affaires seule, sous les nom et raison sociale de "—Parsons Construction Reg'd. et le dit George William Parsons pour autoriser son épouse aux présentes, Employeur, intimé.

Un lot de terre, situé en la ville de Pointe Claire, borné au front par Bellevue Park connu et désigné sous le numéro de subdivision quatre cent trente-six du lot originaire numéro trente-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court, District of Quebec.

Montreal, to wit: 2199A } THE QUEBEC WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION,. petitioner; vs MRS. JEAN KATHLEEN BOOTH, of the city of Montreal, wife separate as to property of Georges William Parsons, and carrying on business alone, under the firm name and style of "Parsons Construction Reg'd", and the said Georges William Parsons to authorize his wife for the purposes hereof, employer, respondent.

A lot of land situate in the town of Pointe Claire, bounded in front by Bellevue Park, known and designated under subdivision number four hundred and thirty six of original lot number

neuf (39-436) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire avec bâtisses dessus érigées.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes ses appartenances et dépendances sans réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. PAUL LAMARCHE.
Montreal, 31 août, 1937. 4621-36-2-o
[Première publication, 28 août 1937 est nulle]
[Première publication, 4 septembre 1937]

thirty nine (39-436) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire with the buildings thereon erected.

As the whole presently subsists, with all the appurtenances and dependencies, without reserve of any kind.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 31st, 1937. 4622-36-2
[First publication, August 28th, 1937 is null]
[First publication, September 4th, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir: / ENFIELD CLOCK CO. 155338. \ (CANADA) REG'D., demanderesse; vs DAME FANNY FRIDEN *et vir*, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Fanny Friden:

Un certain emplacement étant la partie nord-ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, sous le numéro quatre-vingts de la subdivision officielle du lot numéro dix (10-ptie. N.O. 80), mesurant vingt pieds et six pouces de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, étant borné en front par la rue Casgrain, et du côté sud par le résidu du dit lot,—avec une bâtisse, façade en pierre, contenant deux logements, dessus érigée et dont le système de chauffage est relié à une fournaise située dans une certaine bâtisse érigée sur la partie sud du dit lot—avec vue de côté des fenêtres situées du côté sud de la dite maison, et avec droit de passage, en commun, dans un certain passage conduisant de la dite rue Casgrain jusqu'à l'arrière du dit lot, et situé, le dit passage, immédiatement au sud de la dite maison, c'est-à-dire entre la dite maison et l'autre maison construite sur le côté sud du dit lot, cette dernière ayant la même vue de côté sur le dit passage, et lequel dit passage mesure environ trois pieds de largeur et forme partie du dit lot numéro quatre-vingts.

Avec toutes les servitudes actives et passives attachées à la dite propriété, tel que le tout se trouve actuellement, avec tous les droits, membres et appartenances y attachés sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $512.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Casgrain, daté du 26 août, 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 31 août, 1937. 4737-36-2
[Première publication, le 4 septembre, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit / ENFIELD CLOCK CO. 155338 \ (CANADA) REG'D., plaintiff, vs DAME FANNY FRIDEN *et Vir*, defendants.

As belonging to Dame Fanny Friden:

A certain emplacement being the North-West part of the lot known and designated upon the official plan and in the book of reference of the incorporated Village of Côte St. Louis under number eighty of the official subdivision of lot number ten (10 Pt. N.W. 80) containing twenty feet and six inches in width by eighty-five feet in depth, English measure and more or less, being bounded in front by Casgrain Street and on the South side by the remaining of the said lot with a stone front building containing two flats thereon erected and whose heating system is connected to a furnace situated in a certain building erected upon the South part of the said lot with a side view from the windows situated in the South side of the said house and with a right of passage in common in a certain passage leading from said Casgrain Street to the rear of said lot and situated, said passage immediately in the south side of the said house, to say, between said house and the other house erected upon the south side of said lot which said last house as the same side view of the said passage, and which said passage contains about three feet in width and is a part of said lot number eighty.

With all the active and passive servitudes attached to said property as it now subsists with all the rights, members and appurtenances thereunto belonging without any exception or reserve.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $512.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment of Hon. Justice Casgrain, dated August 26th, 1937.

JOS.-PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 31st, 1937. 4738-36-2-o
[First publication, September 4th., 1937]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: / ELZ. CARMICHAEL, No. 31675 \ marchand, de Québec, contre GEORGES PEPIN, cultivateur, de Tewkesbury, Québec, à savoir:

Partie ouest du lot No. 12 (partie ouest de douze) du cadastre officiel de Tewkesbury, comté

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: / ELZ. CARMICHAEL, merchant, of Quebec; against GEORGES PEPIN, farmer, of Tewkesbury, Quebec, to wit:

The West part of lot No. 12 (West part of twelve) on the official cadastre for Tewkesbury,

de Québec, étant un terrain situé dans le septième rang de Tewkesbury, mesurant environ quatre arpents de largeur sur une longueur d'environ vingt-six arpents, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Tewkesbury, comté de Québec, le VINGT QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 18 août, 1937. 4469-34-2-o
[Première publication, 21 août, 1937]
[2ème publication, 4 sept., 1937.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: No 27965 } LA COMMUNAUTE DES DAMES RELIGIEUSES DE L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, contre A. DROUIN, de la cité de Québec, à savoir:

La subdivision 31 (trente et un) du lot No. 1968 (mille neuf cent soixante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, de Québec, étant un emplacement situé sur le niveau ouest de la rue St-Sauveur, mesurant 42 pieds et 8 pouces de front sur environ 60 pieds de profondeur, le tout moins s'il s'y trouve mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de $18.00 payable le 29 juin de chaque année à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE,
Québec, le 18 août 1937. 4499-34-2-o
[Première publication, août 21, 1937]
[Seconde publication, Septembre 4, 1937]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 27965. } LA COMMUNAUTE DES DAMES RELIGIEUSES DE L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, against A. DROUIN, of the city of Quebec, to wit:

Subdivision 31 (thirty one) of lot No. 1968 (one thousand nine hundred and sixty eight) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur, of Quebec, being an emplacement situate on the West side of St-Sauveur street, measuring 42 feet and 8 inches in front by about 60 feet in depth, the whole less if such is the case, English measure, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual constituted rent of $18.00, payable on the 29th of June of each year at the Hôtel-Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, August 18, 1937 4500-34-2
[First publication, August 21, 1937].
[Second publication, September 4, 1937]

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauce, No 15, 734, à savoir: } ARSENE DIONNE ET LUDGER DIONNE, tous deux commerçants, de Saint-Georges-de-Beauce, et y faisant affaire en société sous la raison sociale de "V. Dionne & Fils", demandeurs; vs ERNEST OUELLET, de Saint-Gédéon-de-Lac-Saint-Jean, district de Roberval, défendeur.

Un emplacement sis et situé sur le côté nord du chemin public, faisant partie du lot de terre numéro trente-B (partie No 30*b*) aux plan et livre de renvoi officiels pour le deuxième rang du cadastre du canton Signaï et mesurant neuf perches de front sur sept perches de profondeur, le dit terrain étant borné comme suit: au sud, au chemin de front du dit deuxième rang, au nord, à l'ouest et à l'est au terrain du dit défendeur Ernest Ouellet.

Avec la fromagerie dessus construite et de tous les outils et accessoires, qui y sont inhérents et qui servent à la fabrication du fromage,—le tout avec appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Superior Court

Province of Quebec, District of Beauce. } ARSENE DIONNE AND LUDGER DIONNE, both traders of Saint Georges de Beauce, and carrying on business there in partnership under the firm name and style of "V. Dionne & Fils", plaintiffs; vs ERNEST OUELLET, of Saint Gédéon de Lac Saint Jean, district of Roberval, defendant.

An emplacement lying and situate on the North side of the public road forming part of the lot of land number thirty-B (part No. 30*b*), of the official plan and book of reference for the second range of the cadastre of the township of Signaï and measuring nine perches in front by seven perches in depth, the said lot of land being bounded as follows: on the South, by the front road of the said second range, on the North, West and on the East by the land of the said defendant Ernest Ouellet.

With the cheese factory thereon erected and all the equipment and accessories, contained therein and used in the making of cheese, the whole with appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish

paroisse de Saint-Gédéon, dans le district de Roberval, MARDI, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1937), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 10 août, 1937. 4385-33-2-o
[Deuxième publication, le 4 septembre, 1937]

of Saint Gédéon, in the district of Roberval, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, next, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, August 10, 1937. 4386-33-2
[Second publication, September 4th, 1937]

FIERI FACIAS
Cour du Magistrat.

Province de Québec, District de Roberval No 7396 } LA BANQUE DE MONTREAL, corps politique incorporé,

ayant sa principale place d'affaires à Montréal et une succursale à Québec, demanderesse: vs HENRI BOUCHARD de Ste-Jeanne d'Arc, district de Roberval, défendeur: à savoir:

un (1) lot de terre portant le numéro un (1) du septième rang du cadastre officiel du Canton Proulx, avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances, lesquelles comprennent une maison, une écurie-grange et deux hangars.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne d'Arc, dans le district de Roberval, MARDI le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain (1937), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HARVEY.
Roberval, le 28 août, 1937. 4739-36-2-o
[Première publication le 4 septembre, 1937]

FIERI FACIAS.
Magistrate's Court.

Province of Quebec District of Roberval No. 7396 } LA BANQUE DE MONTREAL, a body politic and corporate,

having its head office at Montreal, and a branch at Quebec, plaintiff; vs HENRI BOUCHARD, of Ste. Jeanne D'Arc, district of Roberval, defendant, to wit:

A (1) lot of land bearing number one (1) of the seventh range of the official cadastre of the Township of Proulx, together with the buildings thereon erected and dependencies, which comprises a house, a stable-barn and two sheds.

To be sold at the church door of the parish of Ste. Jeanne D'Arc, in the district of Roberval, on TUESDAY, the FIFTH day of OCTOBER next (1937), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HARVEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, August 28, 1937. 4740-36-2
[First publication, September 4th, 1937]

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec District de Trois-Rivières, No 4290 } DIONIS D. HEBERT, peintre-décorateur,

des cité et district des Trois-Rivières, et y faisant affaires seul sous le nom et raison de "Studio Hébert Erng.", demandeur, vs EUGENE LORTIE, ci-devant de la cité de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, et des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeur et J.-ADELARD LEMIRE et LOUIS BERTRAND, tous deux de la cité des Trois-Rivières, en leur qualité de régistrateurs pour la Division d'Enregistrement des Trois-Rivières, Mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la Cité de Grand' Mère sur la rue Saint-Jacques, consistant dans le lot de subdivision numéro trente-sept (37) de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-treize (93) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Paul, en la cité de Grand'Mère, le SIXIEME jour d'OCTOBRE mil neuf cent trente-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $1,250.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Marchand, daté du 1er septembre 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.- P. MERCIER,
Trois-Rivières, le 26 août 1937. 4757-36-2-o
[Première publication le 4 septembre 1927]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières No. 4290 } DIONIS D. HEBERT, painter, decorator,

of the City and District of Trois-Rivières, and there carrying on business alone under the firm name and style of "Studio Hébert Enrg.", plaintiff; vs EUGENE LORTIE, heretofore of the City of Grand'Mère, District of Trois-Rivières, and of the City and District of Montreal, and now of parts unknown, defendant; & J.-ADELARD LEMIRE and LOUIS BERTRAND, both of the City and District of Trois-Rivières, in their quality of registrars for the Registration Division of Trois-Rivières, *Mis-en-cause*.

As belonging to said defendant, the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the City of Grand' Mère, on Saint-Jacques Street, consisting of subdivision lot number thirty seven (37) of the official subdivision number ninety three (93) on the official cadastre for the Parish of Ste-Flore—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of St-Paul, in the City of Grand'Mère, on the SIXTH day of OCTOBER, nineteen hundred and thirty seven, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,250.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Marchand, dated September 1st, 1937.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, August 26th, 1937 4758-36-2
[First publication, September 4th, 1937]

Vente ponr taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (Heure Normale), MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent trente-sept, en la salle publique de l'Hôtel de Ville de Pointe-Claire, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente, au bureau du Secrétaire-Trésorier de la Ville, No. 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, P. Q.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC

Public notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter described will be sold by public auction, at the Town Hall, Town of Pointe-Claire, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER, nineteen hundred and thirty-seven at TEN o'clock in the morning (Standard Time), for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the office of the Secretary-Treasurer of the Town, No. 293 Lakeshore road, Pointe Claire, P. Q.

CADASTRE DU VILLAGE DE POINTE-CLAIRE		CADASTRE OF THE VILLAGE OF POINTE-CLAIRE	
	Noms des propriétaires Names of proprietors	Nos du cadastre Cadastre Nos.	Total Tx. & Int.
1.	Allen, Newstead A.	4-286	$138.10
2.	Aumais, Mrs. Edmond	4-224	35.92
3.	Aumais, Mrs Edmond	4-225	109.08
4.	Munro, Succ. Estate J. A.	18-26 & Pt. de-of 18-27	468.79

Cette dernière parcelle de terrain ayant 25 pieds de largeur sur 200 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné en front, à l'est par l'avenue du Golf étant le lot No 31 de la subdivision dudit lot originaire No 18, à l'arrière par le lot No 309 de la subdivision du lot originaire No 4 du cadastre du Village de la Pointe-Claire, au nord par le résidu dudit lot No 27 et au sud par le lot No 26 de la subdivision dudit lot originaire No 18.

This last parcel of land being 25 feet in width by 200 feet in depth, English measure, more or less, bounded in front to the East by Golf avenue being lot No. 31 of the subdivision of original lot No. 18, in rear by lot No. 309 of the subdivision of original lot No. 4 of the cadastre of the Village of Pointe-Claire, and to the North by the residue of said lot No. 27 and to the South by lot No. 26 of the subdivision of original lot No. 18.

CADASTRE DE LA PAROISSE DE POINTE-CLAIRE		CADASTRE OF THE PARISH OF POINTE CLAIRE	
5.	Booth, C. S.	41-144	$ 60.57
6.	Gallaghan, Mme-Mrs. T. H.	53-3-53	24.53
7.	Callaghan Mme-Mrs T. H.	53-3-54	24.53
8.	Hall, William	58-273-274	645.05
9.	Legault, Emery	53-45-46-47	773.10
10.	Martin, C. H.	58-317-318	400.66
11.	Strother, John	57-787	25.28
12.	Strother, John	57-788	25.28
13.	Wall, Frank in trust	58-282	184.92
14.	Wall, Frank in trust	58-283	13.90
15.	Wall, Frank in trust	58-284	11.45
16.	Wall, Frank in trust	58-285	116.11
17.	Wall, Frank in trust	58-286	89.19
18.	Wall, Frank in trust	58-337	84.20
19.	Wall, Frank in trust	58-338	84.20

Donné en la Ville de Pointe-Claire, ce 1er septembre 1937.

Le Secrétaire-Trésorier,
J. L. VITAL MALLETTE.

4747—36-2-o

Given at the Town of Pointe-Claire, this 1st day of September 1937.

J. L. VITAL MALLETTE,
Secretary-Treasurer.

4748-36-2-o

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Employés des Fabricants d'Eaux Gazeuses de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés des Fabricants d'Eaux Gazeuses de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession

profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du deuxième jour de septembre 1937.

Le siège principal de la société est à Montréal.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

4751-o

has been authorized by the Provincial Secretary, dated the second day of September 1937.

The principal place of business of the association is in Montreal.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4752

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No. 261

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 2 septembre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P.-D. McArthur, commissaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montréal;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2. La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-sud et la ville de Pointe-aux-Trembles.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5 de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.20 net F.A.B. Montréal, et verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque cent livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée à l'Association des Producteurs de Lait de Montréal au *pro rata* des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association, et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal. Ce prix de $2.20 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage du gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente sous (30c) la gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No 261

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 2, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H.-C. Bois, president, P. D. McArthur, commissioner, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Montreal;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities, situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe Claire, the town of Montreal East, the town of Mount Royal, the town of Saint Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal North, the town of Saint Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South and the town of Pointe aux Trembles.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, $2.20 net, F.O.B. Montreal, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Milk Producers' Association of Montreal, in proportion to the quantities furnished the milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Montreal. The said price of $2.20 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of

l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois et demi sous le demiard, sept sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et neuf sous et trois quarts la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

8. Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente-quatre sous le gallon.

9. Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution dans les écoles est de trois sous le demiard.

10. Les usines de pasteurisation sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, 1-4 de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire-général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No. 245, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 5 juin 1937, et entre en vigueur le 7 septembre 1937.

Signé: M.M. H.-C. Bois, président.
P.-D. McArthur.

Certifié,

H.-C. BOIS,
Président, Commission de l'industrie laitière.
Québec, le 2 septembre, 1937. 4761-o

the purchaser, milk at prices inferior to three and a half cents a half-pint, seven cents a pint, and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-six cents a gallon.

8. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty-four cents a gallon.

9 The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to schools, shall be of three cents a half-pint.

10. Pasteurizing plants must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec 1-4 of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels Order No 245 published in the *Quebec Official Gazette* dated June 5 1937, and comes into force on September 7, 1937.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur.

Certified,

H. C. BOIS,
President, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 2, 1937. 4762-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 262

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 2 septembre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P.-D. McArthur, commissaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2. La région de Québec comprend la cité de Québec.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.10 net, F.A.B. Québec, et verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 262

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting on Thursday, September 2nd, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, président, P. D. McArthur, commissioner, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Quebec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec.

3. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.10 net, F.O.B. Quebec, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted

versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée au comité exécutif des Syndicats de Producteurs de lait de la région de Québec au *pro rata* des quantités fournies aux usines de pasteurisation par les membres en règle avec leur syndicat; l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Québec.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.25 net, F.A.B., la place d'affaires du marchand.

5. Le producteur-fournisseur aura la préférence de transporter le lait à la place d'affaires du marchand.

Lorsque le marchand de lait effectuera le transport de la ferme du producteur à sa place d'affaires, il ne pourra exiger pour ce transport un prix plus élevé que huit sous les cent livres de lait pour une distance inférieure à trois milles; quinze sous les cent livres de lait pour toute distance de trois à six milles; et pas plus de vingt sous les cent livres de lait pour toute distance de plus de six milles. Toutefois, si le producteur-fournisseur demeure sur la route que doit naturellement suivre le marchand de lait pour aller faire sa distribution, ce dernier ne pourra exiger plus de quatre sous du cent livres.

6. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente sous (30c) le gallon.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et onze sous la pinte.

8. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, cinq sous la chopine et neuf sous et trois-quarts la pinte.

9. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

10. Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon.

11. Les usines de pasteurisation faisant affaires dans la région de Québec sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ¼ de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec, proportionnellement au montant versé par les membres en règle avec ladite Association.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 244 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 juin 1937 et l'ordonnance No 258 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 août 1937, et entre en vigueur le 7 septembre 1937.

Signé: MM. H.-C. Bois, *président*,
P.-D. McArthur.

Certifié,

H.-C. BOIS,
Président, Commission de l'industrie laitière.
Québec, le 2 septembre 1937. 4763–o

into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the executive committee of the Milk Producers' Syndicates for the region of Quebec, in proportion to the quantities furnished the pasteurizing plants by the regular members of the syndicates; the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Quebec.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, $2.25 net, F.O.B., business place of said dealer.

5. The producer-suppliers shall have the preference of hauling the milk on the business place of said dealer.

When the milk dealer hauls milk from the farm of the producer-suppliers to his business place, he shall not charge for this hauling a price greater than eight cents per hundred pounds of milk for any distance less than three miles; fifteen cents per hundred pounds of milk for any distance from three to six miles; and not more than twenty cents per hundred pounds of milk for any distance greater than six miles. However, if the producer-suppliers lives along the road followed by the milk dealer for the delivery of his milk, the latter shall not charge more than four cents per hundred pounds;

6. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty cents a gallon.

7. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint, and eleven cents a quart.

8. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, five cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

9. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-six cents a gallon.

10. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitables institutions at a price inferior to thirty-two cents a gallon.

11. Pasteurizing plants doing business within the region of Quebec must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ¼ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels Order No. 244 published in the *Quebec Official Gazette* dated June 5th, 1937 and Order No. 258 published in the *Quebec Official Gazette* dated August 7th., 1937, and comes into force on September 7th., 1937.

Signed : MM. H. C. Bois, *président*,
P.-D. McArthur.

Certified,

H. C. BOIS,
President, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 2nd., 1937. 4764–o

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 19 août 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 août 1937.

Concernant la convention collective de travail intervenue entre le Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha! et le Syndicat Catholique National des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!

No 2225

L'honorable Ministre du Travail de la Province, dans un mémoire en date du 19 août (1937), expose:

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, ch. 49), le Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha! et le Syndicat Catholique National des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha! lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique National des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!

soit rendu obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—*a* Dans la présente convention, le mot "*employeur*" signifie toute personne du métier qui tient salon de beauté et qui a des employés à son service. Le mot "*employeur*" pour les fins de la présente convention, comprend et désigne aussi toute personne qui loue pour elle-même, à l'heure ou à forfait, les services individuels d'un maître-barbier ou d'un maître-coiffeur de l'un ou de l'autre sexe.

b. Le mot "*compagnon*" signifie toute personne du métier, qui a fait son apprentissage selon les conditions ci-après déterminées et qui a obtenu, soit du Bureau des Examinateurs nommés par le Comité Conjoint, soit de son organisation ouvrière, un certificat de qualification, lui donnant droit au salaire régulier de compagnon stipulé ci-après.

c. Le mot "*apprenti*" signifie toute personne du métier à qui le Comité Conjoint ou l'organisation ouvrière aura décerné un certificat constatant qu'elle apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés ci-après et lui donnant le droit d'être rémunérée suivant l'échelle de salaires prévu pour la période d'apprentissage.

d. Les expressions "*barbiers, coiffeurs et coiffeuses*" signifient et comprennent toute personne qui fait la barbe, coupe, tond, arrange, rafraîchit

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated August 19th, 1937, approved by the Lieutenant-Governor on August 20th., 1937.

Concerning the collective labour agreement entered into between "Le Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!" and "Le Syndicat Catholique National des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!"

No. 2225

The Honourable Minister of Labour of the Province, in a memorandum dated August 19th, (1937), sets forth:

Whereas pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, ch. 49), "Le Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha! and "Le Syndicat Catholique National des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!" have jointly presented to him, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:—

"Le Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!"

And, ON THE OTHER PART:—

"Le Syndicat Catholique National des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha!"

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I.—*a.* In the present agreement, the word "employer" signifies any tradesman who keeps a beauty shop and has employees in his service. The word "employer" for the purposes of the present agreement, includes and designates any person who hires for himself, either by the hour or by the job, the personal services of a master-barber or of a master hairdresser of either sex.

b. The word "journeyman" signifies any tradesman who has served his apprenticeship according to the conditions hereinafter determined and who has obtained, either from the Board of Examiners appointed by the joint committee, or from his Labour Association, a certificate of competency which entitles him to the regular journeyman's wages hereinafter stipulated.

c. The word "apprentice" signifies any tradesman, to whom the joint committee or the Labour Association shall have given a certificate stating that he or she is learning one of the other of the trades hereinafter mentioned and which entitles him or her to be remunerated according to the schedule of wages provided for the time of apprenticeship.

d. The expressions "barber, male and female hairdresser" signify and include any person who shaves, cuts, clips, fixes, trims and singes the

et flambe les cheveux nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des massages, pratique l'art du manicure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

II.—*Juridiction territoriale:*

La présente convention s'applique à la ville de Chicoutimi, Arvida, Bagotville, Port-Alfred, Grande-Baie, Jonquière, Kénogami et Sainte-Anne de Chicoutimi, avec un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

III.—*Juridiction industrielle:*—

a. La juridiction industrielle de la présente convention, comprend tout travail de la profession de barbier-coiffeur ou coiffeuse, exécuté sur la personne d'autrui, par toute personne tel que ci-haut défini.

b. Aucune personne ne pourra, dans les limites de la juridiction territoriale de la présente convention exercer la profession de barbier-coiffeur ou coiffeuse, ni exercer et accomplir une partie du travail compris dans cette profession, sans avoir obtenu du bureau des examinateurs du Comité Conjoint ou de l'association des barbiers-coiffeurs et coiffeuses, une carte de compétence l'autorisant à exécuter tel travail.

IV.—*Durée du Travail:*—

a. Il est entendu que l'heure dont fait mention la présente Convention, sera l'heure légale dans la municipalité intéressée.

b. Pour les barbiers-coiffeurs et coiffeuses pour hommes et dames, ainsi que pour les apprentis et les compagnons, les heures d'ouverture et de fermeture, ainsi que les heures de travail seront réparties comme suit:

Le lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8 heures a.m. à 6 heures p.m.
Le vendredi: de 8 heures a.m. à 10 heures p.m.
Le samedi: de 8 heures a.m. à 11 heures p.m. ainsi que la veille des fêtes chômées.

c Pendant ces journées de travail, les employés devront avoir une (1) heure pour diner et une (1) heure pour le souper.

d. Il n'y aura pas de travail les dimanches et les fêtes d'obligations, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et la fête de Dollard.

e. Ne sera pas considéré comme violation aux heures de travail, spécifiées à la présente convention, le temps que prendront le patron et les employés, pour compléter le travail commencé sur les clients entrés avant l'heure de la fermeture.

V.—*Tarif des salaires:*

a. Apprentis: Le salaires des apprentis sera le suivant:

Durant les trois premiers mois de son apprentissage l'apprenti ne reçoit aucun salaire.		
Du troisième au sixième mois inclusivement	$1.00	par semaine
Du septième au neuvième mois inclusivement	2.00	" "
Du neuvième au douzième mois inclusivement	3.00	" "
Durant les six mois suivants	4.00	" "
Balance de la deuxième année	6.00	" "
Les six premiers mois de la troisième année	8.00	" "
Les six derniers mois de la troisième année	10.00	" "

b. Compagnons: Le salaire des compagnons sera le suivant:

hair, washes the head by shampooing methods, gives massages, manicure, face, skin, hands, hair or scalp treatments.

II.—*Territorial Jurisdiction:*

The present agreement shall apply to the cities of Chicoutimi, Arvida, Bagotville, Port-Alfred, Grande-Baie, Jonquière, Kénogami, and Stainte Anne de Chicoutimi, with a radius of two (2) miles of their limits.

III.—*Industrial Jurisdiction:*

a. The industrial jurisdiction of the present agreement, comprises all work done by a male or female barber, on any other person, by any person of the trade

b. Nobody shall have the right, within the limits of the territorial jurisdiction of the present agreement, neither to carry on the trade of barber-hairdresser, nor accomplish a part of the work comprised in this profession, without having obtained from the Board of examiners of the Joint Committee, or from the association of male and female barbers, a card of qualification entitling him to carry on such work.

IV.—*Duration of labour:*

a. It is understood that time referred to in the present agreement, shall be the legal time in the interested municipality.

b. For the male or female barbers for men and women, as well as for apprentices and journeymen, the hours of opening and closing, as well as the hours of work, shall be divided as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
On Saturday: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m., as well as for the eves of holidays.

c. During those working days, the employees shall have one (1) hour for dinner and one (1) hour for supper.

d. There shall be no work on Sundays and on holidays, Saint Jean Baptiste Day, Labour Day and Dollard Day.

e. The time taken by a master barber or by his employees to finish work commenced on a customer before closing time, shall not be considered as a violation to the working hours, mentioned in the present agreement.

V.—*Rates of wages:*

a. Apprentices: The wages of the apprentices shall be the following: During the first three months of his apprenticeship, the apprentice shall not receive any wage.

From the third to the sixth month inclusively	$1.00	per week.
From the seventh to the ninth month inclusively	2.00	"
From the ninth to the twelfth month inclusively	3.00	"
During the six following months	4.00	"
Balance of the second year	6.00	"
The first six months of the third year	8.00	"
The last six months of the third year	10.00	"

b. Journeymen: The wages of the journeymen shall be the following:

Pour la première année..... $12.00 par semaine
Compagnon de deux ans d'expérience et plus..... 15.00 " "
Plus 10% des recettes brutes faites par cet employé durant la semaine.

c. Coiffeuses: Pour les coiffeuses pour dames, le salaire minimum sera de.... 12.50 par semaine

d. Le salaire de toute personne du métier, maîtres ou employés barbiers, coiffeurs pour hommes ou pour dames, coiffeuses, qui travaillent à contrat, à la pièce ou à forfait (job), ne devra jamais être inférieur aux taux suivants:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi:

Barbe coupée aux ciseaux	$0 25
Barbe ordinaire	0 15
Cheveux, hommes ou dames	0 35
Cheveux en brosse pour homme	0 40
Raser le cou	0 10
Raser les faces et les côtés du cou	0 10
Arranger la moustache	0 05
Teinture de moustache	0 10
Rafraichir le cou pou dames	0 25
Cheveux pour enfants, moins de 16 ans	0 25
Cheveux en brosse pour enfants	0 35
Traitement pour le cuir chevelu	1 00 et plus
Manicure	0 50
Teindre les cheveux	3 00
Permanents pour hommes et enfants	1 50 et plus
Ondulation permanente compris coupe de mèches	2 50 et plus
Ondulation permanente avec traitement	7 00 et plus
Ondulation Komol et en papier	0 75
Ondulation à l'eau ou marcel	0 50
Flamber les cheveux	0 25
Shampooing	0 35 et plus
Shampooing sec	0 35 et plus
Massage	0 35 et plus
Lotion	0 25 et plus
Pétrole Rogier	0 25 et plus
Massage Lotion	0 25
Tonic	0 15 et plus
Crème avec friction	0 10
Eau de Cologne	0 10
Fix-Em	0 10
Aiguisage de rasoirs	0 35 et plus
Aiguisage de ciseaux	0 25 et plus

e. Samedi et veille de fête chômée:

Cheveux pour hommes et femmes	0 40
Cheveux en brosse pour hommes	0 50
Cheveux en brosse pour enfants	0 40
Cou rafraichi pour dames	0 35
Cheveux pour enfants	0 35

Les item spécifiés au paragraphe "*d*" qui ne sont pas mentionnés au paragraphe "*e*" restent au même montant les samedis et veilles de fêtes chômées.

f. Toute entente entre le client et le patron ou les employés, d'un salon de beauté ou d'un artisan ayant pour effet de diminuer les taux ci-dessus énumérés sera nulle.

g. Aucun objet de valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-dessus énumérés, ne pourra être donné au client.

h. Aucun employeur n'aura le droit de réduire le salaire d'un apprenti ou d'un compagnon recevant plus que le minimum spécifié à l'article "V" paragraphe "*a*", "*b*", *c*"", lors de la publication

For the first year..... $12 00 per week.
A Journeyman with a two-year experience and more..... 15 00 "
Plus 10% of the gross receipts made by this employee during the week.

c. Female hairdressers:
For the female hairdressers for ladies, the minimum wage shall be..... 12 50 per week.

d. The wages of any person of the trade, master or employee barber, hairdressers for men and women, female hairdressers, who works on contract, by the piece or by the job, shall never be less than the following rates:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday:

Shave—with scissors	$0 25
Shave	0 15
Haircut men or women	0 35
Military haircut for men	0 40
Neck shave	0 10
Neck or the sides of the neck shave	0 10
Moustache trim	0 05
Moustache dyeing	0 10
Trim the neck of ladies	0 25
Haircut for children, less than 16 years old	0 25
Military haircut for children	0 35
Scalp treatment	1 00 and more
Manicure	0 50
Dyeing of hair	3 00
Permanent for men and children waves	1 50 and more
Permanent wave including the cutting of locks	2 50 and more
Permanent wave with treatment	7 00
Komol and paper wave	0 75
Water or marcel wave	0 50
Hair singe	0 25
Shampooing	0 35 and more
Dry shampooing	0 35 and more
Massage	0 35 and more
Lotion	0 25 and more
Petrole Rogier	0 25 and more
Massage Lotion	0 25
Tonic	0 15 and more
Cream with friction	0 10
Cologne water	0 10
Fix-Em	0 10
Sharpening a razor	0 35 and more
Sharpening scissors	0 25 and more

e. Saturday and eve of holiday:

Haircut for men and women	0 40
Military hair cut for men	0 50
Military hair cut for children	0.40
Trim the neck of ladies	0 35
Haircut for children	0 35

Items specified in paragraph "*d*" which are not mentioned in paragraph "*e*" the same rates on Saturdays and on the eves of holidays.

f. Any agreement between the customer and the master or the employees barber, of a beauty parlor or of an artisan having for effect to diminish the hereinabove mentioned rates, shall be null.

g. No object of any value whatsoever which may serve to decrease the rate herein above mentioned, may be given to a customer.

h. No employer shall have the right to reduce the salary of an apprentice or of a journeyman receiving more than the minimum specified in Section V, paragraph "*a*", "*b*", "*c*", when the

dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel, rendant obligatoire la présent convention.

i. Les salaires ci-haut décrits sont des salaires minima.

VI.—*Apprentissage:*

a. Aucun apprenti ne saurait être accepté avant seizé ans révolus. Il devra avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

b. Dans aucun salon, il ne sera permis d'avoir plus d'un apprenti.

c. Le patron devra faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

d. L'apprentissage comportera trois ans d'étude et de pratique du métier, sous la surveillance de maitres-barbiers-coiffeurs.

e. Le Comité Conjoint devra contrôler absolument l'apprentissage par le système de livrets, dans lequel, chaque employeur inscrit la date de l'entrée à son service et de la sortie de l'apprenti intéressé.

f. Au cas où un patron voudrait discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit jours à son service, il devra en donner avis au Comité Conjoint au moins une semaine à l'avance.

g. Aucun compagnon ne peut être classé maitre-barbier, avant d'avoir pratiqué le métier au moins deux (2) ans comme compagnon. Il pourra alors être reconnu par le Comité Conjoint ou son association comme maitre-barbier-coiffeur s'il est compétent et pourra alors seulement ouvrir et tenir un salon de beauté conformément aux dispositions de la présente convention, dans la juridiction territoriale de la présente convetion.

VII.—*Travail à domicile:*

a. Il sera absolument interdit à toute personne, d'exercer la profession de barbier à domicile, si cette personne n'est pas un maitre-barbier ou un compagnon sous les ordres de ce dernier; et chaque individu qui demandera à domicile un barbier pour exécuter un travail compris dans la profession devra payer le salaire suivant: $0.50 pour laisser le salon pour se rendre à domicile, plus le prix du travail exécuté à domicile suivant l'échelle de salaires mentionnée plus haut. Ceci comprend également les malades et les personnes retirées à l'Hôtel-Dieu ou dans des maisons de pension ou autres qui requièrent les services d'un barbier.

b. Lorsqu'un maitre-barbier se rendra dans une maison d'éducation, pour y exercer son métier, il pourra être établi un taux inférieur que celui fixé par la Convention; cependant ce taux ne devra pas être inférieur à $0.25 par tête, pour une coupe de cheveux.

c. Lorsque les écoliers étudiants ou étudiantes se rendront aux salons de beauté, pour leur taille de cheveux, etc., ils devront payer les taux du paragraphe V.

VIII.—*Barbiers ambulants:*

Les barbiers ambulants, qui ne se conformeront pas aux prescriptions de la présent Convention, art. 3 paragraphe *b*, art. 4, paragraphe *a*, *b*, *d*, ainsi que l'article V, paragraphe *d*, *e*, *f*, *g* ainsi que l'article VII paragraphe *a*, et aux autres obligations relevant de l'autorité municipale et du Bureau d'hygiène Provinciale, n'auront pas le droit d'exercer ce genre de travail.

order in council declaring it obligatory is published in the *Quebec Official Gazette.*

i. The hereinabove specified salaries are minimum wages.

VI.—*Apprenticeship:*

a. No apprentice shall be put to work before having sixteen years of age. He shall have finished his fifth year of elementary grade.

b. There shall be no more than one apprentice in a shop.

c. The proprietor must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade to finally produce a competent worker.

d. The apprenticeship shall include a three-year study period and practice of the trade, under the control of Master-barbers-hairdressers.

e. The Joint Committee shall absolutely control the apprenticeship through a booklet system, in which, each employer writes the date of beginning the service and of the ending of same of the apprentice concerned.

f. In the case when a proprietor desires to dispense with an apprentice after over eight days in in his service, he must give notice thereof to the Joint Committee at least one week in advance.

g. No journeyman may be classed as master-barber, before having carried on the trade at least two (2) years as journeyman. He shall then be recognized by the Joint Committee or his association as master-barber-hairdresser if he is competent and shall then be allowed only to open and operate a beauty parlor in conformity with the provisions of the present agreement within the territorial jurisdiction of the present agreement.

VII.—*Home work:*

a. It shall be absolutely prohibited to any person, to carry on the barber trade at home, if this person is not a master-barber or a journeyman under the control of the latter; and each person requesting a barber to go home to accomplish a work comprised in the trade shall pay the following rate: $0.50 to leave the shop to go home, plus the price of the work to be executed at home according to the above-mentioned scale of wages. Such provisions also apply to sick and persons living in the "Hôtel-Dieu" or in boarding houses or other persons requiring the barber's services.

b. A master-barber requested to carry on his trade in an educational house, shall fix an inferior rate than that established in the agreement; however, this rate shall not be less than $0.25 each for an haircut.

c. Scholars of either sex going to any beauty parlor for an haircut shall pay the rates of Section 5.

VIII.—*Itinerant barbers:*

Itinerant barbers who shall not comply with the provisions of the present agreement: Section 3, paragraph *b*, Section 4, paragraph *a*, *b*, *c*, as well as to section 5, paragraphs *d*, *e*, *f*, *g*, as well as to Section 7, paragraph *a*, and to other provsions exacted by the municipal authority or the Provincial hygiene bureau, shall not be allowed to execute such a kind of work.

IX.—*Divers:*

a. Les compagnons qui en raison de leur âge avancée ou pour cause d'infirmité, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, pourront voir leur cas référé au Comité Conjoint qui pourra, s'il y a lieu, reviser l'échelle de salaires pour chacun des cas soumis à son attention.

b. Aucun maître-barbier coiffeur n'aura le droit de louer dans un salon de beauté, une chaise ou plusieurs chaises à un employé ou des employés ou à des individus quelconques, cela à leur profit et ne retirent qu'un loyer pour la chaise.

X.—Du consentement des deux parties, la présente convention sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, par un arrêté ministériel approuvant la présent requête et restera en vigueur, pour une période de trois (3) ans.

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 26 juin;

Attendu que, des objections ont été formulées à l'encontre de ces dispositions et que le ministre du travail n'a pas cru devoir y donner suite;

En conséquence recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, ch. 49.)

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4753-o

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 26 août 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 27 août 1937.

Concernant le Syndicat des Travailleurs en chaussure de Montréal Inc.

No 2256

L'honorable Ministre du Travail de la Province, dans un mémoire en date du 26 août (1937), expose:

Que conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49), le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Montréal, Inc., lui a présenté, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Montréal, Inc.,

Et, D'AUTRE PART:

Les employeurs suivants: Dufresne & Locke, Limited; Selby Shoes, Limited; Lucien Bougie Shoe Mfg.; H. B. La Grenade Shoe Mfg., Limited; Gagnon, Lachapelle & Cie, Ltée; MacFarlane, Lefaivre Ltd.; Federal Shoe Mfg. Co., Inc.; The Simon Shoe Co., Limited; The Eagle Shoe Co.,

IX.—*Miscellaneous:*

a. Journeymen who, due to advanced age, or infirmity, are unable to give the ordinary service of a competent worker, may have their case referred to the Joint Committee, which committee may, if expedient, revise the scale of wages for each case submitted to its consideration.

b. No master-barber-hairdresser shall have the right to let in a beauty parlor, one chair or more to one employee or to many employees or to any individuals, for profit and retiring only a renting fee for the chair.

X.—With the consent of the two parties, the present agreement shall be in force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, by Order in Council approving the present request and shall remain in force for a period of three (3) years.

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour in the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas, the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of June 26th;

Whereas, objections have been presented against its provisions and that the Honourable Minister of Labour did not deem wise to consider same;

Consequently recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the Act relating to workmen's wages (1 Geo. VI, ch. 49).

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4754-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated August 26th 1937, approved by the Lieutenant-Governor on August 27th 1937.

Concerning "le Syndicat des Travailleurs en chaussure de Montréal Inc."

No. 2256

The Honourable Minister of Labour of the Province, in a memorandum dated August 26th, (1937) sets forth:

That, pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting workmen's wages, (1 Geo. VI, ch. 49), "Le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Montréal Inc. has presented him, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Montréal Inc.,

And, ON THE OTHER PART:

The following employers: Dufresne & Locke Limited; Selby Shoes Limited; Lucien Bougie Shoe Mfg; H. B. La Grenade Shoe Mfg. Limited; Gagnon, Lachapelle & Cie Ltée; MacFarlane, Lefaivre Ltd; Federal Shoe Mfg., Co., Inc.,; The Simon Shoe Co., Limited; The Eagle Shoe Co.,

Limited; Savoy Shoe Company; The Slater Shoe Co., Limited; J. & T. Bell Shoe Co., Limited; The T. M. Lane Shoe Co., Limited; The Fix Shoe Company, Limited; The King Kid Shoe Company, Limited; Montreal Soft Sole Shoe; Marian Shoe Co., Limited; Juvenile Shoe Co.; L. H. Packard & Co., Limited; Daoust, Lalonde & Cie, Limited; Dependable Slipper Mfg. Co; Ideal Slipper Mfg. Co.; Giard Shoe Cie, Ltée; Alix Infants Soft Soles Co.; Maxime Footwear Company; David Rosenstein Limited; La Gioconda Shoe Mfg. Co.; Tarsal Ease Shoe Co., Ltd.; Prettywell Shoes, Limited; Lacasse Children's Footwear; Buddies Shoes, Reg'd.; Parismaid Footwear Company, Limited; McDonalds Shoe Co., Ltd.; Big 4 Shoe Co., Ltd., St. Louis Shoe, Limited,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie de la chaussure;

Que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Que les prescriptions de l'article 5 de la dite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Que des objections ont été formulées contre ladite requête et que le Ministre du Travail n'a pas cru devoir y donner suite;

En conséquence, recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite loi avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec* du 19 juin 1937.

I.—La Fédération Nationale du Cuir et de la Chaussure du Canada Inc. est substituée au Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Montréal Inc. comme partie de première part:

II.—*Juridiction industrielle:*

La convention actuelle s'applique à la fabrication de chaussures de tous genres et de toutes descriptions, quel que soit le matériel utilisé pour la fabrication de ces articles, et soit que ces articles soient manufacturés pour la vente en gros ou la vente en détail.

Elle ne s'applique pas aux chaussures fabriquées avec empeignes entièrement ou en partie de caoutchouc, et manufacturées par des procédés autres que ceux employés ordinairement dans les manufactures de chaussures de cuir.

III.—*Juridiction professionnelle:*

La juridiction professionnelle désigne et comprend l'une ou l'autre des opérations stipulées ci-après, ou toute opération que le comité conjoint ajoutera pendant la période de ce contrat.

Elle comprend:

1. *a.* Tous les employés du sexe masculin et les femmes et filles faisant l'une ou l'autre des dites opérations;

2. *a.* Toutes les filles et femmes couvertes par l'ordonnance No 7 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.

Elle ne comprend pas:

1. *b.* Les contremaîtres, assistants-contremaîtres, surintendants qui ne travaillent pas dans les opérations stipulées dans l'article X.

2. *b.* Les inspecteurs qui ne font aucune des opérations ci-dessous mentionnées;

3. *b.* Les dactylographes, les employés de bureau, les patronistes et les employés préposés à l'expédition.

Limited; Savoy Shoe Company; The Slater Shoe Co. Limited; J. & T. Bell Shoe Co., Limited; The T. M. Lane Shoe Co., Limited; The Fix Shoe Company Limited; The King Kid Shoe Company Limited; Montreal Soft Sole Shoe; Marian Shoe Co., Limited; Juvenile Shoe Co., L. H. Packard & Co., Limited; Daoust, Lalonde & Cie, Limited; Dependable Slipper Mfg. Co.; Ideal Slipper Mfg. Co.; Giard Shoe Cie, Ltée; Alix Infants Soft Soles Co.; Maxime Footwear Company; David Rosenstein Limited; La Gioconda Shoe Mfg. Co.; Tarsal Ease Shoe Co.; Ltd.; Prettywell Shoes Limited; Lacasse Children's Footwear; Buddies Shoes Reg'd; Parismaid Footwear Company Limited; McDonalds Shoe Co., Ltd; Big 4 Shoe Co., Ltd; St. Louis Shoe, Limited;

be rendered obligatory for the employers and employees of the shoe industry;

That the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour in the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the present request, have acquired a preponderant significance and importance;

That the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

That objections were presented against the said request and that the honourable Minister of Labour did not deem wise to consider same;

Consequently, recommends its approval, in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act with however the new following provisions and to be substituted to the provisions set forth in the *Quebec Official Gazette* of the 19th of June 1937.

I.—"La Fédération Nationale du Cuir et de la Chaussure du Canada Inc." is substituted to "le Syndicat des Travailleurs en Chaussure de Montréal Inc." as party of first part:

II.—*Industrial Jurisdiction:*

The present agreement applies to the manufacturing of shoes of all kinds and of all descriptions, whichever the material used for manufacturing those articles, and whether those articles be manufactured for whole or retail sale.

It does not apply to the manufacturing of shoes with toe-pieces entirely or partialy made of rubber, and manufactured according to methods different from those ordinarily adopted in leather shoes manufacturing establishments.

III.—*Professional jurisdiction:*

The professional jurisdiction designated and comprises one or the other of the operations hereinafter enumerated, or any other operation the joint committee may add during the enforcement of this agreement.

It comprises:

1. *a.* Every employee, male or female, making one or the other of the said operations.

2. *a.* Every girl and woman governed by Order No. 7 establishing minimum wages for women.

It does not comprise:

1. *b.* The foremen, assistant foremen, superintendent who do not work on the operations mentioned in Section X.

2. *b.* The inspectors who do not make any of the hereinafter mentioned operations;

3. *b.* The typists, the office clerks, the employers and the shippers.

IV.—*Juridiction territoriale:*

La juridiction territoriale s'établit comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal et un périmètre de (5) cinq milles de rayon autour de ses limites;

Zone II: La ville de Québec et un périmètre de (5) cinq milles de rayon autour de ses limites;

Zone III: Toute la province de Québec, à l'exception des Zones I et II.

V.—*Entrepreneurs considérés comme des employés:*

Tout entrepreneur ou sous-entrepreneur qui entreprend du travail pour un manufacturier, vendeur en gros, détaillant ou toute autre personne, directement ou indirectement, qu'il soit ou non occupé à une opération sous la juridiction de la présente convention, laquelle est ordinairement exécutée par un employé, devra être considéré comme un employé pour les fins de cette convention et sera également lié par ses stipulations.

VI.—*Lieu de travail: Travail à la maison prohibé:*

Aucune chaussure, en entier ou en partie sous la juridiction de cette convention ne sera donnée aux employés, directement ou indirectement, pour être fabriquée ou travaillée à la maison.

Chaussures manufacturées dans les établissements industriels seulement:

Il est aussi prohibé d'envoyer ou de faire envoyer, directement ou indirectement, ces chaussures ou parties de chaussures pour être manufacturées ou travaillées dans les endroits non reconnus comme "établissements industriels" par le ministère du Travail de la Province de Québec. Le Comité conjoint pourra accorder des permis dans des cas particuliers, pour le travail à la maison ou dans les établissements, sur demande du manufacturier.

VII.—*Taux minima des salaires:*

Sujet aux dispositions de l'article XIV, les taux minima des salaires pour les employés dans la dite industrie, sont fixés, selon les différentes classifications et l'habileté requise dans la fabrication des chaussures. Les opérations seront divisées en six classes, à savoir:

Classes	*Taux à l'heure*		
	Zone I	*Zone II*	*Zone III*
I.	0.55	0.52½	0.48
Apprenti	0.33	0.31	0.29
II.	0.45	0.42½	0.39
Apprenti	0.26	0.25	0.23
III.	0.35	0.33	0.31
Apprenti	0.21	0.20	0.18
IV.	0.25	0.24	0.22
Apprenti	0.18	0.17	0.16
V.	0.18	0.17	0.16
VI.	0.13	0.12½	0.11½

VIII.—*Taux minima des salaires pour femmes:*

Les taux minima de salaires pour une période de quarante-huit (48) heures pour les ouvrières ou pour les hommes, lorsqu'ils remplacent ces ouvrières, travaillant dans l'industrie de la chaussure sur une opération non mentionnée à l'article IX de la présente convention, et non ajoutée par le comité conjoint, seront les taux suivants:

Zone No 1:

20%	des ouvrières, à pas moins de	.....	$7.00
15%	"	"	9.00
65%	"	"	11.00

IV.—*Territorial jurisdiction:*

The territorial jurisdiction is established as follows;

Zone I: The Island of Montreal and a perimeter of (5) five miles of radius from its limits;

Zone II: The City of Quebec and a perimeter of (5) miles of radius from its limits;

Zone III: The whole Province of Quebec, with the exception fo Zones I and II.

V.—*Contractors considered as employees:*

Any contractor or subcontractor who undertake work for a manufacturer, wholesaler, retailer or any other person, directly or indirectly, whether he is or not engaged on one operation under the provisions of the present agreement, which is ordinarily made by an employee, shall be considered as an employee for the purposes of this agreement and shall also be governed by its prescriptions.

VI.—*Working places: Homework is forbidden:*

No shoe, in whole or in part, under the prescriptions of this agreement shall be given employees, directly or indirectly, to be manufactured or worked on at home.

Shoes manufactured in industrial establishments only:

It is also prohibited to send or to have sent, directly or indirectly, shoes or parts of shoes to be manufactured or worked on in places not recognized as "industrial establishments" by the Department of Labour of the Province of Quebec. The joint committee shall have the power to grant permits in special instances, for homework or in establishments, on request of the manufacturer.

VII.—*Minimum rates of wages:*

According to the provisions of Section XIV the minimum rates of wages for the employees of the said industry, are fixed, according to the different classifications and the skill required in the manufacturing of shoes. Operations shall be divided into six classes, as follows:

Class	*Rate per hour*		
	Zone I	*Zone II*	*Zone III*
I.	.55	52½	.48
Apprentice	.33	31	.29
II.	.45	42½	.39
Apprentice	.26	25	.23
III.	.35	.33	.31
Apprentice	.21	.20	.18
IV.	.25	.24	.22
Apprentice	.18	.17	.16
V.	.18	.17	.16
VI.	.13	12½	.11½

VIII.—*Minimum rates of wages for women:*

The minimum rates of wages for a 48-hour period for the female employee or men, when they take the place of those female employee, working in the shoe manufacturing industry on an operation not mentioned in Section IX of the present agreement, and not added by the joint committee, shall be the following:

Zone No. 1:

20%	of the female employees, not less than		$7.00
15%	"	" "	9.00
65%	"	" "	11.00

Zone No 2:
20% des ouvrières, à pas moins de..... $6.00
15% " " 8.00
65% " " 10.00
Zone No 3:
20% des ouvrières, à pas moins de..... $6.00
15% " " 7.50
65% " " 9.50
Zone No 4:
20% des ouvrières, à pas moins de..... $6.00
15% " " 7.00
65% " " 9.00

IX.—*Opérations de la chaussure:*
Les opérations de l'industrie de la chaussure seront divisées de la façon suivante:

CUIR A SEMELLES

CLASSE 1

Dépuiller le cuir à semelles.
Classer le cuir à semelles.
Coupeur de grosses, en côtés "bends" flancs-épaule.
Coupeur de semelles ou strips.
Tailler les semelles, clampeus et taps en cuir.
Rodeur de semelles en bandes (arrondisseur).
Cannelage des fausses trépointes et turn.
Cannelage des semelles McKay.

CLASSE 2

Classeur de fausse en cuir (trépointe).
Tailler les fausses en cuir Goodyear.
Faire les cannelages dans les semelles en caoutchouc.

CLASSE 3

Taillage ou rôder des semelles bloquées, intermédiaires et slips.
Tailler les top-pieces (bon bouts).
Tailler les fausses ordinaires en cuir.
Tailler les boîtes en cuir et les renforts en cuir.
Préposé à l'amincissement des côtés (shanks) des semelles McKay ou procédé cimenté.
Débiter, amincir, rouler et appareiller les flancs, les têtes et les morceaux de couleur.
Amincir les semelles McKay ou trépointes tout le tour (Feather edge).
Amincir les shanks trépointes sur machine "apex".
Classer les retailles suivant la qualité du cuir.

Amincir les cookies à la main.
Echerrer les semelles Turn à la main.
Réduire les renforts à la main.
Tatiller les semelles en caoutchouc.
Coupeur de semelles et middle soles crêpées.
Tailler les doublures de coton à la machine.
Tailler les doublures de pantoufles.
Dépouiller le Durus, Onco ou Darex.
Groover les intermédiaires et semelles.
Poser *well* sur *pool fairstitch*.
Appareilleurs (sole fitters).
Tailler *padding* en feutre pour pantoufles.
Rôdeur des fausses.
Presse à talons automatique.

CLASSE 4

Préposé à l'ouverture des cannelages des franges MacKay.
Modeleur de semelles et de fausses.
Tailler les fausses slips, ou doublures en fibre.
Couper les renforts en carton pour ouvrage turn.

Zone No. 2:
20 % of the female employees, not less than 6.00
15% " " " 8.00
65% " " " 10.00
Zone No. 3:
20% of the female employees, not less than 6.00
15% " " " 7.50
65% " " " 9.50
Zone No. 4:
20% of the female employees, not less than 6.00
15% " " " 7.00
65% " " " 9.00

IX.—*Shoe manufacturing operations*:
The shoe manufacturing operations shall be divided as follows:

SOLE LEATHER

CLASS 1

Striffer of sale leather.
Classifier of leather soles.
Cutter of outersoles—Sides, bands, flanks and shoulders.
Cutter of outersoles by strips.
Cutting clamp and tap soles.
Rounding outersoles on strip.
Goodyear and Turn insoles channellers.
Channellers of McKay outersoles.

CLASS 2

Classifier of leather insoles. (Goodyear).
Cutting Goodyear leather insoles.
Channellers of rubber soles.

CLASS 3

Recutting or rounding blocked soles middle soles and slips soles.
Cutting top pieces.
Cutting leather insoles.
Cutting leather box toes or leather counters.
Reducing shanks on McKay outersoles or cemented process.
Cutting, skiving, rolling and fitting flanks, heads and colored pieces.
Skiving Goodyear or McKay soles, all around (feather edge).
Skiving Goodyear shanks on "APEX" machine.
Classifier of small leather pieces according to leather quality.
Skiving cookies by hand.

Skiving shanks by hand.
Cutting rubber soles.
Cutting creped soles and middle soles.
Cutting cotton lining by hand.
Cutting slipper lining.
Stripping Durus, Onco or Darex.
Grooving outersoles and middle soles.
Fix welt on pool fairstitch.
Sole fitters.
Cutting felt padding for slippers.
Rounding insoles.
Automatic heel compressor.

CLASS 4

Channel opening on outersoles (McKay).

Moulding soles on insoles.
Cutting middle slips, or fibre lining.
Cutting fibre shanks for Turn process.

CLASSE 5	CLASS 5
Bâtir les talons en cuir, retailles ou solides.	Leather heel builders, small leather pieces or solid leather.
Relevage des cannelures des fausses trépointes.	Lifting channellers of welts.
Tailler le carton à talons à la main ou à la machine.	Cutting heel fibre by hand or by machine.
Tailler les retailles (small pieces) lifts et demi-lifts (maillet).	Cutting small pieces, lifts and half lifts.
Tailler langues.	Cutting tongues.
Tailler bandes-arrière.	Cutting back straps.
Tailler bourrures pour remplissage de fonds (fillers).	Cutting fillers for bottom filling.
Couper les *welted shanks*.	Cutting welted shanks.
Couper les fabric toes.	Cutting Frabics toes.
Couper les talonnettes et les bouts de fausses en fibre pour talons de bois.	Cutting heel pads and fibre insoles ends for wood heels.
Amincir les *shanks* trépointes au McKay avec machine splitting.	Skiving Goodyear or McKay shanks with Spitting Machine.
Assorteur de grosses et de fausses sur "check" (caisseur sans s'occuper de la qualité).	Sorting soles and insoles without checking leather quality.
Imitation de fudge (passer la roue).	Fudge imitation Wheeling.
Gauger les semelles GAUGERS.	Gaugers.
Amincir les franges, fausses, supports, slips, top-pieces sur splitting machine.	Skiving outersoles, insoles, shanks, slips top-pieces on splitting machine.
Opérateurs d'indicateurs pour l'épaisseur des semelles.	Opérateur d'indicateurs d'épaisseur de semelles.
Préposé au gemming machine.	Gemming.
Presser les talons à la main.	Heel compressor by hand.
Percer les talons (pricking machine).	Pricking machine.
Scarfing, toutes sortes, à la main.	Scarfing, all kinds, by hand.
Poser les supports d'acier avec rivets.	Fixing steel shanks with reivets.
Trimmer les slips.	Trimming slips.
Classeur de retailles de cuir suivant la grandeur seulement.	Scrap leather classifier according to size.
Préposé à la réception de cuir.	Leather receiver—clerk—weighing.
Au posage et la vérification des quantités.	Checking quantities.
Réduire les renforts à la machine.	Reducing shanks, by hand.
Coupeur de cœur, stay duck, backing, et inclays en cuir, les enveloppes, etc. Renforcir pour le fittage.	Dieing stay duck, backing and leather inlays, linings, etc., reinforcing for fitting.
Relevage des cannelages McKay.	McKay channellers lifting.
Gemmer et rentrer la toile.	Gemming and laking in canvas.

CLASSE 6	CLASS 6.
Tailler les retailles (small Pieces) à la hache.	Cutting small pieces.
Fendre les semelles pour talons "full breast".	Splitting sole for full breast.
Machine à fendre le carton wedge.	Wedging.
Cimenter les cannelures des fausses trépointes machine Economy.	Cementing Goodyear insoles channels on Economy machine.
Messager et balayeurs.	Messengers and sweepers.
Garçon servant comme aide ou aidant aux opérations de machine.	Boys helpers assisting operators on machine.
Mouiller les semelles.	Wetting soles.
Cimenter et coller.	Clueing and cementing.
Poser les supports (cuir à semelles).	Fastening shanks (Sole leather room).
Mettre en noir.	Inking.
Pointer les talonnettes, etc., tacking.	Tacking heel pads, etc.
Marquer les pointures sur semelles.	General size stamping.
Faire cavité dans le slip pour le montage "Gauging slips".	Toe snipper.
Poser talonnettes sur fausses pour talons de bois.	Fixing heel pads on insoles for wooden heels.
Machine à craquer les semelles pour les assouplir, F. I. X. machine.	Flexible insole machine Fix. or similar.
Machine Zeigler.	Flexible outersole machine Zeigler.
Poser le duck sur fausses trépointes.	Gem, hand forming (duck.)
Scarfer à la machine.	Scarfing by machine.
Fondre les rangs de talons (breaster avant posage).	Heel lift gauging.
Sabler et cimenter les bases, assembler les bases avec talons en caoutchouc.	Sanding and cementing base and assembling with rubber top lift.
Préposé au viscolizing pour semelles.	Soles viscolizer.
Sabler les shanks et les talons "full breast" avant que la semelle soit fendue.	Sanding shanks and heels full breast before the sole is split.
Tacker les cookies à la main.	Tacking cookies by hand.

Graver les semelles (embossing).
Coupage de bouts de fausses trépointes.
Tirer la toile, couper et coller le duck et la toile pour gemming.
Shalacker les fausses.
Enlever les "bed" des semelles, cimented process.
Dégrossir les semelles.
Faire base de talons en caoutchouc, à deux ou trois rangs de carton (spring heel) pour hommes.

Embossing soles.
Cutting Goodyear insoles ends.
Pulling linen, cutting and glueing duck and linen for gemming.
Shalacking insoles.
Taking off bed from soles cemented process.

Roughing soles.
2 or 3 rubber lifts heels and spring heel builders for men.

MONTAGE

CLASSE 1

Tirer les bouts sur machine, P. Q.
Opérateurs de machine N. H. (Nigger Head)
Opérateurs de machine flat bed No. 5.
Monter à la main procédé turn seulement.
Opérateurs de machine flat bed No. 6.

CLASSE 2

Tirer les couts à la main seulement.
Assembler à la main ou à la machine, y compris ajustement complet des renforts.
Monter à la main, McKay, Staple Welt, Loose nail, Goodyear Welt, Standard Screw, Choyilles, Rex, Stitchdown.
Monter les côtés à la crampe . . .
Opérateurs de machine stitchdown.
Tackage de semelles à la main ou à la machine pour procédé McKay avec channels.
Opérateurs de presse pour procédé cimenté.
Crowner d'expérience après montage (qui peut faire réparations majeures).
Montage O. K. Welt (opération complète) par le même homme.
Monter les shanks et les talons "Carriage Boots" à la main.
Dégrossir les empeignes, procédé cimenté.
Assemblage des renforts, si l'ouvrier est obligé d'ajuster les renforts de façon à ce que l'assembleur n'ait plus rien à faire que de passer la chaussure sur la machine, (sans responsabilité)
Tacker les coins de renforts . . .

CLASSE 3

Opérateurs de machine pounding.
Monter les enveloppers au N. H. ou autres machines . . .
Monter les côtés au ciment procédé cimenté.
Tacker les semelles à la main O. K. Welt.
Monter les bouts à la broche O. K. Welt.
Monter les pantouffles en feutre au ciment.
Poser les talons sur pantoufles—talons de bois.
Monter les sièges de talons à la broche O. K. Welt.
Tackage de semelle et middle soles, standard screw, loose nails, chevilles McKay sans cannolage, O. K. Welt.

CLASSE 4

Vireur de pantoufles en feutre ou en cuir.
Coller le renfort et le mettre dans l'empeigne sans ajustement.

CLASSE 5

Monter les enveloppes à la main.
Tracer les shanks au couteau, procédé cimenté.
Faire les réparations mineures.
Pointer les fausses à la main ou à la machine.
Monteur de sièges de talons à la machine.
Déformer à la machine ou à la main.

LASTING

CLASS 1

Pull over by machine P. Q.
N. H. Machine operators.
Flat bed No. 5 or 6.
Lasting by hand, turn process only.
Flat bed No. 6.

CLASS 2

Pull over by hand only.
Assembling by hand or machine, comprising complete shanks adjustment.
Lasting by hand, McKay, Staple Welt, Loose Nail, Goodyear Welt, Standard Screw, (peg) Rex, Stitchdown.
Staple side lasting.
Stitchdown machine operators.
Sole tacker by hand or by machine, for McKay process with channels.
Compressor operator for cemented process.
General experienced crowning after lasting (who can perform major repairs)
O. K. Welt lasting—(entire operation performed by the same man).
Heel seats and shanks laster by hand for Carriage Boots.
Roughing uppers, procédé cimenté.
Shanks assembling, if worker has to fix shanks so that the assembler has only to make nothing more than pass the shoe on the machine (without responsibility.)
Tacking counters.

CLASS 3

Pounding.
Covering sport shoes on N. H. or other machines.
Side lasting—cemented process.
Sole tacker by kand O. K. Welt.
Toe laster, by wire, O. K. Welt.
Pasting felt slippers—cemented process.
Heel attaching on slippers, talons de bois.
Counter lasting by wire O. K. Welt.

Soles and middle soles tacker, standard screw, Loose nail, O. K. Welt, without channels.

CLASS A

Turn over on slippers, cuir ou feutre.
Clueing and putting counters in uppers without adjustment.

CLASS 5

Covering sport shoes by hand.
Shank tracing by hand, cemented process.
Making minor repairs.
Tacking insoles by hand or machine.
Heel seat lasting machine.
Pulling out lasts by hand or machine.

Remplir les fonds en liège.
Cimenter les fonds, procédé cimenté.
Forrage et flambage d'empeignes après le montage.

Fillin bottoms with cork.
Cementing bottom—cemented process.
Pereing and singeing of shanks after the mounting.

CLASSE 6

CLASS 6

Démêler les formes seulement.
Enlever les tacks McKay et trépointes.
Poser les supports et bourrures McKay et trépointes.
Messagers et balayeurs.
Aides occupés à des travaux non spécialisés.

Aides aux opérateurs de machines.
Préposés aux travaux de moindre importance.
Craie sur les formes.
Remise des formes dans les carreaux.
Cimenter les fonds trépointes.
Placer et coller les renforts sans ajustement.

Couper les ficelles, déboutonner.
Cimenter la trépointe O. K. Welt.

Sorting out lasts on y.
Pulling out tacks—McKay and Goodyear.
Fastening shanks—McKay and Goodyear.

Messengers and sweepers.
Boys employed as helpers or general assistants on any class of work.
Boys helper to operators or machine.
Any other minor or general work of any nature.
Chalking lasts.
Returning lasts to bins.
Cementing bottoms—Goodyear.
Putting and glueing counters without adjustment.
Cutting twine, unbuttoning.
Welt cimenting O.K. Welt.

FONCAGE

MAKING ROOM

CLASSE 1

CLASS 1

Cousage Littleway.
Cousage McKay.
Trimmer les lisses.
Coudre ou poser la trépointe (welt).
Préposés au rough rounding Goodyear.
Machine Lockstitch.

Littleway sewing.
McKay sewing.
Edge trimmer.
Sewing or fastening Goodyear welt.
Goodyear rough rounding.
Lock Stich.

CLASSE 2

CLASS 2

Machine Puritain (Upper leather).
Talonner à la main ou à la machine.
Trimmer les talons.
Sabler les talons et polir (scouring).
Ajuster les sièges pour talons de bois à la main ou à la machine.
Poser Welt sur Staple Welt.
Fairstitch après ou avant cousage (Machine Puritain).
Machine Standard Screw à chèviller. Loose nail for sole fastening only.
Trimmer les slips.
Poser les vis à la Machine.
Battre les fonds McKay.
Rought trimming after rough rounding.
Poser les hausses sur bords en caoutchouc.

Puritain machine (upper leather.)
Heeling by hand or machine.
Heel trimmer.
Heel scouring.
Adjusting heel seat for wood heels by hand or machine.
Sewing welt on staple welt.
Puritain Fair Stieth before or after sewing.

Standard Screw, Pegging, Loose Nailing.

Lips trimmer.
Screwing on machine.
McKay levelling.
Rough trim after rough rounding
Fixing uppers on rubber vamps.

CLASSE 3

CLASS 3.

Machine inseam trimming.
Poser les semelles trépointes.
Clouer les sièges de talons.
Couper les devants de talons après heel shaver.
Préposés au jointing (à la main ou à la machine)
Séparation des points.
Battre les fonds trépointes. Goodyear levelling.
Setterl es bords sur roue sur shaft.
Machine à slugger les talons.
Amincir la partie avant sur la machine à trimer les lisses avant de coudre.
Poser les clous dans les shanks ou les bouts (reinforcing).
Battre les renforts après que les talons sont posés.
Pointer les spring heels (loose nailing machine).

Machine inseam trimming.
Sole laying (Goodyear).
Heel seat nailing.
Heel breasting after heel shaving.
Jointing by hand or machine.
Stitch separating.
Goodyear levelling.
Edge setting by roll on shaft.
Heel slugging.
Reducing forepart before stitching on edge trimming machine.
Shanks or butts nailing—reinforcing.

Levelling shanks after heeling.

Loose nailing machine—Spring heels.

Rabattage stitchdown O. K. Welt and Staple Welt sur roue, sur shaft.
Rabattre les points Welt à la machine.

Poser les patins avec machine à rivets.

Percer les trous avec drill pour recevoir les rivets ou vis à patins.
Tailler les semelles crêpées au fer chaud à la main.

CLASSE 4

Rough trim after rough roundingy.
Poser les rivets sur bottines à patins si les trous sont percés.
Tailler les semelles crêpées à la machine.
Rabattre les points—couture.

CLASSE 5

Passer la roue fudge, première roue.
Préparer les devants de talons de bois avant de coller les slips.
Sabler les devants de talons.
Préposés au welt knife à la main ou à la machine.
Amincir les bouts de la trépointe.
Battre la trépointe.
Setter les bords sur une brosse non enveloppée sans se servir du fer.
Heel base breasting.
Toe trimming and toe stapling.
Passer la roue fudge, deuxième roue.
Trimmer les sièges de talons.
Renformer.
Rabatteur de renforts et de bords de semelles—partie avant.
Réduire les shanks après le rough rounding, ouvrage de femme.
Mouiller les lips, les ajuster et les coller (Sticker).
Trimmer les coins de semelles pour les talons cubains.
Sabler le devant de talons de bois après le trimmage des lips.
Clouer les talons de bois après avoir enlevé la vis et la forme.
Trimmer le surplus de la semelle.
Horse shoe plate and heel plate nailing by hand.

CLASSE 6

Poser les supports McKay (McKay) shanks fastening.
Trimmer le surplus des empeignes McKay et cimenté.
Arracher les pointes trépointes.
Poser les supports trépointes.
Brosser les empeignes, pour enlever la poussière le noir et la cire, aussi brosser les semelles.
Cimenter, mouiller, relever et rabattre les cannellages.
Toute opération de collage et de cimentage (autres que celles déjà classées).
Cimenter les fonds et les semelles.
Couper les fils.
Ecraser et rouler les points avant le rabattage.
Arracher les pointes et la broche avant.
Relever les cannelages trépointes après le rough rounding.
Relever les lips, sizer les talons de bois et les mettres dans les souliers.
Enlever les vis à la main ou à la machine.
Relevage des cannelages (procédé cimenté). pour ouvrage Littleway.
Remplir les fonds, carton, feutre, etc.

Levelling Stitchdown O. K. Welt and Staple Welt by roll on shaft.
Rubbing welt stitches on Levelling machine (any process).
Fixing skates with screwing or riverting machine.
Drilling holes for skate's rivets or screws.

Trimming Crepe sole with hot iron.

CLASS 4.

Rough trim after rough rounding.
Fixing rivets on skating shoes if wholes are drilled.
Cutting crepe soles by machine.
Rubbing down stitches.

CLASS 5.

Fudge wheeling—first whell.
Setting heel breast before glueing lips.

Heel breast scouring.
Knife welter by hand or machine.

Skiving welt butts.
Welt beating.
Setting edges with a non-wrapped brush without using the iron.
Heel base breasting.
Toe trimming and toe stapling.
Second fudge wheeling.
Heel seat trimming.
Relaster.
Shanks and forepart breaker.

Shanks reducing after rough rounding (women)

Wetting, sticking and adjusting lips.

Trimming—for cuban heels.

Sanding wood heel breast after lips trimming.

Fixing wood heels after taking off screw and last.
Trimming remainder of sole.
Horse shoe plate and heel plate nailing by hand.

CLASS 6

McKay shanks fastening.

Trimming remainder of uppers (McKay) and cementing.
Pulling out tacks—Goodyear.
Fastening shanks—Goodyear.
Brushing uppers to take off dust, wax, etc... also brushing soles.
Cementing, wetting, turning and levelling channels.
All glueing and cementing operations (others than those already classified).
Cementing bottoms and sples.
Cutting threads.
Rubbing down stitches before levelling.
Pulling tacks and wire before welting.
Channel turning after rough rounding.

Turning lips, assortir les grandeurs, sizing wood heel.
Taking off screws by hand or machine.
Channel turning, cemented process, for Littleway.
Bottom filler—fibre, felt, etc.

FINISSAGE

CLASSE 1

Setter les lisses.

CLASSE 2

Trisage.
Sabler les fonds (buffing).
Préposés au naumkeag.

CLASSE 3

Finir les talons (stoner, burnishing).
Préposés au double brush stain.
Tracer les panels à la main.

CLASSE 4

Préposés à l'ouverture des cut-outs (vider à la main).
(Brosser, laver et nettoyer les empeignes) battre les renforts et bouts sur trise pour chaussure de travail.

CLASSE 5

Vernissage ou Graissage.
Spraying.
Éponger les fonds.
Passer la roue à la main.
Estamper les fonds.
Passer la roue sur les fonds.
Poser la peinture et le bleech sur les fonds et poser gomme avec brossage.
Deuxième déformage.
Faire les panels.
Perforer les œillets.
Mouler, cramper les renforts à chaud (Freeman machine, etc.)
Creaser.
Brosser les lisses, les talons, les empeignes et les fonds après trisage.
Padder les lisses et les talons.
Strapper les shanks et les devants avec broche à la main (bevelled edge & welt).
Lavage et cirage des fonds.
Cirage des fonds.
Re : Fonds naturels.
(Brosser, laver et nettoyer les empeignes).

CLASSE 6

Mettre les lisses et les talons en noir.
Balayeurs et messagers.

TAILLAGE

CLASSE 1

Tailleur de cuir à empeignes en peaux à la main ou à la machine.
Tailler cut-outs sur dessus à la main, fait par le tailleur d'empeignes en peau.
Tailler le satin, le crêpe, le velour et le feutre lorsque taillé simple.
Tailleur de réparage et de trials "cripplé" en peau.
Tailleur de cuir à empeignes en côtés à la main ou à la machine.

CLASSE 2

Tailler le satin, le crêpe, le velour et le feutre, lorsque taillé double par le tailleur.
Tailleur de réparages et de trials "cripple" en côtés.

FINISHING ROOM

CLASS 1

Edge setting.

CLASS 2

Treeing.
Sanding bottoms (buffing).
Naumkeag.

CLASS 3

Heel finisher (stoner, burnisher).
Double brush stain
Tracing panels by hand.

CLASS 4

Cut outs reopening (hand).

Brushing, washing and cleaning uppers—shanks and butts beater on treeing for heavy shoes.

CLASS 5

Varnishing and greasing.
Spraying.
Sponging bottoms.
Wheeling by hand.
Stamping bottom.
Wheeling on bottoms.
Painting, gumming and bleaching bottoms with brush.
Second pulling out lasts.
Making panels.
Puncher bird's eyes.
Moulding, cramping shanks (Freeman machine, etc.)
Creasing.
Final brushing after treeing.

Padding edges and heels.
Scanks and butts stripping with wire by hand (bevelled edge and welt.)
Washing and waxing bottoms.
Bottom polishing.
Re: natural bottom.
Brushing, washing and cleaning uppers.

CLAS 6

Inking edges and heels.
Sweepers and messengers.

CUTTING ROOM

CLASS 1

Cutting outsides by hand or machine.

Cutting cut-outs on uppers by hand—performed by the leather outside cutter.
Cutting satin, crepe, velvet and felt when single.
Repairing cutters and trial cripples.

Cutting leather outsides in sides by hand or machine.

CLASS 2

Cutting satin, crepe, velvet and felt when double.
Repairing cutters and trial cripples.

CLASSE 3

Tailler le canevas pour dessus.
Tailler les top-facings extérieurs, back straps, langues, quarter facing pour chaussures athlétiques.
Tailler les doublures, entre-doublures et les fausses en coton à la main.
Crampage.
Tailler les langues en feutre.
Tailler les fleeces et le feutre pour doublures.
Tailler le backing.

CLASSE 4

Tailler les fournitures et doublures incluant les fausses en cuir à la main (opération complète) comprenant quartiers, empeignes.
Tailleur de fournitures pour réparage et trials (cripple).
Tailler les doublures en imitation de cuir ainsi que les fournitures à la main ou à la machine, comprenant quartiers, empeignes, sock linings.
Tailler les fausses à la main.
Tailler les cut-outs par tailleur de fournitures.

Vider les cut-outs.

CLASSE 5

Tailler les inlays en cuir, en toile ou en similicuir.
Tailler les cut-outs.
Tailleur de langues de bottes (belows tongue).
Tailler heel pads, back straps, inside top facing back stay, counter pocker, half below tongue, et petites langues.
Tailleur de fausses et de heel pads à la main ou l'emporte-pièce.
Tailler les fournitures dans les morceaux.
Tailleur de doublures de langues.
Tailler les bandes-arrières intérieures à l'emporte-pièce.
Tailler les back-straps extérieures à l'emporte-pièce.

CLASSE 6

Balayeurs et messagers.
Marquer les fantaisies.
X.—*Opérations classifiées:*
Le Comité conjoint pourra, si nécessaire, compléter ou modifier la liste des opérations énumérées ci-dessus. Les employées occupés à de telles opérations seront sujets à toutes les clauses de la présente convention collective. Dans tous les cas, les employeurs assujettis seront avisés par le Comité conjoint de telles classifications équivalentes ou complémentaires dans les huit (8) jours. telles classifications équivalentes ou complémentaires dans les huit (8) jours.
Ces classifications auront alors la même portée que si elles avaient été sanctionnées dans l'arrêté ministériel légalisant la présente convention.

XI.—Dans les manufactures où tous les ouvrier ou un groupe d'ouvriers travaillent à la pièce, les employés faisant la même opération devront être payés le même taux à la pièce.
Dans les manufactures où un système à l'heure ou à heures contrôlées (à la tâche) est établi, les ouvriers qui font la même opération devront être payés d'après une même base de rendement, et recevoir 100% de bonus lorsqu'ils auront dépassé le pourcentage établi comme rendement moyen ou exigé.

CLASS 3

Cutting canvas for uppers.
Cutting outside top-facings, back straps, tongues, quarter, facing for sport shoes.

Cutting cotton linings, middle lining and insoles by hand.
Stapling.
Cutting felt tongues.
Cutting fleeces and felt for linings.
Cutting backing.

CLASS 4

Cutting trimmings and linings, including lather insoles, by hand (complete operation) including quarters, shank.
Cutting trimmings for cripples.

Cutting linings on leather imitations, as well as trimmings, by hand or machine, including sock linings.
Cutting insoles by hand.
Cutting cut-outs when performed by trimming cutter.
To empty cut-outs.

CLASS 5

Cutting leather inlays, linen or simili leather.

Dieing cut-outs.
Cutting belows tongue.
Cutting heel pads, back straps, inside to facing, back stay, counter pocker, half below tongue and small tongues.
Dieing or cutting by hand sock linings and heel pads.
Cutting trimming out of scrap.
Cutting tongue linings.
Dieing out interior back straps.

Dieing out exterior back straps.

CLASS 6

Sweepers and messengers.
Marking farcy stitching.
X.—*Classification operations:*
The Joint committee shall have the power, if necessary, to complete or modify the list of operations hereinabove enumerated. Employees engaged in any of the above operations are governed by the provisions of the present collective agreement. In any case, the governed employers shall be noticed by the Joint committee of such equivalent or complementary classifications within eight (8) days.

Those classifications shall have the same force as if they had been ratified by the Order in Council declaring the present agreement obligatory.

XI.—In manufactures where all employees or a group of employees are working on a piece rate basis, employees engaged in the same operation shall receive the same piece rate.
In manufacture where an hour system or a job system is established, employees engaged in the same operation shall be paid according to the same basis of production, and receive 100% of bonis when they have exceed the established percentage as average or required output.

Le comité conjoint, après enquête, pourra déterminer le rendement exigible.

XII.—L'employeur devra dire à chaque ouvrier embauché et au Comité conjoint, le taux qui lui sera payé à la pièce ou à l'heure, ou ce qu'on exige de lui comme production sur le système à heure contrôlées (à la tâche).

Une fois les taux à la pièce acceptés, l'employeur n'aura pas le droit de baisser ces taux, parce qu'un ou plusieurs de ses employés se font des salaires supérieurs aux taux fixés à l'heure.

XIII.—*Etablissement et ajustement des taux à la pièce:*

Le Comité conjoint établi en vue de la mise en force de cette convention pourra accepter, s'il le juge à propos, l'établissement de taux à la pièce dans les manufactures où il y a possibilité. A cette fin:

a. Le comité aura le pouvoir d'accepter des taux à la pièce, au lieu des taux à l'heure, pourvu que ces taux, dans l'opinion du comité conjoint, ne rapportent pas moins que les taux à l'heure fixés par la présente convention, et pourvu que les taux ainsi établis soient équivalents aux taux payés pour du travail similaire dans la majorité des ateliers dans la même zone.

b. Le Comité conjoint, s'il le juge à propos, aura en tout temps, le droit de canceller, à quarante-huit (48) heures d'avis, le permis donné à une manufacture de travailler sur un système à la pièce.

c. Une fois les taux à la pièce établis, conformément au paragraphe "*a*" du présent article, le Comité conjoint et l'employé, dans une réclamation de salaire, devront baser leur réclamation sur les taux à la pièce acceptés par le Comité conjoint, et leur réclamation aura le même effet en loi que si ces taux étaient incorporés dans la présente convention.

XIV.—Le manufacturier qui a adopté le système à la pièce devra quand même faire rapport au comité, du nombre d'heures travaillées par ses employés, et des salaires qu'ils ont gagnés.

Aucune manufacture n'aura le droit de faire travailler une partie de ses employés à la pièce et l'autre à l'heure, pour toutes opérations en série où les employés à l'heure doivent fournir ou finir l'ouvrage des employés à la pièce.

XV.—*Contremaitres:*

Tout contremaitre, faisant l'une ou 'autre des opérations contenues dans ce contrat devra être payé au taux le plus élevé fixé pour la zone dans laquelle il se trouve.

XVI.—*Disputes industrielles:*

Dans un cas de dispute en ce qui a trait à l'interprétation de la présente convention, les intéresser devront référer le cas au Comité conjoint qui entendra les parties et devra prendre une décision dans les cinq jours, laquelle décision sera finale et liera les parties intéressées

XVII.—*Taux spéciaux:*

Le comité conjoint aura le pouvoir d'établir des salaires heures moins élevés que le minimum spécifié dans cette convention, pour tout employé frappé d'incapacité partielle, par accident, vieillesse ou infirmité jugée de nature à rendre la personne affectée dans l'impossibilité de gagner le salaire minimum spécifié dans cette convention. La majorité des employeurs et des employés, membres du Comité conjoint, décidera de ces cas particuliers.

Lorsqu'un employé exécute plus d'une opération à différents taux, le Comité conjoint aura le

The joint committee, after investigation, shall have the power to determine the required output.

XII.—The employer shall tell each engaged employee and the joint committee, the rate that he is to receive on a piece rate or an hourly rate basis, or what is expected from him as production in the job system.

Once the piece rates are accepted, the employer shall have no right to decrease those rates, because one or many of his employees are earning more than on the rates fixed by the hour.

XIII.—*Establishment or adjustment of piece rates:*

The joint committee established to have the agreement respected shall have the right to accept, if it so decide, the piece rate basis in manufacturing establishments where it is possible. To this purpose:

a. The committee shall have the right to accept piece rates, instead of rates per hour, provided those rates, in the opinion of the joint committee, do not pay less than the rates by the hour fixed by the present agreement, and provided that so established rates be equivalent to the rates paid for similar work in the majority of the shops of the same zone.

b. The joint ocmmittee, if he so decide, shall have in any time, the right to strike out, after a 48-hour notice, the permit given a manufacturing establishment to work on a piece work basis.

c. Once the piece rates are established, in conformity with paragraph "*a*" of the present Section, the joint committee and the employee, in a claim, shall base their claims on the piece rates established by the joint committee, and their claims shall have the same effect in law as if those rates have been incorporated in the present agreement.

XIV.—The manufacturer having adopted the piece work system shall report to the Committee the numbers of hours during which his employees have been on duty and the wages paid for same.

No establishment shall have the right to have its employees working partly on piece work system partly on hourly rates for any serial operations where employees working on hourly rates have to supply or finish the work of those doing piece owrk.

XV.—*Foremen:*

Any foreman, doing either of the operations contemplated in this agreement shall be paid at the highest rate agreed upon for the zone in which he works.

XVI.—*Industrial disputes:*

In the case of misunderstanding of the present agreement, the Joint Committee shall take up the matter and have the interested parties heard before itself. Within 5 days, it shall render its decision which shall be final and bind the interested parties.

XVII.—*Special rates:*

The joint Committee shall have the right to establish inferior wages to those specified in the agreement for any employee partially incapacitated by accident, oldness or infirmity when such handicap really hinders him to deserve the legal rate specified in the agreement. These cases shall be settled by the majority of the employers and the employees member of the Joint Committee.

In the case of an employee doing more than one operation at different rates, the Joint Com-

pouvoir d'établir un taux proportionnel au salaire qu'il aura gagné en faisant les deux opérations majeures.

Le présent article ne s'appliquera pas aux manufactures qui auront adopté le système à la pièce, conformément aux dispositions de l'article XIII.

XVIII —*Argent perçu par le Comité conjoint:*

Tous les salaires accumulés dus aux employés comme résultat des ajustements de taux, ou par suite d'infraction à cette convention collective devront être payés directement par l'employeur au Comité conjoint, et ce dernier devra garder un registre spécial dans lequel seront entrés tous les montants d'argent perçus et subséquemment distribués aux différents employés.

XIX.—*Employeurs conjointement responsables:*

Tout employeur, marchand de gros, ou toute autre personne qui emploie dans son établissement, ou en dehors, un ou plusieurs entrepreneurs ou sous-entrepreneurs ou intermédiaires, sous la juridiction de cette convention collective, devra les enregistrer séparément sur sa liste de paye.

L'employeur devra payer tous les employés aux prix du contrat, que ces employés travaillent directement pour le manufacturier, pour l'entrepreneur ou sous-entrepreneur.

Si, dans la suite, l'employé remet au sous-entrepreneur ou "jobber" une partie de l'argent reçu du manufacturier, ce dernier ne sera pas responsables. Toutefois, le patron devra retenir le montant de cette réclamation sur la paye du "jobber".

XX.—*Apprentissage:*

a. Le nombre total des apprentis dans une manufacture ne doit pas excéder 10% du nombre total des employés masculins des classes I, II, III et IV.

b. L'apprentissage sera de six mois pour les classes I et II et de trois mois pour les classes III et IV.

c. La période de six mois d'apprentissage sera calculée sur la base de 1,200 heures, et 600 heures pour la période de trois mois de travail actuel, dans une même opération ou dans des opérations similaires, dans l'opinion du Comité conjoint.

XXI.—Les salaires devront être payés entièrement en deniers ayant cours légal dans cette province, et régulièrement une fois la semaine ou une fois la quinzaine.

XXII.—Pour ce qui concerne la mise en vigueur de cette convention, et conformément à ce contrat, il ne sera pas nécessaires qu'un employé devienne membre d'une union ou association d'employés, ni qu'un employeur ne devienne membre d'une association d'employeurs, mais, il est entendu et convenu entre les parties susdites, que le Comité conjoint reconnaîtra tout employé ou tout employeur d'une fabrique de chaussures de la province de Québec comme ayant droit à la considération du comité, à la protection de la loi et pouvant également se prévaloir des dispositions de ce contrat, qu'il fasse partie ou non d'une union ou d'une association quelconque d'employés ou d'employeurs.

XXIII —Un résumé de cette convention sera affiché dans chaque département ou atelier, afin que chaque intéressé puisse en prendre connaissance.

XXIV.—Le Comité conjoint chargé de mettre à exécution la présente convention collective devra immédiatement former un comité spécial

mittee shall have the power to establish a suited rate of wage based on the two principal operations he had done.

The present section shall not apply to manufactures working on piece work system, in conformity with the provisions of Section XIII.

XVIII.—*Money collected by the Join Committee.*

Any wages accumulated and due to employees as a result of the rates adjustment, or of violations of this collective agreement shall be paid directly by the employer to the Joint Committee, and the later shall keep a special register in which shall be written the amount of money collected and subsequently distributed to the different employees.

XIX.—*Employers jointly responsible:*

All employer, wholesale merchant, or any other person employing in his establishment, or outside, one or several contractors, sub-contractors or intermediaries, under the jurisdiction of this collective agreement, shall register them separately on his pay-roll.

The employer shall pay his employees according to the rates of the contract, whether these employees are working directly for the manufacturer, for the contractor or for the sub-contractor.

If, later on, the employee refunds to the sub-contractor "jobber", a part of th money received from the manufacturer, the latter shall not be responsible. However, the boss shall retain the amount of the claim on the pay of he jobber.

XX.—*Apprenticeship:*

a. The total number of apprentices in a manufacture shall not exceed 10% of the total number of male employees of classes, I, II, III and IV.

b. Apprenticeship shall be of six months for classes I and II, and of three months for classes III and IV.

c. Six month period of apprenticeship shall be computed on the basis of 1,200 hours, and 600 hours for the three-month period of usual work, in a same operation or in similar operations, in the opinion of the joint committee.

XXI.—Wages shall be paid entirely in cash, and regularly once a week or once a forthnight.

XXII.—As far as the enforcement of this agreement is concerned, and pursuant to this contract, it shall not be necessary that the employee become member of a union or of an association of employees, neither an employer become member of an association of employers, but it is understood and agreed the parties hereto, that the Joint Committee shall recognize any employee or any employer of a shoe manufacturing establishment in the Province of Quebec, as being entitled to the consideration of the committee, to the protection of the law, and to have the right to prevail itself of the provisions of this agreement whether he is or not a member of any employee or employer union or association.

XXIII.—An outline of this agreement shall be posted up in each department or shop, in order that each employee shall read it.

XXIV.—The joint committee charged with the enforcement of the present collective agreement shall immediately form a special committee

qui aura pour but l'établissement de conditions particulières de travail dans l'industrie des spécialités indiennes; ce comité, constitué de deux manufacturiers de chaussure, de deux manufacturiers de spécialités indiennes et de deux ouvriers devra, dans un délai maximum de un mois, faire rapport au comité lequel recommandera aux parties contractantes la présentation, au ministère du Travail, d'une requête en amendement de la convention collective et ce, dans le sens indiqué par ledit rapport.

XXV.—La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel qui la sanctionne.

Elle sera en force pour la période d'un an. Après cette date, elle se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins qu'elle ne soit terminée par un avis écrit, donné par l'une ou l'autre des parties aux présentes à l'autre partie, soixante (60) jours avant l'expiration du temps original et avant l'expiration d'aucune année subséquente. Cet avis ne sera considéré par le Ministère du Travail qu si la partie qui le donne est jugée par lui comme constituant le groupe prépondérant, qu'il s'agisse de la partie de première part ou de celle de deuxième part.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4755-o

with a view to establishing particular conditions of labour in the industry of Indian specialties; this committee, formed by two shoe manufacturers, two Indian specialties manufacturers and two labourers, shall, within a maximum delay of one month, present a report to the committee which shall recommend to the contracting parties the presentation, to the Department of Labour, of a request in amendment of the collective agreement and that, in the meaning indicated in the said report.

XXV.—The present agreement shall come into force the day of the publication in the *Quebec Offi ial Gazette* of the Order in Council approving it.

It shall be in force for a one-year period. After this date, it shall renew automatically from year to year, unless one of the contracting parties present a written to the other party hereto, sixty (60) days before the expiration of the original expiration date and before the expiration of any subsequent year. This notice shall be considered by the Minister of Labour only if the party giving it to the other constitutes the preponderant group, whether it is the party of first or second part.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4756-o

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 17 juillet 1937.

M. J. René Scott, B. S. A., de Québec: agronome de comté.

Québec, le 14 août 1937

M. Ernest Allard, médecin, de La Malbaie: coroner conjoint du district de Saguenay, avec juridiction seulement sur les paroisses de la Baie Saint-Paul, Saint-Urbain, Saint-Joseph et Petite Rivière Saint-François.

M. J. A. Lapointe, médecin, de La Malbaie: coroner conjoint du district de Saguenay.

MM. Charles Perron, cultivateur, Philomon Fortin, commerçant, Napoléon Jolin, journalier, Trefflé Grégoire, boulanger, Thomas Gravel, cultivateur, Aimé Cloutier, agent d'assurance, tous du canton Broughton: commissaires pour tenir, avec M. Edmond-Joseph Turcotte, marchand, d'East Broughton, la Cour des commissaires du canton de Broughton, dans le district électoral de Beauce.

Québec, le 24 juillet 1937.

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel No 1993, en date du 24 juillet 1937, de nommer Monsieur Auguste Désilets, avocat, conseil en loi du roi et ancien bâtonnier de la province, de la cité de Grand'Mère, président des reviseurs, Monsieur A.-W.-P. Buchanan, avocat, conseil en loi du roi et trésorier du barreau de Montréal, de la cité de Montréal, et Monsieur Gérard Simard, avocat de Rimouski, reviseurs, chargés de la revision et de la refonte des lois de la province d'un caractère général et permanent, suivant les dispositions de la Loi 1, George VI, chapitre 12, intitulée:—"Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province". 4765-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, July 17th., 1937.

Mr. J. René Scott, B. A. S., of Quebec, county agronomist.

Quebec August 14th., 1937.

Mr. Ernest Allard, physician, of La Malbaie: joint coroner of the Saguenay district, with jurisdiction only over the parishes of Baie Saint Paul, Saint Urbain, Saint-Joseph and Petite Rivière Saint François.

Mr. J. A. Lapointe, physician, of La Malbaie: joint coroner of the Saguenay district.

Messrs. Charles Perron, farmer, Philomon Fortin, trader, Napoléon Jolin, labourer, Trefflé Grégoire, baker, Thomas Gravel, farmer, Aimé Cloutier, insurance agent, all of the Township of Broughton: commissioners to hold, with Mr. Edmond Joseph Turcotte, merchant, of East Broughton, the commissioners' court of the township of Broughton, in the electoral district of Beauce.

Quebec, July 24th., 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council have been pleased by Order in Council No. 1993, dated july 24th., 1937, to appoint Mr. Auguste Désilets, advocate, King's Counsel and ex-batonnier of the Province, of the city of Grand' Mère, President of the revisers, Mr. A. W. P. Buchanan, advocate, King's Counsel and treasurer of the Montreal Bar, of the city of Montreal, and Mr. Gerard Simard, advocate of Rimouski, revisers, charged with the revision and consolidation of the Acts of the Province of a general and permanent nature, pursuant to the provisions of Act I, George VI, chapter 12, entitled: "An Act to provide for the consolidation of the laws of the Province. 4766

Département du Trésor

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1937, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre, 1895.

REVENU ORDINAIRE:—			
Provenant de taxes:—			
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, BUREAU DU REVENU:—			
Loi des véhicules-automobiles		6,484,255.82	
Taxe sur la gasoline		6,565,050.70	
Droits sur les successions		7,636,874.69	
Taxes sur les corporations (sur capital)		5,148,231.53	
Taxes sur les corporations (sur profits)		2,189,224.94	
Taxes sur transferts de valeurs		916,564.58	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.		307,269.23	
Autres Taxes		181,765.75	
		29,429,237.24	
Département du Trésor, Bureau des Assurances		121,765.10	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits		1,814,934.03	
Secrétaire Provincial		81,052.55	
Département des Travaux Publics		295,904.25	
Département du Travail		68,300.40	
Chasse et Pêcheries		26,013.00	
Administration de la justice		86,427.91	
		31,923,634.48	
Provenant d'autres sources:—			
Subside de la Puissance du Canada basé sur la population		2,464,553.00	
Intérêts		1,287,431.60	
Commission des liqueurs de Québec:—			
Compte de commerce	3,807,257.74		
Moins: Octroi à l'Assistance Publique	1,000,000.00	2,807,257.74	
RESSOURCES NATURELLES:—			
Terres et Forêts	4,675,096.18		
Mines	1,415,651.67		
Chasse et Pêcheries	343,898.36		
Colonisation	48,866.10		
		6,483,512.31	
Honoraires, divers départements		589,293.94	
Amendes, etc., divers départements		229,120.93	
Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie, assistance publique et unités sanitaires: Entretien des prisonniers		46,492.50	
Divers, différents départements		448,722.96	
Total du Revenu Ordinaire. (A reporter)			46,280,019.46

Treasury Department

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ending June 30th, 1937, as required by a Resolution o the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.

ORDINARY REVENUE:—			
From Taxation:—			
TREASURY DEPARTMENT, REVENUE BRANCH:—			
Motor Vehicle Law		6,484,255.82	
Gasoline Tax		6,565,050.70	
Duties on Successions		7,636,874.69	
Corporation Tax (On Capital)		5,148,231.53	
Corporation Tax (On Profits)		2,189,224.94	
Security Transfer Tax		916,564.58	
Licenses of Hotels, Restaurants, etc.		307,269.23	
Other Taxes		181,765.75	
		29,429,237.24	
Treasury Department—Insurance Branch		121,765.10	
Alcoholic Liquor Act, Permits and Duties		1,814,934.03	
Provincial Secretary		81,052.55	
Public Works Department		295,904.25	
Labour Department		68,300.40	
Game and Fisheries		26,013.00	
Administration of Justice		86,427.91	
		31,923,634.48	
From other sources:—			
Dominion of Canada Subsidy, based on population		2,464,553.00	
Interest		1,287,431.60	
Quebec Liquor Commission:—			
Trade Account	3,807,257.74		
Less: Grant to Public Charities Fund	1,000,000.00	2,807,257.74	
NATURAL RESOURCES:—			
Lands and Forests	4,675,096.18		
Mines	1,415,651.67		
Game and Fisheries	343,898.36		
Colonization	48,866.10	6,483,512.31	
Fees, various departments		589,293.94	
Fines, etc., various departments		229,120.93	
Municipal contributions, excluding those for Insane Asylums, Reformatory and Industrial Schools, Public Charities and Health Units:—			
Maintenance of Prisoners, etc.		46,492.50	
Miscellaneous, various departments		448,722.96	
Total Ordinary Revenue (Carried forward)			46,280,019.46

Département du Trésor—*Suite.*

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1937, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre, 1895.—**Suite.**

Total du Revenu Ordinaire (reporté)			46,280,019.40
DÉPENSES ORDINAIRES:—			
Dette Publique:—			
Intérêts	6,550,405.26		
Moins:—taxe du chômage et revenu provenant des successions vacantes	648,267.60	5,902,137.66	
Frais d'administration	92,857.81		
Amortissement d'escompte et de primes sur emprunts	155,933.97	248,791.78	
Fonds d'Amortissement	4,008,584.65		
Moins: Versement déposé par la Banque Canadienne Nationale en vertu de 14 Geo. V, ch. 3, avec intérêts accrus	226,639.53	3,781,945.12	
		9,932,874.56	
Législation		1,112,976.72	
Gouvernement Civil:			
Salaires, pensions et assurances	2,805,718.71		
Dépenses contingentes	217,494.90	3,023,213.61	
Administration de la Justice		2,545,896.51	
Charges sur le revenu		437,169.70	
Secrétaire Provincial:—			
Générales	1,112,679.81		
Asiles d'aliénés	1,439,172.97		
Ecoles de réforme et d'industrie	292,519.12		
Hygiène	748,241.05	3,592,612.95	
Instruction Publique		3,104,904.82	
Travaux Publics		1,707,502.27	
Travail		2,351,821.39	
Mines		277,802.02	
Chasse et Pêcheries		717,963.48	
Agriculture		3,527,230.50	
Voirie		5,315,355.36	
Terres et Forêts		1,568,243.79	
Colonisation		2,166,258.13	
Affaires Municipales, Industrie et Commerce		431,069.89	
Services Divers		137,049.92	
Dépôts judiciaires prescrits en vertu de 25-26 Geo. V, c. 81		1,360.84	
Augmentation de la réserve pour comptes douteux		360,147.67	
Total des Dépenses Ordinaires			42,311,454.13
Excédant du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires pour l'année fiscale terminée le 30 juin, 1937 (A reporter)			$ 3,968,565.33

Treasury Department—*Continued.*

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ending June 30th, 1937 as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.—*Continued.*

Total Ordinary Revenue (brought forward)			46,280,019.46
ORDINARY EXPENDITURE:—			
Public Debt:—			
Interest charges	6,550,405.26		
Less: Unemployment Tax and revenue from Escheated Estates	648,267.60	5,902,137.66	
Charges of Management	92,857.81		
Amortization of Discount and Premium on loans issued	155,933.97	248,791.78	
Sinking Funds	4,008,584.65		
Less: Instalment deposited by la Banque Canadienne Nationale under 14 Geo. V, c. 3, with accrued interest	226,639.53	3,781,945.12	
		9,932,874.56	
Legislation		1,112,976.72	
Civil Government:—			
Salaries, pensions and insurance	2,805,718.71		
Contingencies	217,494.90	3,023,213.61	
Administration of Justice		2,545,896.51	
Charges on Revenue		437,169.70	
Provincial Secretary:—			
General	1,112,679.81		
Lunatic Asylums	1,439,172.97		
Reformatory and Industrial Schools	292,519.12		
Health	748,241.05	3,592,612.95	
Education		3,104,904.82	
Public Works		1,707,502.27	
Labour		2,351,821.39	
Mines		277,802.02	
Game and Fisheries		717,963.48	
Agriculture		3,527,230.50	
Roads		5,315,355.36	
Lands and Forests		1,568,243.79	
Colonization		2,166,258.13	
Municipal Affairs, Trade and Commerce		431,069.89	
Miscellaneous Services		137,049.92	
Prescribed Judicial Deposits refunded under 25-26 Geo. V, c. 81		1,360.84	
Increase in Reserve for doubtful accounts		360,147.67	
Total Ordinary Expenditure			42,311,454.13
Excess of Ordinary Revenue over Ordinary Expenditure for the fiscal year ending June 30th, 1937 (Carried forward)			$ 3,968,565.33

Département du Trésor—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1937, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre, 1895.—**Suite**

Excédant du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires pour l'année fiscale terminée le 30 juin, 1937 (reporté)		3,968,565 33
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES:—		
Loi de l'Aide aux chômeurs:—		
Dépenses d'administration	696,593 44	
Secours directs	7,370,471 11	
Aide aux Colons	2,089,188 35	
Retour à la terre (plan Gordon)	1,778 58	
	10,158,031 48	
Loi pour promouvoir la Colonisation et le retour à la terre	4,738,322 93	
Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la Colonisation	634,483 15	
Déficit du Fonds de l'Assistance Publique pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1937	1,705,084 40	
Loi de la Voirie—Octrois aux Municipalités	120,491 83	
		17,356,413 79
Excédant des dépenses Ordinaires et Extraordinaires sur le Revenu Ordinaire pour l'année terminée le 30 juin 1937		$ 13,387,848 46
DÉPENSES DE CAPITAL:—		
Loi de l'Assistance aux chômeurs:—		
Chemins Miniers	247,930 40	
Voirie	894,298 12	
Travaux Publics	2,814,111 06	
Nouvelle Annexe Centrale	200,813,02	
Améliorations aux Edifices Publics	30,262 23	
	4,187,415 43	
Edifices Publics	73,852 20	
Ponts de Péages et autres	72,455 79	
Construction de Chemins	5,766,135 88	
Loi concernant l'Ile d'Orléans	11,751 18	
Chemins Miniers	9,655 56	
Total des dépenses de capital		$ 10,121,266 04

EDGAR VEZINA,
Auditeur de la Province.

MARTIN B. FISHER,
Trésorier de la Province.

A. FOSTER,
Assistant-Trésorier.

Département du Trésor, Québec 31 août, 1937.

Treasury Department—*Continued*

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ending June 30th, 1937 as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.

Excess of Ordinary Revenue over Ordinary Expenditure for the fiscal year ending June 30th, 1937 (brought forward)		3,968,565.33
EXTRAORDINARY EXPENDITURE:—		
Unemployed Aid Act:—		
Administration	696,593.44	
Direct Relief	7,370,471.11	
Aid to Colonists	2,089,188.35	
Return to the land (Gordon plan)	1,778.58	
	10,158,031.48	
Colonization Promoting and Return to the Land	4,738,322.93	
Act to Safeguard and Protect the best Interests of Colonization	634,483.15	
Deficit in Public Charities Fund, fiscal year ending June 30, 1937	1,705,084.40	
Good Roads Act—Grants to Municipalities	120,491.83	
		17,356,413.79
Excess of Ordinary and Extraordinary Expenditures over Ordinary Revenue for the year ending June 30, 1937		$ 13,387,848.46
CAPITAL EXPENDITURE (Carried to Capital Accounts)		
Unemployed Aid Act:—		
Mining Roads	247,930.40	
Roads	894,298.12	
Public Works	2,814,111.06	
New Central Annex	200,813.62	
Improvement and repairs to public buildings	30,262.23	
	4,187,415.43	
Public buildings	73,852.20	
Toll and other bridges	72,455.79	
Road construction	5,766,135.88	
Island of Orleans	11,751.18	
Mining roads	9,655.56	
Total capital expenditure		$ 10,121,266.04

EDGAR VEZINA,
Provincial Auditor.

MARTIN B. FISHER,
Provincial Treasurer.

A. FOSTER,
Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department, Quebec, August 31st, 1937.

Département du Trésor—*Suite*

ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE, et des EMPRUNTS TEMPORAIRES et DÉPÔTS de la province de Québec au 30 juin, 1937, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre, 1895.

DETTE CONSOLIDÉE

Date de l'émission	Où payable	Montant	
30 décembre 1894	Londres ou Paris	4,736,316.50	
1er janvier, 1913	Londres	1,949,586.67	
1er juillet, 1914	Londres	3,777,414.20	
1er juin, 1916	Québec ou Montréal	2,500,000.00	
15 septembre, 1916	Québec ou Montréal	144,000.00	
1er mai, 1918	Québec ou Montréal	37,100.00	
15 mars, 1923	Québec, Montréal ou Toronto	3,557,000.00	
1er mars, 1924	Montréal, New York ou Londres	15,000,000.00	
2 mars, 1925	Québec, Montréal, Toronto ou New York	15,000,000.00	
1er juillet, 1926	Québec, Montréal, Toronto ou New York	7,500,000.00	
1er mai, 1927	Québec, Montréal, Toronto ou New York	4,000,000.00	
1er février, 1928	Québec, Montréal, Toronto ou New York	5,000,000.00	
1er mai, 1931	Québec, Montréal, Toronto ou New York	7,500,000.00	
2 janvier, 1933	Québec, Montréal ou Toronto	9,000,000.00	
1er août, 1933	Québec, Montréal ou Toronto	10,350,000.00	
15 mars, 1934	Québec, Montréal ou Toronto	7,700,000.00	
1er juin, 1934	Québec, Montréal ou Toronto	760,782.00	
1er septembre, 1934	Québec, Montréal ou Toronto	10,000,000.00	
2 janvier, 1935	Québec, Montréal ou Toronto	13,730,000.00	
1er février, 1935	Québec, Montréal ou Toronto	5,000,000.00	
1er mars, 1935	Québec, Montréal ou Toronto	1,500,000.00	
1er novembre, 1935	Québec, Montréal ou Toronto	15,000,000.00	
1er mai, 1936	Québec, Montréal ou Toronto	428,000.00	
1er octobre, 1936	Québec, Montréal ou Toronto	24,000,000.00	
1er novembre, 1936	Québec, Montréal ou Toronto	27,000,000.00	
		195,170,199.37	
Moins:—			
Fonds d'Amortissement	21,491,593.15		
Paiements différés re-débentures émises à la Banque d'Hochelaga en vertu de l'acte de la Législature de Québec, 14 Geo. V. c. 3 payables en versements annuels de $124,172.40	12,765,227.47		
Fonds pour le rachat de la dette S.R.Q. 1925, C. 20, A. 22	35,371.58	34,292,192.20	
Dette consolidée nette			160,878,007.17

EMPRUNTS TEMPORAIRES ET DÉPÔTS

Bons du Trésor		22,250,000.00	
Comité Protestant du Conseil de l'Instruction Publique		40,347.82	
Dépôts en garantie et en fiducie	10,921,816.58		
Moins:—débentures en mains	5,867,468.15	5,054,348.43	27,344,696.25
			$188,222,703.42

EDGAR VEZINA,
Auditeur de la Province.

MARTIN B. FISHER,
Trésorier de la Province

A. FOSTER,
Assistant-Trésorier.

Département du Trésor, Québec, 31 août, 1937.

4767-o

Treasury Department—*Continued*

STATEMENT of the public debt and temporary loans and deposits of the Province of Quebec, at June 30th, 1937, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.

FUNDED DEBT

Date of issue	Where Payable	Amount	
30th December, 1894	London or Paris	4,736,316.50	
1st January, 1913	London	1,949,586.67	
1st July, 1914	London	3,777,414.20	
1st June, 1916	Quebec or Montreal	2,500,000.00	
15th September, 1916	Quebec or Montreal	144,000.00	
1st May, 1918	Quebec or Montreal	37,100.00	
15th March, 1923	Quebec, Montreal or Toronto	3,557,000.00	
1st March, 1924	Montreal, New-York or London	15,000,000.00	
2nd March, 1925	Quebec, Montreal, Toronto or New York	15,000,000.00	
1st July, 1926	Quebec, Montreal, Toronto or New York	7,500,000.00	
1st May, 1927	Quebec, Montreal, Toronto or New York	4,000,000.00	
1st February, 1928	Quebec, Montreal, Toronto or New York	5,000,000.00	
1st May, 1931	Quebec, Montreal, Toronto or New York	7,500,000.00	
2nd January, 1933	Quebec, Montreal or Toronto	9,000,000.00	
1st August, 1933	Quebec, Montreal or Toronto	10,350,000.00	
15th March, 1934	Quebec, Montreal or Toronto	7,700,000.00	
1st June, 1934	Quebec, Montreal or Toronto	760,782.00	
1st September, 1934	Quebec, Montreal or Toronto	10,000,000.00	
2nd January, 1935	Quebec, Montreal or Toronto	13,730,000.00	
1st February, 1935	Quebec, Montreal or Toronto	5,000,000.00	
1st March, 1935	Quebec, Montreal or Toronto	1,500,000.00	
1st November, 1935	Quebec, Montreal or Toronto	15,000,000.00	
1st May, 1936	Quebec, Montreal or Toronto	428,000.00	
1st October, 1936	Quebec, Montreal or Toronto	24,000,000.00	
1st November, 1936	Quebec, Montreal or Toronto	27,000,000.00	
		195,170,199.37	
Less:—			
Sinking Funds invested	21,491,593.15		
Deferred payments re debentures issued to La Banque d'Hochelaga under authority of the Act of the Quebec Legislature, 14 Geo. V, Cap. 3, payable in annual instalments of $124,172.40	$12,765,227.47		
Fund for Redemption of Debt R. S.Q., 1925, Cap. 20, Art. 22	35,371.58	34,292,192.20	
Net Funded Debt			160,878,007.17

TEMPORARY LOANS AND DEPOSITS

Treasury Bills		22,250,000.00	
Protestant Council of Public Instruction		40,347.82	
Security and Trust Deposits	10,921,816.58		
Less: Securities on hand	5,867,468.15	5,054,348.43	27,344,696.25
			$188,222,703.42

EDGAR VEZINA
Provincial Auditor.

MARTIN B. FISHER
Provincial Treasurer.

A. FOSTER,
Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department, Quebec, August 31st, 1937.
4768-o

Canada, Province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure, En matière de faillite, No 3196-F.

Dans l'affaire de: OVILA NOEL, entrepreneur-Menuisier, 77, rue Boisseau, Québec, P. Q., cédant autorisé.

Vente à l'encan

Avis est par le présent donné que MERCREDI le sixième jour d'octobre 1937, à onze heures de l'avant-midi, seront vendus, par enchère publique, au bureau du Syndic soussigné, 71, rue St-Pierre, Québec, les immeubles ci-après décrits, savoir:

(1) La moitié sud-ouest du lot numéro douze cent soixante et un (½ S. O. de 1261) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur de Québec, (77, Boisseau).

Tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans réserve aucune, avec bâtisses dessus construites.

(2) Le lot numéro quarante-cinq, subdivision du lot originaire numéro six cent quatre vingt-dix-huit (698-45), du Cadastre Officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, ce lot mesurant quarante pieds de front par soixante et treize pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front vers l'est, par l'avenue Laurent, vers l'ouest au lot 698, appartenant à Ed. Julien et au nord au lot 46, circonstances et dépendances, le tout plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites, à charges de payer une rente seigneuriale affectant le lot susdit.

(3) Un terrain ou emplacement connu et désigné sous le lot numéro soixante et seize des subdivisions d'une plus grande étendue de terrain formant partie du lot numéro cinq cent soixante-six (Ptie 566-76) du Cadastre officiel de la Paroisse de l'Ancienne-Lorette, sans bâtisse, contenant quarante et un pieds de front en allant en diminuant pour se terminer par quatorze pieds, cinq pouces de largeur, sur cent quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, à charges de payer une rente annuelle de $2.00 par année à Edmond Ernst, et avec les servitudes actives et passives, notamment celle passée par un acte devant Mtre J.-A. Pouliot., le 23 décembre 1934, et enregistré sous le No 224,879.

(4) Le lot numéro soixante-dix-sept, subdivision d'une plus grande étendue de terrain, formant partie du lot numéro cinq cent soixante-six (566-77) du Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, avec bâtisses dessus construites, à charge de payer une rente annuelle de $2.00 par année à Edmond Ernst, et avec les servitudes actives et passives, notamment celle passée par un acte devant Mtre J.-A. Pouliot, le 13 août 1934, et enregistré sous le No 13,604.

Les item 1 et 2 seront vendus séparément et les item 3 et 4 en bloc, au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles (716 et 717 et 719a s'il y a lieu) sept cent seize et sept cent dix-sept, du C. P. C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le Shérif, le tout suivant les titres et certificats fournis par le bureau d'enregistrement.

Les titres et certificats peuvent être examinés en

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court, In Bankruptcy, No. 3196-F.

In the matter of: OVILA NOEL, Contractor-joiner, 77 Boisseau street, Quebec, P. Q. Authorized Assignor.

Auction Sale

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the SIXTH day of OCTOBER 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the office of the undersigned Trustee, 71, St. Peter street, Quebec, the immoveables hereinafter described, to wit:

(1) The Southwest half of lot number twelve hundred and sixty one (S. W. ½ of 1261) of the official cadastre of the parish of St. Sauveur of Quebec, (77 Boisseau).

As the whole presently subsists with the active and passive servitudes, without any exception, with buildings thereon erected.

(2) Lot number forty five, subdivision of original lot number six hundred and ninety eight (698-45), of the official cadastre for the parish of Beauport, County of Quebec, this lot measuring forty feet in front by seventy three feet in depth, English measure, bounded in front towards the East, by Laurent avenue, towards the West by lot 698, belonging to Ed. Julien and on the North by lot 46, circumstances and dependencies, the whole more or less, with the buildings thereon erected, subject to a seigniorial rent affecting the aforesaid lot.

(3) A lot of land or emplacement known and designated under lot number seventy six of the subdivision of a larger strip of land forming part of lot number five hundred and sixty six (Pt. 566-76) of the official cadastre of the parish of Ancienne-Lorette, without buildings, measuring forty one feet in front and decreasing in width to fourteen feet, five inches in width, by one hundred and ninety five feet in depth, more or less, with buildings thereon erected subject to pay an annual ground rent of $2.00 to Edmond Ernst, and with the active and passive servitudes, notably that passed by an act before Mtre J. A. Pouliot, on December 23, 1934, and registered under No. 224,879.

(4) Lot number seventy seven, subdivision of a larger strip of land, forming part of lot number five hundred and sixty six (566-77) of the official cadastre of the parish of Ancienne-Lorette, with buildings thereon erected, subject to pay an annual ground rent of $2.00 to Edmond Ernst, and with the active and passive servitudes, notably that passed by an act before Mtre J. A. Pouliot, on August 13, 1934, and registered under No. 13,604.

Items 1 and 2 shall be sold separately and items 3 and 4 "*en bloc*", to the highest and last bidder.

This sale is made in conformity with articles (716 and 717 and 719a if it is necessary) seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen, of C. C. P. and also with article 45 of the Bankruptcy Act, which will have the same effect of a sheriff's sale, the whole pursuant to the titles and certificates furnished by the registration office.

The titles and certificates may be seen at any

tout temps, en s'adressant au bureau du Syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le Syndic Autorisé,
L.-P. POMERLEAU.

Chambre 215,
71, rue St-Pierre, Québec 4759-36-2-o

time, by applying at the office of the undersigned Trustee.

Conditions of payment: Cash.

L.-P. POMERLEAU,
Authorized trustee.

Room: 215
71 St. Peter street, Quebec. 4760-36-2.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 36

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dupont vs Bernard 3385

ANNONCEURS:—AVIS AUX:— 3329

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha! *et al* .. 3397
Syndicat des Travailleurs en chaussure de Montréal Inc. 3401

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière. ... 3394
L'Association des Employés des Fabricants d'Eaux Gazeuses de la Province de Québec. 3393
Ravary Limitée 3387
St-Regis Paper Co. of Canada Ltd ... 3386
The Montreal and District Shoe Repair Employees Union. 3386
Transport du Poisson de Gaspé Ltée .. 3386

BUREAUX-CHEFS:—

Cantin, Limitée 3384
Keyroc (Quebec) Gold Mining Co. Ltd 3384
Laurin Express Limitée. 3385
T. Douglas Morgan Incorporated. 3384

CHARTE—ABANDON DE:—

Century Motors Limited 3385

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Etat financier de la Province. 3414

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Saint-Basile, village de 3386

LETTRES PATENTES:—

A. E. Charron Limited 3366
Amity Gold Mines (Quebec) Limited. . 3352
Art Traders Compagnie Ltée—Art Traders Company Ltd 3330
Beattie Gold Mines (Quebec) Limited 3353
Bloumaque Mining Co. Ltd. 3354
Builders & Realtors Limited 3355
Clare Limited 3332
Dunlop (Quebec) Mines Limited. 3371
Duquesne-Quebec Mines Limited 3334
F. André Ares & Compagnie Ltée 3335
Graceline Frocks Inc. 3339
Lamaque Mining Company Limited ... 3342
Maniwaki Molybdenum Mines Limited. 3361
Mason Engineering Corporation 3346
Maytime Frock Inc. 3372
Metropole Club Incorporated 3372

Index of the Quebec Official Gazette, No. 36

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dupont vs Bernard 3385

ADVERTISERS:—NOTICE TO:— 3329

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Syndicat Catholique National des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Chicoutimi et de la Baie des Ha! Ha! *et al* .. 3397
Syndicat des Travailleurs en chaussure de Montréal Inc. 3401

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission. 3394
L'Association des Employés des Fabricants d'Eaux Gazeuses de la Province de Québec. 3393
Ravary Limitée 3387
St-Regis Paper Co. of Canada Ltd ... 3386
The Montreal and District Shoe Repair Employees Union. 3386
Gaspé Fish Transportation Ltd 3386

CHIEF-OFFICES:—

Cantin, Limitée 3384
Keyroc (Quebec) Gold Mining Co. Ltd 3384
Laurin Express Limitée. 3385
T. Douglas Morgan Incorporated. 3384

CHARTER—SURRENDER OF:—

Century Motors Limited 3385

TREASURY DEPARTMENT:—

Financial statement of the Province. .. 3414

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Saint-Basile, village of 3386

LETTERS PATENT:—

A. E. Charron Limited 3366
Amity Gold Mines (Quebec) Limited. . 3352
Art Traders Compagnie Ltée—Art Traders Company Ltd 3330
Beattie Gold Mines (Quebec) Limited 3353
Bloumaque Mining Co. Ltd. 3354
Builders & Realtors Limited 3355
Clare Limited 3332
Dunlop (Quebec) Mines Limited. 3371
Duquesne-Quebec Mines Limited 3334
F. André Ares & Compagnie Ltée 3335
Graceline Frocks Inc. 3339
Lamaque Mining Company Limited ... 3342
Maniwaki Molybdenum Mines Limited. 3361
Mason Engineering Corporation 3346
Maytime Frock Inc. 3372
Metropole Club Incorporated 3372

Pain Lauzon Ltée. 3348
Roybell Mines Limited. 3373
Super Realties Incorporated. 3362
The Charlevoix Radium & General Mining Co. Ltd 3365
Val Dupuis Trading Limited 3350

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Constant Manufacturing Co.. 3379
Gatineau Power Company 3374
Laboratoires St-Hubert Ltée—St. Hubert Laboratories Ltd 3379

LIQUIDATION: AVIS DE—

Caisse Populaire de Waterloo 3385

MINUTES DE NOTAIRES:—

Gosselin, Charles-Eugène..... 3386

NOMINATIONS:—

Diverses. 3413

PROCLAMATIONS :—

Loi concernant les plantes-racines potagères, les fruits et l'industrie laitière 3383
Saint-Joseph-de-Beauce, municipalité de 3382
Saint-Joseph de Grantham, ville de... 3380

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Noel, Ovila 3422

VENTE PAR LICITATION:—

Monat *et al* vs Auclair *et al*..... 3387

VENTES POUR TAXES:—

Pointe-Claire, ville de 3393
Sorel, cité de..... 3379

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

McArthur vs St-Hilaire. 3388

BEAUHARNOIS:—

Robitaille *et al* vs Leduc..... 3388

BEDFORD:—

Coderre vs Bigras *et al*..... 3389

MONTRÉAL:—

Enfield Clock Co. (Canada) Reg'd. vs Friden et vir..... 3390
La Commission des Accidents du Travail de Québec, vs Booth *et vir*..... 3389

QUÉBEC:—

Carmichael vs Pépin..... 3390
La Communauté des Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec vs Drouin. 3391

ROBERVAL:—

Dionne *et al* vs Ouellet... 3391
La Banque de Montréal vs Bouchard... 3392

TROIS-RIVIÈRES:—

Hébert vs Lortie..... 3392

Pain Lauzon Ltée. 3348
Roybell Mines Limited. 3373
Super Realties Incorporated. 3362
The Charlevoix Radium & General Mining Co. Ltd 3365
Val Dupuis Trading Limited 3350

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Constant Manufacturing Co.. 3379
Gatineau Power Company 3374
Laboratoires St-Hubert Ltée—St. Hubert Laboratories Ltd 3379

WINDING UP NOTICE:—

Caisse Populaire de Waterloo 3385

NOTARIAL MINUTES:—

Gosselin, Charles-Eugène..... 3386

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 3413

PROCLAMATIONS :—

Act respecting root-vegetables, fruits and the dairy industry 3383
Saint-Joseph-de-Beauce, municipality of 3382
Saint-Joseph de Grantham, town of... 3380

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Noel, Ovila 3422

SALE BY LICITATION:—

Monat *et al* vs Auclair *et al*..... 3387

SALES FOR TAXES:—

Pointe-Claire, town of. 3393
Sorel, city of..... 3379

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

McArthur vs St-Hilaire. 3388

BEAUHARNOIS:—

Robitaille *et al* vs Leduc..... 3388

BEDFORD:—

Coderre vs Bigras *et al*..... 3389

MONTREAL:—

Enfield Clock Co. (Canada) Reg'd. vs Friden et vir..... 3390
La Commission des Accidents du Travail de Québec, vs Booth *et vir*..... 3389

QUEBEC:—

Carmichael vs Pépin..... 3390
La Communauté des Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec vs Drouin. 3391

ROBERVAL:—

Dionne *et al* vs Ouellet..... 3391
The Bank of Montreal vs Bouchard. ... 3392

TROIS-RIVIERES:—

Hébert vs Lortie..... 3392

QUÉBEC:—Imprimé par REDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.